

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
La Commission  
-----



**RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION  
DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE**

Projet

juin 2012

## Table des matières

RESUME ANALYTIQUE.....	5
INTRODUCTION .....	9
1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	10
1.1 PRODUCTION.....	10
1.2 PRIX ET INFLATION .....	11
1.3 EVOLUTION DES TAUX D'INTERET ET DES MARCHES DE CHANGE .....	12
1.4 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES .....	13
2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES.....	17
2.1 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN.....	17
2.1.1. PRODUCTION.....	17
2.1.2. PRIX ET INFLATION.....	20
2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	20
2.1.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	21
2.1.5 SITUATION MONETAIRE.....	22
2.1.6. ETAT DE LA CONVERGENCE.....	23
2.1.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	23
2.2 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO.....	26
2.2.1. PRODUCTION.....	26
2.2.2. PRIX ET INFLATION.....	29
2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	29
2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	31
2.2.5. SITUATION MONETAIRE.....	31
2.2.6. ETAT DE LA CONVERGENCE.....	32
2.2.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	33
2.3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE.....	35
2.3.1 PRODUCTION.....	35
2.3.2 PRIX ET INFLATION.....	38
2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	38
2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	40
2.3.5 SITUATION MONETAIRE.....	41
2.3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE.....	41
2.3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	42
2.4 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU.....	45

2.4.1.	PRODUCTION .....	45
2.4.2.	PRIX ET INFLATION.....	46
2.4.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	47
2.4.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	48
2.4.5.	SITUATION MONETAIRE .....	48
2.4.6.	ETAT DE LA CONVERGENCE.....	49
2.4.7.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	50
2.5	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI .....	52
2.5.1	PRODUCTION .....	52
2.5.2.	PRIX ET INFLATION.....	54
2.5.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	55
2.5.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	56
2.5.5	SITUATION MONETAIRE .....	56
2.5.6	ETAT DE LA CONVERGENCE.....	57
2.5.7	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	58
2.6.	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER.....	60
2.6.1.	PRODUCTION .....	60
2.6.2.	PRIX ET INFLATION.....	63
2.6.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	63
2.6.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	65
2.6.5.	SITUATION MONETAIRE .....	65
2.6.6.	ETAT DE LA CONVERGENCE.....	66
2.6.7.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	67
2.7.	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL .....	69
2.7.1	PRODUCTION .....	69
2.7.2.	PRIX ET INFLATION.....	72
2.7.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	72
2.7.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	73
2.7.5.	SITUATION MONETAIRE .....	74
2.7.6	ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2011 .....	75
2.7.7	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	76
2.8	SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO .....	78
2.8.1.	PRODUCTION .....	78
2.8.2.	PRIX ET INFLATION.....	80
2.8.3.	FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE .....	80
2.8.4.	COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS .....	82
2.8.5.	SITUATION MONETAIRE .....	82

2.8.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	84
3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION .....	86
3.1 PRODUCTION .....	86
3.2 PRIX ET INFLATION.....	87
3.3 FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE.....	87
3.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.....	89
3.5 SITUATION MONETAIRE .....	91
3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE .....	92
3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	94
4. ORIENTATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LES ETATS MEMBRES DE L'UNION AU TITRE DE L'ANNEE 2013.....	97
4.1. POURSUIVRE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES.....	97
4.2 ASSURER UNE GESTION PRUDENTE DE L'ENDETTEMENT .....	100
4.3 ATTENUER LES EFFETS LIES A LA HAUSSE DES PRIX INTERNATIONAUX .....	101

## RESUME ANALYTIQUE

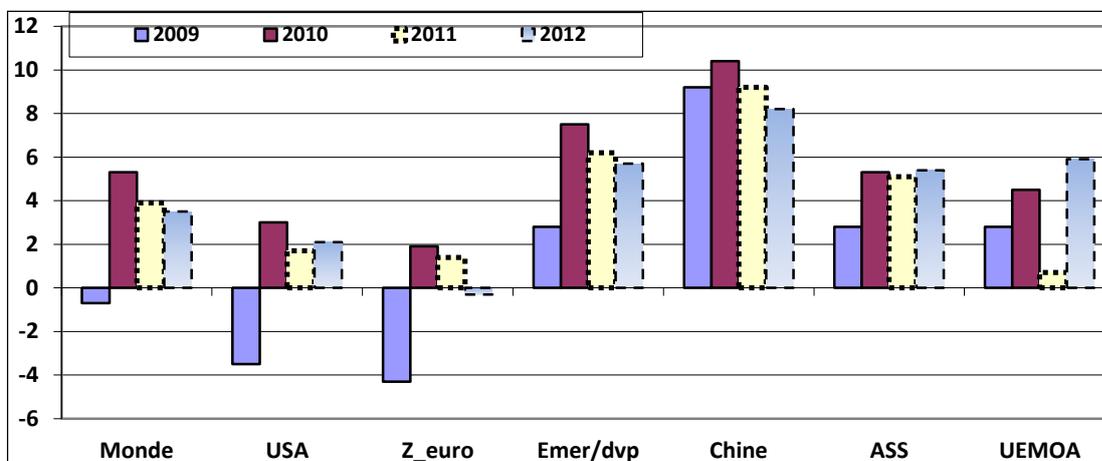
Après le ralentissement de 2011, l'économie mondiale se redresse progressivement en rapport avec les importantes mesures prises dans la zone euro, notamment le renforcement du Fonds Européen de Stabilité Financière, et l'amélioration des indicateurs économiques aux Etats- Unis. Il est prévu que la croissance du PIB réel s'établirait à 3,5% en 2012, contre environ 3,9% en 2011. L'amélioration des conditions de financement, à travers des politiques monétaires accommodantes, et la reconstruction au Japon et en Thaïlande, porteront cette croissance. Cependant, la reprise demeurera exposée à plusieurs risques importants, notamment la crise de la dette dans la zone euro.

En dépit des signes d'un relatif raffermissement de l'économie mondiale, des risques et des incertitudes persistent notamment dans la zone euro où une légère récession en 2012 est attendue en raison de la crise de la dette souveraine, d'une perte de confiance générale, des effets du désendettement bancaire sur l'économie réelle et des répercussions du rééquilibrage budgétaire qui fait suite aux pressions du marché.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance serait de 5,7% contre 6,2% en 2011. Les modestes répercussions négatives de la crise dans la zone euro devraient être largement compensées par l'assouplissement des politiques monétaires et budgétaires, sauf dans quelques pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants.

En Afrique au Sud du Sahara, l'activité économique demeurera ferme. La croissance devrait se redresser légèrement en 2012 et atteindre 5,4% contre 5,1% en 2011 avec l'entrée en activité de nouveaux sites de production minérale et pétrolière et de l'inversion des chocs négatifs exercés sur l'offre en 2011. Toutefois, le taux de croissance des pays à revenu intermédiaire serait moyen (3,8%), en rapport avec l'exposition de l'Afrique du Sud aux effets de la crise de la dette souveraine.

Graphique n°1: Evolution du taux de croissance économique



Au niveau de l'Union, les perspectives 2012 sont prometteuses après la forte décélération de l'activité économique enregistrée en 2011 suite à la crise postélectorale en Côte d'Ivoire et à la baisse importante (16 à 20%) de la production agricole. En effet, les économies de l'UEMOA devraient bénéficier des retombées positives de la normalisation de la situation socio-politique en Côte d'Ivoire, ainsi que de la reprise plus rapide que prévu de l'activité dans ce pays. Elles seraient également soutenues par l'accroissement des investissements dans les infrastructures.

En outre, la poursuite des réformes structurelles et le renforcement des actions visant à améliorer l'attractivité des Etats membres sont de nature à favoriser l'afflux des capitaux privés et à imprimer un rythme plus soutenu à l'activité économique. Sur cette base, le taux de croissance économique de l'Union devrait se situer autour de 6,0% en 2012 contre 0,7% en 2011. Par pays, il est attendu un taux de croissance de 3,5% au Bénin, 7,0% au Burkina Faso, 8,1% en Côte d'Ivoire, 4,5% en Guinée-Bissau, -1,2% au Mali, 11,6% au Niger, 3,9% au Sénégal et 5,6% au Togo.

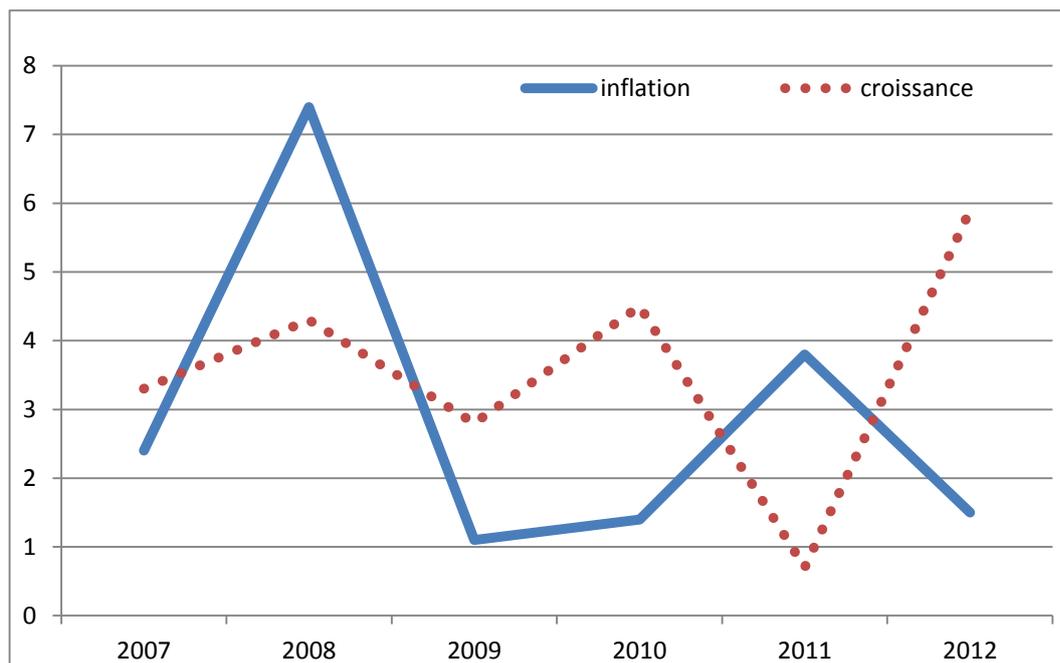
Toutefois, d'importants risques pèsent sur ces perspectives, dont la matérialisation pourrait se traduire par un taux de croissance en deçà des prévisions. Il s'agit notamment de la baisse de la demande en provenance de la Zone euro, principal partenaire économique de l'Union, menacée de récession et des effets prolongés de la crise alimentaire que connaissent certains pays sahéliens, du fait notamment du déficit céréalier important de la campagne 2011/2012.

L'impact de ces facteurs serait aggravé par la détérioration de la situation sécuritaire et les crises militaro-politiques au Mali et en Guinée-Bissau qui, si elles perduraient, compromettraient la réalisation d'une croissance forte en 2012. De plus, le niveau encore élevé des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers, constituent un autre facteur de risque important au plan économique et social.

Le processus de convergence pourrait se ressentir de ces différentes situations défavorables à une consolidation du cadre macroéconomique.

Pour 2012, sur la base de l'évolution notée au cours des quatre premiers mois de l'année, la tendance est à une modération de la progression des prix dans la plupart des Etats membres, même si le niveau des prix reste élevé. Cette modération de l'inflation est liée aux mesures prises dans la plupart des Etats, notamment la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la distribution de semences pour les cultures de contre-saison dans les pays du Sahel. La norme communautaire devrait être respectée par six Etats membres.

Graphique n°2: Evolution du taux de croissance et du d'inflation dans l'Union



La situation des finances publiques s'est dégradée en 2011 en rapport avec la baisse des recettes et l'accélération des dépenses publiques. En 2012, la tendance serait maintenue. Le déficit global hors dons ressortirait à 7,6% du PIB en 2012 contre 6,3% en 2011. Cette évolution résulterait d'une progression importante des dépenses, notamment pour les besoins d'investissement dans les infrastructures dans l'Union et la reconstruction en Côte d'Ivoire. Au regard des contre-performances au niveau des finances publiques, en liaison avec un environnement économique interne et externe défavorable, l'objectif de convergence à l'horizon 2013 serait difficile à atteindre. Trois Etats membres ont pu réaliser les quatre critères de convergence de premier rang en 2010 et 2011. Il est peu probable qu'une meilleure performance soit obtenue en 2012 compte tenu du contexte de crise sociopolitique.

L'analyse des comptes extérieurs en 2011 fait ressortir un profil globalement favorable. Il est attendu une consolidation en 2012. En effet, le déficit du compte courant représenterait 3,2% du PIB contre 2,1% du PIB en 2011. Cette évolution serait principalement imputable à l'accroissement des importations pour des besoins d'investissement, notamment dans les secteurs des mines et de l'énergie, ainsi que pour des approvisionnements en produits alimentaires.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait de 596,6 milliards, en liaison avec l'augmentation des transferts de capital et la hausse du flux net des ressources financières mobilisées auprès des partenaires au développement. Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 368,0 milliards contre 323,1 milliards en 2011.

Au niveau de la situation monétaire, les équilibres monétaires projetés pour l'année 2012 font ressortir pour l'Union une hausse de la masse monétaire de 12,3%, en liaison avec la consolidation de 5,0% des avoirs extérieurs nets. L'accroissement de la liquidité globale serait également lié à la progression de 14,6% du crédit intérieur.

Tirant les leçons des conséquences de cette crise dans la zone euro et prenant en compte le contexte de forte progression des dépenses publiques, notamment celles portant sur la masse salariale et le service de la dette, préjudiciable à la consolidation du cadre macroéconomique et particulièrement à l'objectif de convergence à l'horizon 2013, des orientations de politique économique au titre de l'année ont été proposées. Elles sont axées essentiellement sur l'assainissement des finances publiques par la poursuite des efforts de recouvrement fiscal et de maîtrise des dépenses courantes, la préservation de la soutenabilité de la dette publique en référence au Règlement N°09/2007/CM/UEMOA du 4 juillet 2007 portant cadre de gestion de la dette publique dans l'UEMOA, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour atténuer les effets des hausses des prix des produits alimentaires et pétroliers.

En conclusion, l'Union a enregistré en 2011 une contreperformance économique avec un taux de croissance économique largement en dessous du croît démographique. Cette situation qui est en relation avec la baisse de la production agricole dans la plupart des Etats membres de l'Union et le contexte sociopolitique difficile en Côte d'Ivoire, est en phase de retournement.

En effet, la normalisation de la situation politique et de l'activité économique en Côte d'Ivoire, laisse augurer de bonnes perspectives économiques dans l'Union en 2012. Le taux de croissance est projeté autour de 6,0% dans l'hypothèse d'une campagne agricole meilleure à celle de l'année précédente. Cependant, des incertitudes persistent au plan externe avec la perspective d'une récession en Europe et au plan interne avec les crises militaro-politiques au Mali et en Guinée-Bissau. L'instabilité sociopolitique récurrente dans l'espace UEMOA est de nature à compromettre la réalisation des objectifs assignés aux différentes politiques visant l'approfondissement de l'intégration régionale. En particulier, l'horizon de convergence fixé à 2013, pourrait ne pas être respecté.

Une remobilisation est donc nécessaire en vue de renouer avec un environnement régional paisible qui permettra de mettre en œuvre :

- les stratégies d'accélération de la croissance économique, grâce entre autres, à la mise en œuvre diligente de l'initiative régionale pour l'énergie durable (IRED) et du plan d'actions adossé au rapport sur le financement des économies de l'Union, adopté le 21 mai 2012 à Abidjan par le Haut Comité mis en place à cet effet ;
- les programmes et projets d'accroissement de l'offre agricole pour pallier l'insécurité alimentaire et maîtriser les tensions inflationnistes conformément à la décision du Conseil des Ministres du 20 février 2012, à Dakar.

## **INTRODUCTION**

Le présent rapport procède à l'évaluation des performances économiques et financières des Etats membres de l'Union en 2011 et les perspectives au titre de l'année 2012 en rapport avec l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. Enfin, il formule des recommandations et propose des orientations de politique économique pour l'année 2013 aux Etats membres de l'Union.

Le rapport s'articule autour des points suivants :

- l'environnement international ;
- la situation économique et financière des Etats membres de l'Union ;
- la situation économique et financière de l'Union ;
- les orientations de politique économique pour l'année 2013.

S'agissant des propositions d'orientation, outre la question de l'assainissement des finances publiques qui est au cœur du mécanisme de la surveillance multilatérale, elles sont également relatives à la gestion de la dette publique et aux modalités d'atténuation des effets de la crise provoquée par la flambée des prix sur le marché international.

Les données statistiques utilisées dans le cadre de ce travail, sont arrêtées au 15 juin 2012. Elles sont fournies par les Comités Nationaux de Politique Economique conformément à la Directive n°01/96/CM relative à la mise en œuvre de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques, au sein des Etats membres de l'UEMOA.

## 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL<sup>1</sup>

Une nouvelle phase de croissance de l'économie mondiale se dessine pour 2012-2013, portée par le redressement de l'investissement des entreprises. Cette expansion est menacée par la crise de la dette souveraine en zone euro et la hausse des cours des matières premières observées en 2011. Le taux de croissance atteindrait 3,5% en 2012 contre 3,9% en 2011. En 2013, il serait de 4,1 %. L'amélioration des conditions de financement à travers des politiques monétaires accommodantes, la poursuite de l'assainissement budgétaire et la reconstruction au Japon et en Thaïlande favoriseraient cette relance.

### 1.1 PRODUCTION

**Aux Etats-Unis** : l'embellie se poursuit et devrait se prolonger en 2012 et 2013 grâce à l'amélioration des comptes des agents privés. Cependant, des fragilités persistent. La croissance devrait légèrement dépasser 2,1% en 2012 et 2,4% en 2013 contre 1,7% en 2011.

**Dans la zone euro** : après les turbulences de 2011, la zone se dirige vers une croissance faiblement négative avec de forts écarts entre les pays membres. Le PIB de la zone euro se contracterait légèrement de 0,3% en 2012 contre une hausse de 1,4% en 2011. La croissance sera faible en France et en Allemagne. Par contre, en Grèce et au Portugal, ainsi qu'en Italie et en Espagne, la récession sera plus profonde et la reprise ne devrait s'amorcer qu'en 2013. Le taux de croissance de la zone est projeté à 0,9% en 2013. Ces projections supposent la non contagion d'un autre Etat membre par la crise grecque.

Les mesures prises dans la zone euro, notamment les injections de liquidités par la Banque Centrale Européenne et le renforcement du Fonds Européen de Stabilité Financière ainsi que le soutien du Fonds Monétaire International ont permis de contenir les tensions sur les marchés de la dette des pays de la zone euro. En effet, les dernières enquêtes de conjoncture ne semblent pas indiquer un approfondissement du trou d'air

En France, le taux de croissance ressortirait à 0,5% en 2012 contre 1,7% en 2011 puis s'accélérerait modestement à 1,0% en 2013. Les soutiens à l'activité sont à rechercher dans l'investissement des entreprises et la demande extérieure. La faiblesse de la demande finale pourrait freiner cette croissance.

En Allemagne, le taux de croissance serait de 0,6% en 2012 contre 3,1% en 2011. Pour 2013, le taux de croissance de l'économie allemande serait de 1,5%. La Grèce, l'Italie et l'Espagne seraient en récession avec des taux de -4,7%, -1,9% et -1,8%, respectivement. Pour 2013, le taux de croissance serait de 0,0% pour la Grèce, -0,3% pour l'Italie et 0,1% pour l'Espagne.

**Au Japon** : après un recul de 0,7 % sur l'année 2011, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2012, avec un taux de 2,0%. La poursuite des efforts de

---

<sup>1</sup> Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2012, Produitdoc, premier trimestre 2012.

reconstruction devrait stimuler temporairement l'activité et les exportations pourraient bénéficier de la croissance mondiale et de la dépréciation attendue du yen. En 2013, le taux de croissance s'établirait à 1,7%.

**Les économies émergentes et en développement** : elles font preuve de résistance face aux turbulences qui affectent les marchés financiers. Les modestes répercussions négatives de la crise dans la zone euro devraient être largement compensées par l'assouplissement des politiques monétaires et budgétaires, sauf dans quelques pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants. Dans les pays émergents d'Asie, le redressement qui a suivi les inondations en Thaïlande et la hausse de la demande japonaise stimuleront la production. En Amérique latine, les conditions de financement et les cours des produits de base restent favorables à la croissance. Cependant, le durcissement récent de la politique économique pèsera sur l'activité pendant quelque temps, mais les perspectives devraient s'améliorer en 2012.

**L'Afrique subsaharienne** : la croissance devrait se redresser légèrement en Afrique subsaharienne en 2012 et atteindre 5,4% contre 5,1% en 2011. La légère accélération serait le fait des pays exportateurs de pétrole (7,3%) dont le Nigéria et la Guinée équatoriale, et des pays à faible revenu (5,9%) dont l'Éthiopie, et la République Démocratique du Congo. Le taux de croissance des pays à revenu intermédiaire serait moyen (3,8%), en rapport avec l'exposition de l'Afrique du Sud aux effets de la crise de la dette souveraine, malgré les performances attendues du Ghana (8,8% après 14,4% en 2011) et de la Côte d'Ivoire (8,1% après -4,7% en 2011).

## 1.2 PRIX ET INFLATION

Le mouvement d'accélération de l'inflation observé dans la plupart des pays en 2011 devrait ralentir avec une tendance à la baisse de l'inflation en 2012 et en 2013. La tendance à la baisse des cours des matières premières explique principalement cette évolution. Dans les principaux pays avancés, les tensions inflationnistes intérieures, mesurées par le déflateur du PIB, sont faibles. Dans les pays émergents, les tensions inflationnistes varient dans une large mesure, mais de manière générale elles devraient se réduire modérément. Les perspectives d'inflation sont plus diverses dans les pays émergents.

**Aux États-Unis** : le taux d'inflation passerait de 3,1% en 2011 à 2,1% en 2012, en rapport avec le recul des cours des produits de base. La baisse se poursuivrait en 2013.

**Dans la zone euro** : l'évolution enregistrée est comparable avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,0% contre 2,7% en 2011. Les tensions inflationnistes devraient donc être maîtrisées en 2012 en supposant que les prix des produits de base vont baisser. Pour 2013, il est attendu à 1,6%.

**Dans les pays émergents et en développement**: en Asie, l'inflation globale devrait se situer en moyenne à 5,2% en 2011, avant de reculer à 4,0% en 2012, sous

l'hypothèse d'une stabilité des cours des produits de base. Les tensions inflationnistes sont cependant très différentes selon les pays de la région.

En Amérique Latine et aux Caraïbes: l'inflation devrait reculer et passer de 6,6% en 2011 à 6,4% en 2012 alors que l'activité ralentira et que les prix des produits de base se stabiliseront. Les différences sont considérables entre les pays de la région. Alors qu'au Brésil, le taux d'inflation passerait de 6,6% en 2011 à 5,2% en 2012, le mouvement sera inverse au Venezuela avec un taux de d'inflation de 31,6% en 2012 contre 26,1% en 2011.

Dans les pays émergents d'Europe, la situation est très variable d'un Etat à un autre. Alors que l'inflation baisserait de 3,4% en 2011 à 2,1% en Bulgarie, elle passerait de 6,5% en 2011 à 10,6% en Turquie. Dans les pays émergents d'Asie, l'inflation globale ralentit et cette tendance devrait persister. Le taux d'inflation ressortirait à 4,7% en 2012 contre 6,1% en 2011.

**En Afrique Subsaharienne** : dans l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne, on a observé une hausse marquée de l'inflation en rapport avec la flambée des prix des produits de base, en particulier dans les pays importateurs nets de denrées de première nécessité ou dans ceux qui subissent des répercussions importantes des prix alimentaires internationaux sur les prix nationaux. Ainsi, le taux d'inflation est attendu à 9,6% contre 8,2% en 2011. Dans les pays exportateurs de pétrole, l'inflation devrait rester élevée avec un taux de 10,2% comme en 2011. Au Nigéria, les tensions inflationnistes seraient induites par la mise en œuvre d'une politique monétaire expansionniste. Ainsi, le taux d'inflation ressortirait à 11,1% contre 10,8% en 2011.

### **1.3 EVOLUTION DES TAUX D'INTERET ET DES MARCHES DE CHANGE**

De manière générale, la politique monétaire devrait rester accommodante. Plusieurs banques centrales ont déjà réagi au ralentissement de l'activité en abaissant leur taux directeur (Australie, Brésil, Indonésie, Israël, Philippines, Roumanie, Thaïlande, Turquie et zone euro). Récemment, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre ont accru leurs interventions non conventionnelles, et la Réserve Fédérale a fait part de son intention conditionnelle de maintenir des taux d'intérêt exceptionnellement bas au moins jusqu'à la fin de 2014; cela a peut-être contribué à faire baisser davantage les taux d'intérêt et affaibli le dollar américain.

Les taux devraient se situer autour de zéro aux États-Unis et au Japon pendant les deux prochaines années au moins. Pour les Etats-Unis, la Réserve Fédérale Américaine a maintenu la fourchette de son objectif des fonds fédéraux entre 0,0% et 0,25%.

Après la hausse de 50 points de base des taux directeurs de la Banque Centrale européenne en début d'année 2011, les taux ont baissé le long de cette année pour ressortir à 1,0% à compter du 8 décembre 2011 et sont restés inchangés. Cette inflexion semble insuffisante pour tenter de contrer les effets négatifs des plans de rigueur en zone euro. Dans les autres pays avancés, les taux directeurs devraient

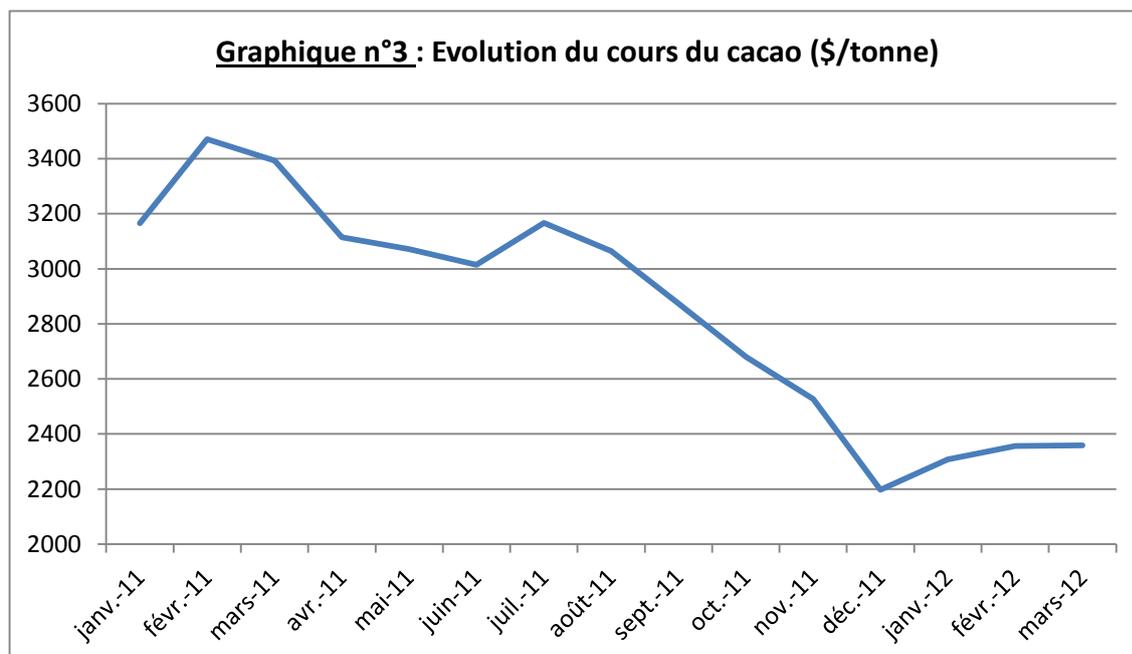
demeurer inchangés ou baisser modérément. Dans les pays émergents, les taux devraient généralement rester stables ou reculer quelque peu.

Sur le marché des changes, la tendance à la baisse de l'euro depuis son niveau de 1,46 dollar pour un euro en juin 2011 pour atteindre 1,30 dollar le 14 décembre 2011 s'est poursuivie en 2012 en rapport avec la persistance des incertitudes sur la zone euro et les risques de contagion de la crise grecque à d'autres pays. Il est passé en dessous de 1,24 dollar le 12 mai 2012 et 1,20 dollar le 25 mai. Selon certains analystes, l'euro pourrait retrouver son niveau de naissance face au dollar, à savoir 1,18.

#### 1.4 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES

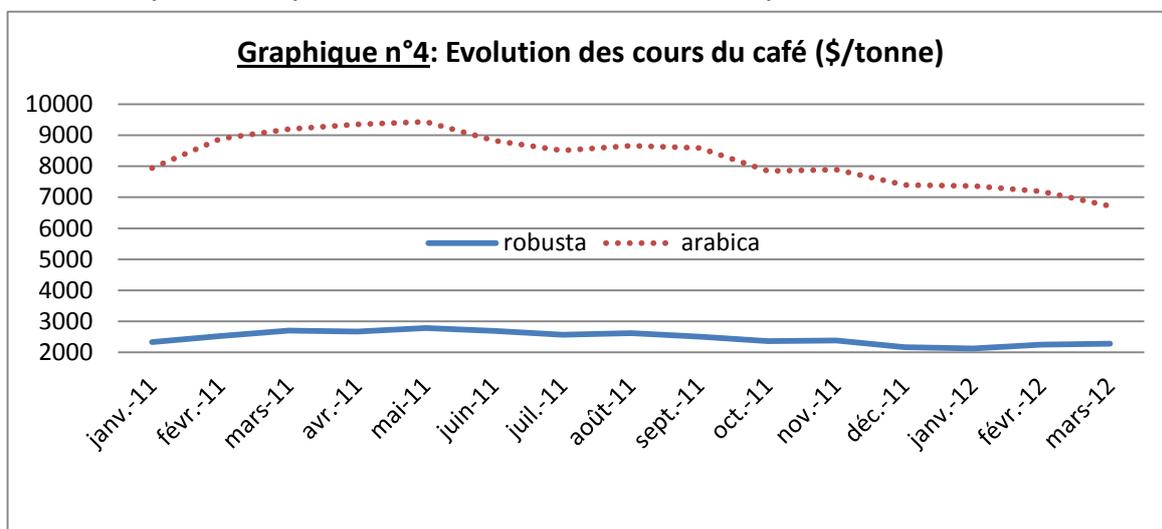
Les cours des produits de base sont montés temporairement au cours du premier trimestre 2012 sous l'effet de résultats macroéconomiques meilleurs que prévu, mais ils restent bien plus bas qu'en 2011. Les projections pour l'ensemble de l'année indiquent une baisse de l'indice des cours des produits de base hors combustibles de 10,3% en 2012 et de 2,7% en 2013. .

**Cacao** : après le recul des cours de 4,9% en 2011, les prévisions sont pessimistes pour 2012 avec une baisse de 9,4%. Cette baisse serait liée à un excédent de stocks dû à la récolte élevée de la campagne 2010/2011. Au regard de l'évolution des cours enregistrés au cours du premier trimestre, la baisse pourrait être plus importante que prévue. En effet, la moyenne des cours moyens du premier trimestre est de 2341 dollars la tonne, en baisse de près de 30% par rapport à celle du premier trimestre 2011 estimé à 3343 dollars la tonne. Cette baisse a été obtenue en dépit de la reprise des cours comparée à leur niveau de décembre 2011.

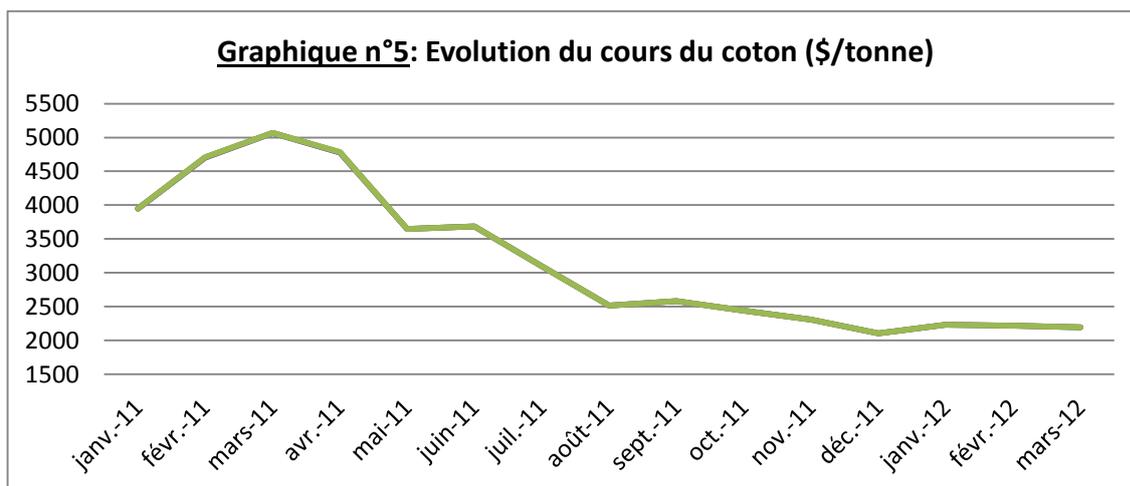


**Café** : en moyenne, le cours du robusta a augmenté de 39% en 2011. Des perspectives indiquaient une sévère correction à la baisse, 17% en 2012 en

moyenne. L'évolution comparée des cours moyens mensuels aux premiers trimestres 2011 et 2012 semblent confirmer cette tendance avec une baisse moyenne de près de 12%. Cette évolution défavorable a été obtenue en dépit d'une baisse attendue de 2,5% de la production mondiale. Il convient d'indiquer que la baisse est plus forte pour l'arabica avec une chute de plus de 45%.

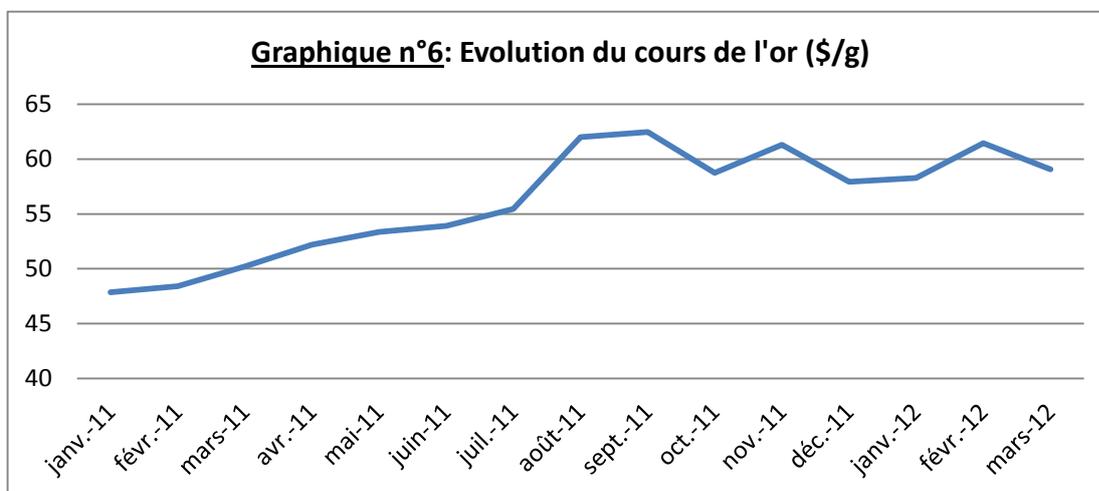


**Coton** : en moyenne, les cours du coton ont augmenté de 46% en 2011 mais devraient baisser de 31% en 2012. En effet, la tendance à la baisse amorcée depuis juin 2011 après une tendance à la hausse entre les mois de mars 2009 et mars 2011 avec 5065 \$ la tonne, en moyenne mensuelle, s'est poursuivie tout le long du premier trimestre 2012. Le cours moyen mensuel est passé de 3686 \$ la tonne en juin 2011 à 2194 \$ en mars 2012. Cette chute s'explique par la crise de la dette souveraine et le ralentissement de la demande dans les pays avancés. Entre les cours moyens du premier trimestre 2011 et 2012, la baisse est de l'ordre de 52%, supérieur à la baisse prévue pour l'ensemble de l'année.

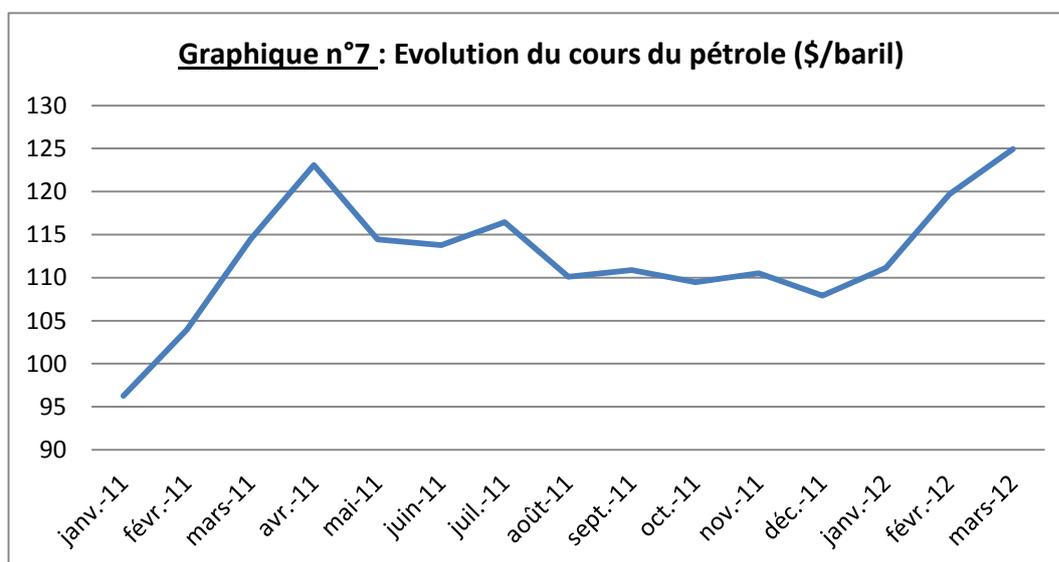


**Or**: en moyenne, l'or a progressé de 28% en 2011 et devrait poursuivre cette tendance en 2012 avec une appréciation de 12%. En effet, l'année 2011 a été marquée par un record des cours de l'once à 1920 \$ en septembre. Après avoir subi une forte baisse fin 2011, les cours ont nettement repris et progressé de plus de 15% les deux premiers mois de l'année 2012. En revanche, à la fin du mois de mars, ils avaient perdu 7% de leur valeur terminant à 1662 dollars l'once. Cette forte volatilité

des cours est provoquée par un contexte économique mondial très contrasté et par les craintes par les marchés d'un repli de la croissance de la Chine. La variation comparée des cours moyens entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012 est de l'ordre de 22%, confirmant la tendance précédemment annoncée.



**Pétrole:** sur le marché physique du pétrole, les tensions baissent depuis fin 2011. La demande ralentit tandis que l'offre mondiale de pétrole a augmenté fortement à fin 2011, grâce notamment à la reprise rapide de la production libyenne. Pourtant, le prix du pétrole est à nouveau en nette hausse début 2012, reflet des tensions géopolitiques, qui touchent en particulier l'Iran. Au cours du second semestre 2012, le prix du pétrole fluctuerait autour de 120 \$ le baril de Brent, un niveau nettement supérieur à celui atteint fin 2011 (109 \$ en moyenne au quatrième trimestre 2011).



**Phosphates:** en moyenne, les cours ont progressé de 50% en 2011. Il était attendu une baisse de 11% en 2012. Le cours du moyen de trimestre 2012 est ressorti à 195,2 \$ la tonne, soit une hausse de 23,7% comparé au moyen du premier trimestre 2011.

**Uranium** : le prix spot de la livre d'uranium s'est situé autour de 51 dollars au cours du premier trimestre 2012. Depuis novembre 2011, ce prix a peu fluctué en variant entre 51 et 53 dollars. Avant la catastrophe de Fukushima, le cours de l'uranium était monté à son plus haut des douze mois précédents, 67,75 dollars. L'état de l'industrie nucléaire japonaise est actuellement déterminant pour l'évolution des cours de l'uranium. A moyen et long termes, les fondamentaux du marché semblent toujours très solides avec plus de 80 nouveaux réacteurs qui devraient entrer en activité d'ici à 2017.

**Huile de palme** : Au 1er trimestre 2012, on observe une certaine stabilité des cours des oléagineux avec une tendance à la hausse pour l'huile de palme. Toutefois, le cours moyen au premier trimestre 2012, en se situant à 1106,3 \$ la tonne est en baisse de 11,6% par rapport au cours moyen observé pendant le premier trimestre 2011. Le cours de l'huile de palme pourrait atteindre 1 320,00 USD la tonne d'ici fin 2012. La production insuffisante de soja et de colza a amené les marchés chinois et indien à se tourner vers l'huile de palme.

**Huile d'arachide**: le cours moyen de l'huile d'arachide est passé 1722,7\$ la tonne au cours du premier trimestre 2011 à 2337,5 \$ la tonne au cours du premier trimestre 2012, soit une progression de 35,7% prolongeant ainsi la tendance à la hausse amorcée depuis décembre 2010.

**Noix de cajou**: au niveau du marché international, les prix sont restés relativement stables au cours des derniers jours de janvier 2012. L'amande de cajou continue de s'échanger entre 3,25 et 3,35 USD/lb (3550 et 3660 FCFA/kg). Toutefois, les analyses sur l'évolution du marché au cours des prochains mois divergent énormément selon les acteurs économiques.

Le début de la campagne devrait être marqué par l'importance des stocks disponibles en Asie, mais surtout en Afrique de l'Est (Tanzanie et Mozambique) où contrairement à d'autres années, 80% de la production est encore disponible. Ces stocks vont ralentir l'empressement des transformateurs asiatiques à s'approvisionner en noix brute d'Afrique de l'Ouest.

Dans les conditions de marché actuel, selon certains analystes, les prix devraient difficilement dépasser 300 FCFA /kg pour des achats bord-champ et celui de 350 FCFA pour des achats de gros.

## **2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES**

### **2.1 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 3,1% contre 2,6% en 2010. Cette accélération est essentiellement imputable à la reprise de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. L'activité s'est déroulée dans un contexte marqué par une maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 2,7% contre 2,1% en 2010. En 2012, il est attendu un taux de croissance économique de 3,5%.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une légère détérioration du déficit global qui est ressorti à 1,8% du PIB contre de 1,6% en 2010. En 2012, le déficit global représenterait 0,7% du PIB.

S'agissant des comptes extérieurs, leur évolution a enregistré une amélioration. En effet, le déficit du compte courant s'est situé à 8,1% du PIB comme en 2010. En 2012, ce déficit est attendu à 7,2% du PIB.

Quant à la situation monétaire, elle s'est caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 8,1% pour atteindre 1 377,7 milliards à fin décembre 2011.

En matière de convergence, quatre critères ont été respectés en 2011 comme en 2010. Hormis le critère relatif au solde budgétaire de base, les trois autres critères de premier rang ont été respectés en 2011. S'agissant des critères de second rang, seul celui relatif aux investissements sur ressources propres a été respecté.

#### **2.1.1. PRODUCTION**

L'année 2011 a été caractérisée par une modeste reprise de l'activité économique. En effet, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 3,1% en 2011 contre 2,6% en 2010. Cette reprise de l'activité économique a été portée par les secteurs primaire et secondaire.

Dans le secteur primaire, la valeur ajoutée a enregistré une hausse de 3,3% contre 1,4% en 2010. Cette situation est induite essentiellement par la production vivrière, en liaison avec les différentes mesures prises par le Gouvernement pour relancer la production dans le secteur. Il s'agit de la mise en place d'intrants spécifiques pour la production vivrière, de la mise en place d'équipements agricoles au profit des producteurs, du renforcement de l'encadrement des producteurs de la bonne performance de la pêche maritime du fait d'une meilleure organisation des pêcheurs et de la bonne tenue de l'activité de l'élevage. Ainsi, la valeur ajoutée de la production agricole a augmenté de 2,2% contre 0,8% en 2010. La branche « Elevage » et la branche « pêche et forêts » ont enregistré respectivement des taux de croissance de 3,5% et de 4,1% contre 3,0% et 2,9% en 2010. En ce qui concerne

la production du coton, elle a enregistré une hausse de 27,0% en s'établissant à 174000 tonnes durant la campagne 2011-2012.

Dans le secteur secondaire, l'activité s'est mieux comportée en 2011. La valeur ajoutée du secteur s'est inscrite en hausse de 5,5% contre 3,4% en 2010. Cette augmentation est imputable à la bonne tenue des industries manufacturières et de la branche « énergie » qui se sont accrues respectivement de 5,5% et 7,4% contre respectivement 4,2% et 7,9% en 2010.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée a progressé de 2,2% contre 3,2% en 2010. Cette situation s'explique essentiellement par le ralentissement du dynamisme des activités des branches « commerce » et « transports et télécommunications » en augmentation de 1,5% et 3,5% en 2011 contre respectivement 3,2% et 4,4% un an plus tôt. La baisse du rythme de croissance dans ces deux branches est imputable à la résistance aux réformes introduites au Port Autonome de Cotonou en avril 2011, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 1,2 point, 0,8 point et de 1,1 point.

Du côté de la demande, la croissance économique a été principalement tirée par la formation brute de capital fixe (FBCF) en augmentation de 4,3% contre une contraction de 5,9% en 2010. Cet accroissement semble essentiellement lié à la reprise de la FBCF publique en augmentation de 5,0% contre un repli de 15,1% en 2010. Quant à la consommation finale, elle a progressé de 2,6% contre 3,0% un an plus tôt. Ce léger fléchissement résulte à la fois du ralentissement de la consommation finale des ménages et de celle de l'administration publique qui sont en hausse respectivement de 2,6% et de 2,7% contre respectivement 3,0% et 2,9% en 2010.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations ont enregistré une hausse de 0,4% par rapport à 2010. Cette légère augmentation est principalement due aux exportations des noix d'anacarde, du coton et aux tourteaux de palmiste. Les importations tirées, essentiellement, par les importations de produits alimentaires et les produits énergétiques, ont enregistré une hausse de 1,0%.

Au total, les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 2,2 points, 1,0 point et -0,1 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute est passé de 9,1% en 2010 à 9,6% en 2011 et le taux d'investissement global s'est établi à 21,6% contre 21,0% un an plus tôt.

Les prévisions pour 2012 indiquent un taux de croissance de 3,5%. Cette évolution serait soutenue par l'ensemble des secteurs. Ainsi, la croissance dans le secteur primaire se situerait à 2,4%, en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA).

Quant au secteur secondaire, il progresserait de 5,3% sous l'impulsion des activités de l'industrie manufacturière, des BTP et de la branche « Eau et énergie ». Le regain d'activité dans l'ensemble du secteur serait soutenu par la poursuite des actions telles que l'accroissement des capacités de production de l'énergie électrique et le renforcement des infrastructures de base.

S'agissant du secteur tertiaire, sa valeur ajoutée augmenterait de 3,8% en 2012. Cette évolution serait imputable au dynamisme des activités dans le « Commerce » et dans les « Transports et Télécommunications », sous l'impulsion de la poursuite des réformes structurelles visant l'amélioration de la production dans les secteurs des services.

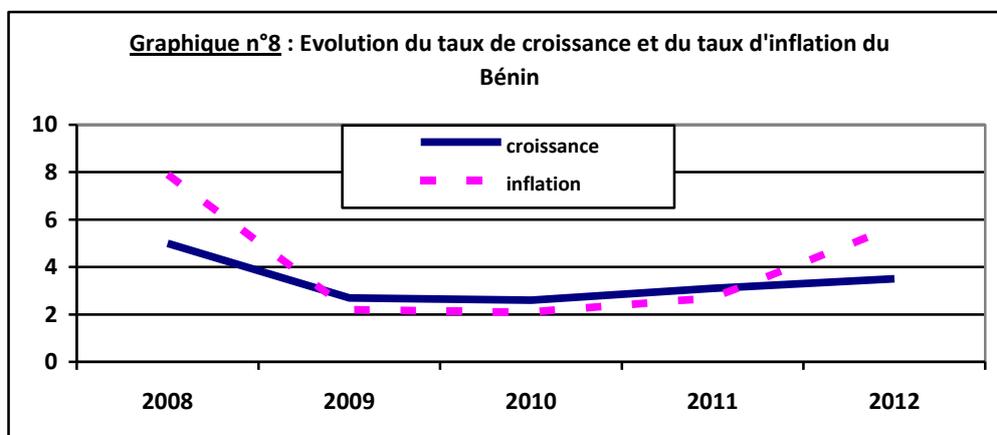
Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 0,9 point, 0,8 point et de 1,8 point.

Du côté de la demande, la croissance serait soutenue principalement par la consommation finale et la formation brute du capital fixe (FBCF). En effet, la consommation finale progresserait de 3,6% en 2012, en liaison essentiellement avec la hausse des revenus des ménages. Quant à la FBCF, elle augmenterait de 12,6%, soutenue aussi bien par la FBCF privée que par la FBCF publique sous l'impulsion de la poursuite de l'exécution des grands travaux d'infrastructures économiques et sociales.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations seraient en hausse de 5,2%. Cette progression serait imputable, notamment à la hausse des exportations des noix d'anacarde, du coton et des tourteaux de palmiste. Les importations enregistreraient une hausse de 8,4% soutenues par la progression de biens de consommation intermédiaire et d'investissement.

Au total, les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 3,0 points, 1,5 point et -1,0 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'établirait à 11,4% et le taux d'investissement global se situerait à 21,4% contre 21,6% un an plus tôt.



### **2.1.2. PRIX ET INFLATION**

Le taux d'inflation annuel moyen est passé de 2,1% en 2010 à 2,7% en 2011. Cette accélération est consécutive aux hausses enregistrées au niveau des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » pour 5,7%, « Transports » pour 2,4%, « Logement, eau, gaz électricité et autres combustibles » pour 2,1 et « Restaurant et hôtels » pour 2,7%. Quant à la fonction « Communication », elle a enregistré une baisse de 5,9% après celle de 3,3% en 2010. Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti à 1,6 % en 2011 contre 0,5 % en 2010.

Au cours des quatre premiers mois de 2012, en glissement annuel la hausse du niveau des prix a été beaucoup plus accentuée qu'à la même période de 2011. Le taux d'inflation est de 5,7% contre 2,7% sur les quatre premiers mois de 2011 en liaison, notamment, avec la hausse de 34,5% des prix de la branche « Transports » consécutive à la forte hausse du prix des produits pétroliers à la pompe au Nigeria. Sur l'ensemble de l'année 2012, le taux d'inflation moyen annuel se situerait à 5,7%.

### **2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE**

En 2011, les opérations financières de l'Etat ont été caractérisées par une quasi-stagnation des recettes et une hausse des dépenses.

Les recettes totales ont enregistré une hausse de 0,2% pour représenter 17,6% du PIB nominal contre 18,6% un an plus tôt. Cette situation résulte de la progression de 1,2% des recettes fiscales et une baisse de 6,5% des recettes non fiscales. La faible performance au niveau des recettes se justifie principalement par la résistance aux réformes introduites au Port Autonome de Cotonou. En effet, les réformes douanières initiées à partir d'avril 2011 dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations (PVI) ont engendré des résistances de la part des importateurs et une augmentation des prix des produits de grande consommation. Dans ce contexte, le Gouvernement, afin d'atténuer les remous sociaux liés à l'entrée en vigueur du PVI, a décidé de mettre en œuvre temporairement un régime dérogatoire pour quatorze (14) produits de grande consommation. Toutes ces mesures ont eu un effet négatif sur la collecte des recettes.

La baisse des recettes non fiscales de 6,5% s'explique, entre autres, par les contre-performances enregistrées au niveau des revenus des entreprises et des domaines ainsi qu'au niveau des produits financiers droits. Les dons ont progressé de 81,1% pour représenter 2,5% du PIB nominal après le recul de 51,9% enregistré en 2010.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont enregistré une augmentation de 7,4% pour s'établir à 21,9% du PIB contre 21,6% en 2010 tirés par les dépenses courantes et en capital. En effet, les dépenses de personnel ont enregistré une hausse de 6,1%, due essentiellement à la revalorisation de l'indice de traitement de certains agents de l'Etat, à l'incidence des avancements et à la promotion des agents de l'Etat effectués en 2011. Les intérêts payés sur la dette publique sont en recul de 15,8%.

S'agissant des dépenses en capital, elles ont augmenté de 27,9% dont 6,2% au titre des investissements financés sur ressources intérieures. Cette situation s'explique essentiellement par la reprise des investissements publics après la suspension de 2010, pour des raisons de contrôle et d'audit ainsi qu'aux dépenses sociales générées par les inondations

Au total, le déficit global hors dons s'est établi à 4,4% du PIB contre 3,1% en 2010. Quant au déficit global, il est ressorti à 1,8% du PIB contre 1,6% en 2010.

En 2012, les recettes budgétaires totales progresseraient de 17,5% pour représenter 18,9% du PIB. Cette évolution se justifierait par la progression de 18,7% des recettes fiscales liée à la poursuite des réformes mises en œuvre pour renforcer les capacités de recouvrement des régies financières ainsi que le renforcement des dispositifs contre la fraude fiscale. En effet, la pleine application du PVI devrait permettre aux régies financières d'engranger davantage de recettes. En outre, au niveau de l'administration des impôts, il s'agit du renforcement des contrôles ponctuels ainsi que de l'intensification du système de recouvrement sur toute l'étendue du territoire national et la généralisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) aux gros opérateurs économiques.

S'agissant des recettes non fiscales, elles progresseraient de 9,0% pour représenter 2,1% du PIB. Quant aux dons, ils s'inscriraient en hausse de 25,4% en ressortant à 2,9% du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets enregistreraient une hausse de 12,1% pour s'établir à 22,5% du PIB contre 21,9% en 2011. En effet, les dépenses courantes devraient croître de 14,2%, du fait notamment, de la progression de 51,7% des paiements d'intérêts et de 10,2% de la masse salariale. Les dépenses en capital augmenteraient de 13,4% en 2012 en liaison avec la poursuite des grands travaux de construction dont notamment celle de deux nouveaux quais au port de Cotonou dans le cadre du Millennium Challenge Account. Les investissements sur ressources propres augmenteraient de 27,4% pour représenter 6,8% du PIB.

Au total, le déficit global hors dons s'améliorerait en s'établissant à 3,6% du PIB et le déficit global représenterait 0,7% du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB nominal s'est établi à 25,2% contre 25,5% en 2010. Le service dû de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 4,6% en 2011 contre 5,8% en 2010. En 2012, l'encours de la dette totale rapporté au PIB nominal s'établirait à 25,6% et le service dû de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires serait de 4,2%.

#### **2.1.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global de la balance des paiements est ressorti en déficit de 11,6 milliards, après un excédent de 83,1 milliards en 2010. Cette évolution serait principalement liée à la diminution de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières et à l'aggravation du déficit de la balance des services.

Le déficit des transactions courantes s'est situé à 279,3 milliards contre une estimation de 262,7 milliards en 2010, soit une aggravation de 16,6 milliards, attribuable principalement à la hausse du déficit de la balance des services, le déficit de la balance des biens s'étant réduit du fait d'une progression des exportations plus forte que celle des importations. L'accroissement des exportations est attribuable principalement au coton et à la noix de cajou dont les ventes à l'étranger sont passées de 57,1 milliards et 11,8 milliards, respectivement en 2010 à 81,5 milliards et 38,7 milliards en 2011.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, son excédent s'est réduit en passant de 341,9 milliards en 2010 à 274,3 milliards en 2011, en rapport avec le recul des investissements directs étrangers et des investissements publics financés sur ressources extérieures, atténué par une progression des investissements en portefeuille.

### **2.1.5 SITUATION MONETAIRE**

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 717,0 milliards à fin décembre 2011, en baisse de 11,6 milliards par rapport à la même période de l'année 2010.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 747,7 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 155,5 milliards ou 26,3% par rapport à fin décembre 2010. La position nette créditrice du Gouvernement qui s'est dégradée de 68,3 milliards s'établirait à -97,2 milliards à fin décembre 2011 contre -165,5 milliards un an plus tôt. Cette évolution traduit l'effet de la hausse des concours des banques et du FMI à l'Etat qui ont contribué à accroître ses engagements et dont l'effet a été renforcé par la baisse de ses créances, en particulier, ses dépôts auprès des banques. L'encours des crédits à l'économie a progressé de 87,1 milliards ou 11,5%, pour ressortir à 845,0 milliards, en liaison notamment avec l'augmentation de 82,9 milliards des crédits ordinaires. La hausse des crédits ordinaires résulterait essentiellement des nouveaux crédits octroyés aux entreprises évoluant dans les secteurs du coton, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, des télécommunications, des BTP.

La masse monétaire s'accroît de 103,0 milliards ou 8,1% pour s'établir à 1.377,7 milliards à fin décembre 2011. Cette hausse de la masse monétaire traduit la progression de ses composantes, en particulier celle des dépôts en banque qui se sont accrus de 73,0 milliards. La circulation fiduciaire pour sa part a enregistré une hausse de 8,9% pour s'établir à 30,7 milliards.

## 2.1.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2011 se présente comme suit :

### Critères de premier rang

- **Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à -0,2% contre 0,8% en 2010. En 2012, le solde budgétaire de base s'établirait à 0,4% du PIB ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** a été de 2,7% contre 2,1% en 2010. En 2012, il ressortirait à 5,7% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 25,2% contre 25,5% en 2010. En 2012, ce ratio s'établirait à 25,6% ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - **non-accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la période de la gestion courante** a été respectée en 2011 et le serait en 2012;
  - **non-accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la période de la gestion courante** a été respectée en 2011 et le serait en 2012.

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** a été de 47,6% contre 45,4% en 2010. En 2012, il est projeté à 44,2% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 20,2% contre 19,2% en 2010. Il serait de 21,7% en 2012 ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics rapporté au PIB nominal** est ressorti à -9,2% en 2011 pour une prévision de -9,8% selon le programme pluriannuel 2011-2015. En 2010, ce ratio s'est établi à -9,0%. En 2012, ce ratio ressortirait à -7,6% ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est situé à 15,5% contre 16,2% en 2010. En 2012, ce critère atteindrait 16,8%.

## 2.1.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique a été marquée par un raffermissement du rythme de la croissance en rapport avec les performances enregistrées au niveau des secteurs primaire et secondaire. Cependant, la faiblesse de la croissance reflète la fragilité de

la base productive du pays et interpelle les Autorités béninoises à approfondir la diversification de l'économie.

Sur le plan des finances publiques, les recettes publiques ont faiblement progressé par rapport aux dépenses, entraînant une dégradation des différents soldes budgétaires. Les autorités béninoises devraient accorder une attention particulière à l'approfondissement de l'assainissement des finances publiques en rapport avec une bonne maîtrise des dépenses courantes et la poursuite d'investissements pouvant engendrer une croissance forte et durable. A cet effet, les Autorités béninoises sont invitées à :

- prendre les mesures appropriées pour accroître et diversifier la production aussi bien vivrière que de rente afin, d'une part de maîtriser l'évolution des prix des produits alimentaires et d'autre part d'engranger davantage de recettes d'exportation ;
- poursuivre les efforts de réforme de la filière coton, notamment par la mise à disposition à bonne date d'intrants de qualité ainsi que la mise en œuvre des mesures visant à assainir la filière ;
- poursuivre les efforts de recouvrement des recettes budgétaires et la lutte contre la fraude ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques ;
- assurer une maîtrise des dépenses courantes, notamment, celles relatives à la masse salariale.

## BENIN

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- INDICATEURS DE CONVERGENCE</b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	1,4	-2,2	0,8	-0,2	0,4
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	<b>7,9</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,7</b>	<b>5,7</b>
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	24,0	26,8	25,5	25,2	25,6
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	35,6	45,1	45,4	47,6	44,2
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	20,6	44,3	19,2	20,2	21,7
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-9,1	-11,4	-9,0	-9,2	-7,6
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	17,2	16,1	16,2	15,5	16,8
<b>2 – Taux de croissance</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>

## **2.2 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO**

En 2011, le taux de croissance économique est ressorti à 4,2% contre 7,9% en 2010. Il a été essentiellement porté par les secteurs secondaire et tertiaire. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 2,8% contre -0,6% en 2010. En 2012, le taux de croissance du PIB réel serait de 7,0%.

La situation des finances publiques a été marquée par une amélioration des soldes budgétaires. Le déficit global s'est établi à 2,5% du PIB en 2011 contre 4,3% en 2010. Il représenterait 2,4% du PIB en 2012.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant est ressorti à 1,5% du PIB en 2011 contre 2,1% en 2010, en relation avec la réduction du déficit commercial expliquée par la hausse des exportations d'or. En 2012, ce déficit représenterait 3,7% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire augmenterait de 13,8%, pour s'établir à 1 501,1 milliards à fin décembre 2011.

S'agissant des indicateurs de convergence, cinq (05) critères ont été respectés en 2011 comme en 2010. Tous les critères de premier rang ont été respectés. Au titre des critères de second rang, seul le critère relatif au ratio des investissements publics financés sur ressources propres a été respecté.

### **2.2.1. PRODUCTION**

L'activité économique en 2011 a progressé de 4,2% contre 7,9% en 2010. Cette décélération traduit les contre-performances du secteur primaire affecté par la baisse de la production céréalière.

En effet, dans le secteur primaire, le taux de croissance a été de -4,2% contre une hausse de 10,7% en 2010. Cette situation est principalement due à la mauvaise pluviométrie enregistrée au cours de la campagne agricole 2011/2012, entraînant une baisse de 16,5% de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière contre une hausse de 22,3% en 2010. La production céréalière a régressé de 19,6% par rapport à la campagne précédente.

S'agissant de l'agriculture de rente, sa valeur ajoutée a enregistré une croissance de 3,1% contre 4,4% en 2010. La production de coton graine a enregistré une hausse de 22,2% en 2011, soit une production de 407.815 tonnes contre 333.803 tonnes en 2010. Cette performance de la filière est liée à l'utilisation accrue des graines de coton génétiquement modifiées, au relèvement du prix d'achat aux producteurs de coton de 200 francs à 245 francs, au titre de la campagne 2011/2012 au maintien des mesures de soutien à la production (subvention en intrants) et au reversement d'une ristourne de 29 F/kg de coton, au titre des campagnes précédentes. Nonobstant la bonne tenue de la production du coton, la croissance modérée de

l'agriculture de rente s'explique par la baisse de 17,2% enregistrée au niveau des autres cultures de rente comme l'arachide, le soja et le sésame.

Au niveau de l'élevage, le taux de croissance enregistré a été de 3,9% contre 4,0% en 2010. Cette évolution s'explique par la mise à disposition des éleveurs d'aliments pour bétail et de la poursuite d'actions telles que l'insémination artificielle, la diffusion de races améliorées pour la production de lait et de viande ainsi que par les campagnes de lutte contre les pathologies animales.

En 2011, le dynamisme du secteur secondaire s'est poursuivi avec un taux de croissance de 10,5% après celui de 11,9% enregistré en 2010. Cette croissance est due aux industries extractives tirées par la production d'or. En effet, la production d'or est passée de 23,1 tonnes en 2010 à 32,6 tonnes en 2011, soit une hausse de 41,3%. Par contre, dans les sous-secteurs de l'égrenage de coton et des BTP, la croissance est en baisse respectivement de 17,0% et 5,1%. Cette contre-performance est induite par le repli de 19,5% de la production cotonnière en 2010. Dans les BTP, le recul enregistré est induit, entre autres, par le niveau exceptionnel atteint en 2010, en relation avec les travaux réalisés dans le cadre des festivités du Cinquantenaire de l'indépendance du Burkina Faso et les reconstructions d'infrastructures endommagées suite aux inondations survenues en 2009.

Concernant le secteur tertiaire, il a bénéficié en 2011 des retombées des événements tels que le Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) et le Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO). Ainsi, la croissance du secteur tertiaire s'est établie à 5,4% contre 4,9% en 2010. Cette croissance est portée par l'ensemble des branches : postes et télécommunications (+5,8%), services financiers (+5,8%), transports (+4,8%), commerce (+4,7%) et les autres services marchands (+2,4%).

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été de -1,1 point, 2,0 points et de 3,3 points respectivement.

Du côté de la demande, la consommation finale a connu une hausse de 10,4% contre 1,7% en 2010. La consommation finale est soutenue aussi bien par sa composante privée que publique en relation avec la bonne campagne agricole 2010/2011, les transferts du Gouvernement en faveur des couches défavorisées, l'augmentation des revenus des agents de la fonction publique et des cotonculteurs.

S'agissant de la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est inscrite en baisse de 12,5% en 2011 contre une hausse de 3,2% un an plus tôt. Cette contraction est principalement imputable à la FBCF publique. En effet, suite à la conjoncture économique et sociale difficile l'Etat a différé pour 2012 certains investissements financés sur ressources propres budgétisés en 2011. Quant à la FBCF privée, elle a connu une hausse de 8,5%.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations se sont accrues de 19,5% en 2011. Cette hausse est liée à l'exportation de l'or. Les importations ont augmenté de 15,3% en 2011 contre 0,2% une année plus tôt. Cette progression a été induite par la hausse des importations des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été respectivement de 8,1 points, - 3,4 points et -0,5 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'est établi à 9,6% contre 14,2% en 2010 et le taux d'investissement global s'est situé à 23,6% contre 26,7% un an plus tôt.

En 2012, la croissance du PIB réel s'établirait à 7,0% sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs. Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 8,0% en relation avec les bonnes conditions climatiques, l'encadrement des producteurs, les mesures gouvernementales de subvention des intrants agricoles et de fourniture à bonne date des intrants et le renforcement des stratégies de maîtrise de l'eau.

Dans le secteur secondaire, la croissance s'établirait à 6,9%, portée essentiellement par les industries extractives, les industries manufacturières et les BTP. En effet, les activités dans les BTP continueraient par se raffermir en liaison avec la réalisation de grands chantiers, notamment la ZACA, ainsi que des constructions de routes et l'extension et les aménagements du barrage de Bagré dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD). En outre, le secteur secondaire devrait bénéficier du démarrage des activités de la nouvelle usine de filature installée dans la région des Hauts Bassins dont l'exploitation est prévue pour la campagne 2011/2012.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, il croîtrait de 6,5% sous l'impulsion des transports et télécommunications et des services marchands. Cette progression de l'activité serait induite par la poursuite de la politique de libéralisation du secteur des télécommunications.

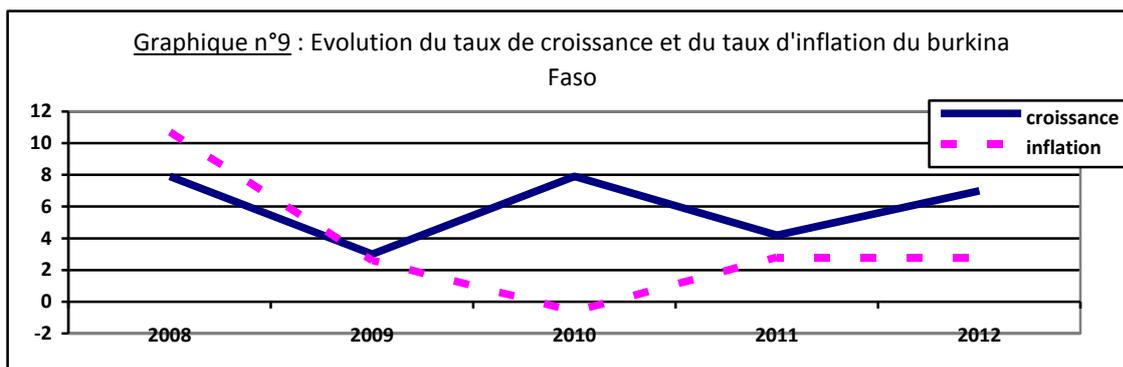
Les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient respectivement de 2,1 points, 1,4 point et 3,5 points.

Du côté de la demande, la croissance du PIB serait soutenue par la FBCF qui s'inscrirait en hausse de 8,2% en 2012. Quant à la consommation finale, elle progresserait de 0,6% contre 10,4% un an plus tôt en relation, notamment avec les mauvais résultats de la campagne agricole 2011-2012.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations croîtraient de 38,0% en 2012. La hausse serait liée à l'exportation de l'or qui enregistrerait de bonnes perspectives de production. Les importations augmenteraient de 7,8% contre une hausse de 15,3% une année plus tôt.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ressortiraient à 0,5 point à 1,6 point et 4,9 points, respectivement.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'établirait à 15,6% et le taux d'investissement global se situerait à 23,7%.



### 2.2.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen est passé de -0,6% en 2010 à 2,8% en 2011. Cette évolution est imputable principalement à la hausse enregistrée au niveau des produits alimentaires et la restauration, en rapport avec la hausse des prix de la plupart des produits alimentaires, notamment les céréales, les viandes et les céréales transformées. En 2011, l'inflation sous-jacente a enregistré une hausse de 1,8% contre une baisse de 1,1% en 2010.

En janvier 2012, le taux d'inflation est en hausse de 2,8% en glissement annuel. Depuis février 2012, le Burkina Faso ne procède plus au relèvement des prix des denrées sur les marchés. Cette situation n'a pas permis de calculer l'indice sur les quatre premiers mois de 2012. Toutefois, le Burkina apparaît dans le groupe des Etats membres ayant enregistré les plus fortes hausses des prix en 2012. Cette situation est induite par la progression des prix des céréales locales (mil, maïs, etc.) comme dans les autres pays sahéliens. A cela s'ajoute la hausse des prix à la pompe des carburants qui n'a pas manqué d'affecter le transport et donc le coût de revient de la plupart des produits de consommation. Toutefois, si la tendance observée se poursuit, le taux d'inflation moyen annuel serait de 2,8% en 2012

### 2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 2011, la situation des finances publiques a été marquée par une progression de 16,5% des recettes budgétaires, représentant 15,6% du PIB contre 14,7% en 2010. Les recettes fiscales ont augmenté de 23,0% en 2011 en liaison notamment avec la poursuite de la mise en œuvre de l'approche « Unités de Recouvrement » qui assigne des objectifs précis aux régies de recettes tout en leur allouant des moyens conséquents. En outre, le Gouvernement a poursuivi la stratégie globale de réforme de la politique fiscale par la mise en œuvre de l'impôt sur les sociétés (IS) et son acompte provisionnel. A cela s'ajoute le renforcement du suivi des entreprises à travers la modernisation de la Direction des Moyennes Entreprises (DME). Enfin, l'intensification des actions de lutte contre la fraude, le relèvement du droit d'accise applicable à certaines boissons alcoolisées. L'application de la TVA sur certaines opérations bénéficiant précédemment de régime de faveur, la modernisation et la simplification des procédures de dédouanement et surtout le dynamisme du secteur minier ont également permis d'engranger davantage de recettes.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont enregistré une baisse de 15,2% pour représenter 2,0% du PIB contre 2,5% en 2010. Ce repli s'explique par le niveau exceptionnel enregistré en 2010 en liaison avec le renouvellement des licences des sociétés de téléphonie mobile.

En ce qui concerne les dons, ils ont progressé de 27,5% pour représenter 5,3% du PIB. Cette hausse est la résultante d'un regain des dons programmes de 32,7 milliards et des dons projets de 22,0 milliards de francs CFA en 2011.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 8,3% pour représenter 24,3% du PIB contre 23,3% en 2010. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation des dépenses courantes en hausse de 18,3% par rapport à 2010 en relation avec la hausse des dépenses de personnel et des transferts courants. En effet, les dépenses de personnel (traitements et salaires) ont enregistré une hausse de 14,5% par rapport à 2010. Les mesures d'apurement des arriérés au titre des avantages à caractère pécuniaire dus aux agents de la Fonction Publique sur les exercices antérieurs à 2010, l'élargissement de l'indemnité de logement à tous les agents de l'administration publique et la prise en compte des intégrations et des engagements statutaires ont principalement contribué à cet accroissement.

Les transferts courants et subventions se sont établis à 221,4 milliards en 2011 en hausse de 48,5 milliards. Cette forte évolution serait imputable aux subventions faites aux hydrocarbures et au renforcement de l'aide aux couches défavorisées et à l'indemnisation des victimes des troubles sociopolitiques que le Burkina Faso a connus au 1er semestre 2011. Les intérêts de la dette publique ont augmenté de 32,5% pour représenter 0,6% du PIB nominal contre respectivement 26,6% et 0,5% en 2010.

Les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 0,8% par rapport à 2010 dont une progression de 2,0% au titre des investissements sur ressources intérieures. Cette faible progression des investissements sur ressources propres est induite par la conjoncture économique et sociale difficile qui a amené l'Etat à différer pour 2012 certains investissements financés sur ressources propres budgétisés en 2011.

Au total, le déficit budgétaire global hors dons s'est élevé à 7,7% du PIB en 2011 contre 8,6% en 2010. Quant au déficit global, il est passé de 4,3% en 2010 à 2,5% en 2011.

En 2012, les recettes budgétaires augmenteraient de 5,2% pour représenter 14,3% du PIB. Cette hausse serait soutenue par la progression de 4,2% des recettes fiscales en relation avec la poursuite des actions du Gouvernement dans le cadre de la réforme de la politique fiscale adoptée en octobre 2008 qui doit permettre de simplifier le dispositif fiscal, moderniser la gestion de l'administration fiscale et favoriser la croissance économique. Les recettes non fiscales enregistreraient une hausse de 13,0% en 2012 pour représenter 1,9% du PIB. Les dons progresseraient de 45,6% en 2012 pour représenter 6,3% du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 15,2% pour représenter 23,0% du PIB. Les dépenses courantes augmenteraient de 3,7%, soutenue par la

masse salariale qui progresserait de 13,7%. Cette progression s'expliquerait par la poursuite de la régularisation des avancements, la prise en compte des intégrations et des recrutements. Les intérêts de la dette baisseraient de 29,2%. S'agissant des dépenses en capital, elles progresseraient de 43,1% dont 15,8% au titre des investissements sur ressources propres.

Au total, le déficit budgétaire global hors dons s'élèverait à 8,7% du PIB contre 7,3% en 2011. Quant au déficit global, il passerait de 2,5% en 2011 à 2,4% en 2012. Cette situation pourrait s'aggraver au terme de l'année en relation avec les mesures prises par le gouvernement afin d'atténuer les effets de la crise alimentaire liée à la mauvaise campagne agricole 2011/2012.

En ce qui concerne la dette publique, son encours total s'est établi à 27,7% du PIB contre 27,5% en 2010. Le service de la dette publique a représenté 4,7% des recettes budgétaires contre 5,0% en 2010. En 2012, l'encours de la dette publique totale s'établirait à 27,0% du PIB. Le service de la dette publique représenterait 5,6% des recettes budgétaires totales.

#### **2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global des transactions extérieures est ressorti excédentaire de 34,0 milliards en 2011 contre 86,0 milliards un an plus tôt. Cette tendance serait principalement liée à une réduction de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant devrait s'est réduit pour ressortir à 73,7 milliards en 2011, contre 89,9 milliards en 2010, en raison essentiellement de la réduction du déficit commercial. En effet, le déficit commercial est passé de 69,0 milliards en 2010 à 16,6 milliards en 2011 du fait principalement de l'accroissement des exportations d'or qui ressortiraient à 752,7 milliards contre 512,0 milliards en 2010. Par ailleurs, l'excédent du compte des transferts courants a été en amélioration en ligne avec l'accroissement des appuis budgétaires. Hors dons, le déficit du compte courant est ressorti à 5,3% du PIB en 2011 contre 5,4% en 2010.

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital sont ressorties à 82,7 milliards. Par rapport aux estimations de 2010, elles sont en baisse en raison principalement de la diminution des autres investissements, tant publics que privés.

#### **2.2.5. SITUATION MONETAIRE**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 34,0 milliards, d'une année à l'autre pour s'établir à 681,5 milliards à fin décembre 2011.

L'encours du crédit intérieur, en ressortant à 943,7 milliards à fin décembre 2011, affiche une progression annuelle de 156,5 milliards ou 20,0%. La position nette du Gouvernement s'est nettement améliorée, passant d'une situation débitrice de 16,7 milliards à fin décembre 2010, à une situation créditrice de 7,9 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des dépôts de l'Etat à la BCEAO et dans les banques qui ont plus que compensé la

hausse de ses engagements vis-à-vis du système bancaire et un recours plus accru aux concours du FMI. L'encours des crédits à l'économie est ressorti à 951,6 milliards, en hausse de 23,5% par rapport à décembre 2010, en liaison avec le rythme de progression de 23,2% des crédits ordinaires. Les crédits de campagne se sont, pour leur part, consolidés de 43,1%. L'évolution des crédits ordinaires est imputable aux nouvelles mises en place de concours bancaires en faveur des entreprises cotonnières, des sociétés minières ainsi que celles intervenant dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du BTP et du commerce général.

La masse monétaire s'est accrue de 13,8% pour s'établir à 1.501,1 milliards, à la faveur de la hausse de 18,9% des dépôts en banque, dont l'impact a été atténué par le repli de 11,9% de la circulation fiduciaire.

## 2.2.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2011 se présente comme suit :

### Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** en 2011 est ressorti à 1,3% du PIB contre 0,5% en 2010. En 2012, ce ratio s'établirait à 0,1% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi en 2011 à 2,8% contre -0,6% en 2010. En 2012, il pourrait ressortir à 2,8% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal** a représenté 29,3% du PIB en 2011 contre 27,5% en 2010. En 2012, ce ratio s'établirait à 27,0% du PIB ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - **non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011 et le serait également en 2012 ;
  - **non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011. Il serait respecté en 2012.

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est établi à 40,5% contre 43,5% un an plus tôt. Ce ratio s'établirait à 44,1% en 2012 ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** a atteint 40,6% contre 49,0% en 2010. En 2012, ce ratio serait de 45,2% ;

- **Le ratio du solde extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal** s'est établi à -5,3% en 2011 contre -5,4% en 2010. En 2012, ce ratio s'établirait à -6,3% ;
- **Le taux de pression fiscale** a été de 14,5% en 2011 contre 12,2% en 2010. La pression fiscale serait de 12,4% en 2012.

En 2011, le Burkina Faso a respecté cinq (05) critères de convergence comme en 2010. Tous les critères de premier rang ont été respectés. En ce qui concerne les critères de second rang, seul le critère relatif aux investissements publics financés sur ressources internes a été respecté.

## **2.2.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La situation économique du Burkina Faso a été caractérisée en 2011 par le ralentissement de l'activité en relation avec la mauvaise pluviométrie et les troubles sociaux du premier semestre 2011. En matière de finances publiques, les efforts consentis pour mobiliser davantage de ressources semblent encore insuffisants pour prendre en charge l'accroissement des dépenses courantes.

Afin d'améliorer les performances macroéconomiques du Burkina Faso, les Autorités sont invitées à :

- renforcer le potentiel de croissance, notamment agricole en poursuivant les actions de maîtrise de l'eau et d'encadrement des producteurs identifiées dans la SCADD;
- prendre des mesures pour assurer la production mensuelle de l'IHPC ;
- poursuivre les efforts visant à améliorer le recouvrement des recettes fiscales afin de réduire les tensions qui pèsent sur les finances publiques;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques ;
- renforcer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale et les transferts et subventions afin d'offrir au Gouvernement davantage de marge budgétaire pour investir dans les infrastructures socio-économiques.

## BURKINA FASO:

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1. INDICATEURS DE CONVERGENCE</b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	-2,1	-1,3	0,5	1,3	0,1
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	<b>10,7</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>
	6,7	3,1	-1,1	1,8	
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	23,1	26,3	27,5	29,3	27,0
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme &lt;= 35%)</b>	<b>44,7</b>	<b>46,2</b>	<b>43,5</b>	<b>40,5</b>	<b>44,1</b>
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme &gt;= 20%)</b>	<b>43,7</b>	<b>47,6</b>	<b>49,0</b>	<b>40,6</b>	<b>45,2</b>
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-13,9	-8,2	-5,4	-5,3	-6,3
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	11,9	12,5	12,2	13,7	12,4
<b>2- TAUX DE CROISSANCE</b>	<b>7,9</b>	<b>3,0</b>	<b>7,9</b>	<b>4,2</b>	<b>7,0</b>

## **2.3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de -4,7% contre 2,4% en 2010 en rapport avec la dégradation de la situation sécuritaire, sociale et économique suite à la crise postélectorale, au cours des quatre premiers mois de l'année. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de fortes tensions inflationnistes. Le taux d'inflation est ressorti à 4,9% contre 1,8% en 2010. En 2012, le taux de croissance ressortirait à 8,1%.

La situation des finances publiques est caractérisée par une accentuation des déficits budgétaires en relation avec une forte diminution des recettes budgétaires. Le déficit budgétaire global s'est établi à 4,3% du PIB nominal contre 1,9% en 2010. En 2012, il serait de 4,4% du PIB en liaison avec la reprise des dépenses d'investissements.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde courant extérieur s'est situé à 10,6% du PIB nominal contre 2,0% en 2010. Ce résultat se justifie principalement par la hausse des exportations, liée à la bonne tenue des cours de cacao et la baisse des importations.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets et un accroissement du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 10,7%, pour s'établir à 4 595,7 milliards à fin décembre 2011.

En matière de convergence, les deux critères de premier rang respectés ont été ceux relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés. Pour les critères de second rang, seul celui portant sur le solde extérieur courant a été respecté.

### **2.3.1 PRODUCTION**

En 2011, l'activité économique a été marquée par les conséquences de la crise postélectorale. Le taux de croissance est ressorti à -4,7%, reflétant ainsi le recul des productions des secteurs secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire a affiché une croissance de 4,8% en rapport avec les bons résultats de l'agriculture vivrière, de l'agriculture d'exportation et de l'extraction minière.

L'agriculture vivrière a enregistré une hausse de 3,0% à la faveur d'une bonne pluviométrie et de la poursuite de l'exécution de certains projets notamment, le projet rizicole. L'agriculture d'exportation a aussi progressé de 14,3% du fait de l'augmentation des productions de cacao (+19,8%), de coton graine (+11,3%), d'ananas (+16,7%), d'huile de palme (+2,5%), de sucre (+29,6%), de caoutchouc (+3,1%) et d'anacarde (+2,7%). Ces performances se justifient par l'amélioration de la situation sécuritaire, les bonnes conditions pluviométriques et diverses mesures spécifiques prises pour soutenir certaines filières.

Quant au café, sa production a reculé de 65,8% en liaison notamment avec le vieillissement des vergers et le regain d'intérêt des paysans pour d'autres cultures devenues plus rentables. De même, la production de banane a également enregistré une baisse de sa production de 4,6% attribuable à la mévente du produit sur le marché international et aux pertes dues aux avaries liées aux difficultés de commercialisation occasionnées par les sanctions imposées par l'Union Européenne.

En ce qui concerne l'extraction minière, elle a affiché une progression de 5,9%. Cette situation se justifie par le dynamisme de la production d'or (12,3 tonnes contre 5,1 tonnes en 2010) avec l'entrée en exploitation de la mine de Tongon. Les productions de pétrole et de gaz ont diminué, respectivement, de 14,9% et 2,0% en raison principalement de la non réalisation des investissements.

Pour ce qui est du secteur secondaire, sa valeur ajoutée a baissé de 7,4%. La destruction et le pillage des usines ainsi que la rupture des échanges avec l'extérieur au cours du premier trimestre de l'année, constituent les principales contraintes qui ont conduit à l'arrêt momentané des activités dans plusieurs entreprises. Ainsi, les productions de l'agroalimentaire et des autres industries se sont inscrites en baisse, respectivement, de 5,3% et 4,6%. Dans le même temps, la branche des produits pétroliers a régressé de 23,6% en liaison avec les difficultés de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR). De même, les activités des BTP se sont rétractées de 11,6% étant donné la suspension temporaire des travaux des grands chantiers de l'Etat et l'attentisme des opérateurs économiques. Cependant, les mesures prises pour renforcer la capacité de production en énergie électrique ont contribué à conforter la branche énergie (eau/électricité) dont l'activité a été en hausse de 2,4%.

S'agissant du secteur tertiaire, l'impact de la crise s'est traduit par un recul des activités économiques de 12,4% sous l'effet de toutes ses branches. La situation sécuritaire du pays a abouti à une détérioration considérable du climat des affaires. La branche des transports a enregistré une baisse de 18,3% liée au ralentissement du trafic maritime et aux troubles survenus au niveau du transport terrestre et aéroportuaire. De même, les télécommunications ont affiché un recul de 2,0% en rapport avec la destruction des biens d'équipement et la fermeture de nombreuses entreprises. Les activités de commerce se sont contractées de 7,1% du fait de la baisse de la demande et des difficultés à reconstituer les fonds pour redémarrer les affaires. Enfin, les flux touristiques et les services financiers ont été en baisse, durant la période et ont entraîné une diminution des activités des services de 14,6%.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été de 1,4 point, -1,6 points et -4,5 points, respectivement.

Du côté de la demande, la croissance a été affectée par la morosité de la situation économique liée à l'attentisme et à la prudence des agents économiques. La consommation finale et les investissements ont été en repli, respectivement, de 5,1% et de 13,7%. La fermeture des banques et des entreprises ainsi que la perturbation des circuits de commercialisation ont eu pour conséquence, le recul de la consommation privée de 4,4% et de l'investissement privé de 13,8%. La consommation publique s'est inscrite également en baisse de 8,2%, étant donné la forte diminution des ressources de l'Etat. Dans ce contexte, l'investissement public

s'est contracté de 13,7%, du fait principalement de l'arrêt temporaire des grands chantiers de l'Etat.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ainsi que les importations se sont ressenties de la baisse du niveau d'activité et les contraintes liées à l'état de crise. Elles ont baissé de 3,7% et 26,7%, respectivement.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est situé à 8,2% contre 9,0% en 2010. Dans le même temps, le taux d'épargne intérieure brute est ressorti à 19,90.% contre 19,6%.

Pour l'année 2012, le taux de croissance de l'activité économique est projeté à 8,1%. Cette relance économique proviendrait principalement du regain d'activités dans les secteurs secondaire et tertiaire, qui profiteraient de la reprise des investissements et de la poursuite des réformes structurelles.

Le secteur primaire afficherait une progression de 0,9%. Il serait tiré par l'agriculture vivrière qui enregistrerait une croissance de 3,0% imputable à la bonne tenue de la pluviométrie et à la poursuite de l'exécution des projets vivriers, notamment le projet rizicole. L'agriculture d'exportation ressortirait en baisse de 2,0% du fait principalement de la diminution de la production de cacao de 10,9%. Au niveau de l'extraction minière, l'activité économique se contracterait de 7,6% en liaison avec la baisse des productions de pétrole (-22,3%) et de gaz (-3,7%). Par contre, la production d'or augmenterait de 18,4%.

Dans le secteur secondaire, la production progresserait de 11,8%, sous l'impulsion de l'ensemble de ses composantes à savoir les BTP (25,0%), l'agroalimentaire (7,8%), les produits pétroliers (28,9%), l'énergie (8,0%) et les autres industries (4,0%). Cette situation serait le résultat des réformes structurelles et sectorielles envisagées au profit des diverses filières de production.

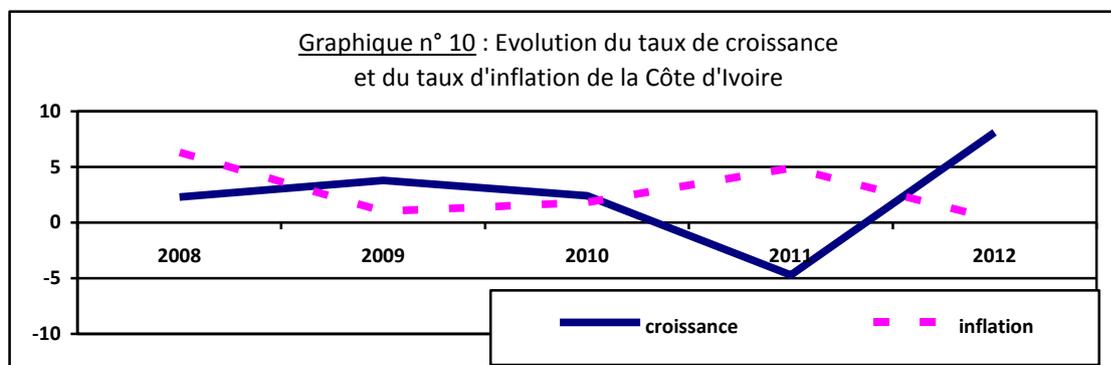
De même, le secteur tertiaire enregistrerait une hausse de 14,4% en 2012 imputable à l'amélioration de la situation sécuritaire et du climat des affaires. Cette dynamique se traduirait par l'accroissement des activités des transports, des télécommunications, du commerce et des services de 19,1%, 5,5%, 9,5% et 17,8% respectivement.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient de 0,3 point, 2,5 points et 5,3 points, respectivement.

Au niveau de la demande, l'activité économique serait surtout tirée par les investissements, qui connaîtraient un boom en progressant de 58,3%. Cette hausse s'expliquerait par le dynamisme des investissements publics (104,2%) correspondant à l'engagement du Gouvernement à intensifier les travaux en matière d'infrastructures sociales et économiques. Les investissements privés enregistreraient aussi une progression de 34,6% traduisant ainsi la reprise de la confiance des opérateurs économiques et des ménages. Dans le même temps, la consommation finale afficherait une croissance de 6,0% en liaison avec la hausse de la consommation des ménages (6,8%) et de la consommation publique (2,4%).

S'agissant des échanges extérieurs, les importations et les exportations portées par la reprise économique augmenteraient respectivement de 36,5% et de 4,4%.

En terme nominal, le taux d'investissement serait de 12,0%. Dans le même temps, le taux d'épargne intérieure brute ressortirait à 21,8%.



### 2.3.2 PRIX ET INFLATION

En 2011, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par de fortes tensions inflationnistes. Cette situation se justifie par les rackets, le renchérissement des prix des produits alimentaires importés (+12,4%) et les difficultés à approvisionner en produits vivriers les marchés intérieurs durant la crise postélectorale. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 4,9% contre 1,8% en 2010.

En 2012, la poursuite des actions de l'Etat visant à contenir les tensions inflationnistes enregistrées en 2011, notamment les mesures prises en vue de soutenir l'accroissement de la production vivrière, l'amélioration des circuits de distribution pour approvisionner les marchés et la lutte contre le racket, devraient permettre une relative stabilité des prix et par conséquent le maintien du taux d'inflation dans les limites de la norme communautaire.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année la hausse des prix a été de 0,2.% contre 6,2% dans la même période en 2011. Ce ralentissement s'explique principalement par la baisse de 4,1% des prix des produits alimentaires, sur les quatre mois de 2012 contre une hausse de 17,2% pour la même période un an auparavant. Sur l'ensemble de l'année 2012, le taux d'inflation annuel moyen serait de 0,3%.

### 2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE<sup>2</sup>

Au niveau des finances publiques, la situation s'est caractérisée par une aggravation des déficits budgétaires. Le déficit global hors dons est ressorti à 4,5% du PIB et le déficit global rapporté au PIB s'est situé à 4,3%.

<sup>2</sup> Les données statistiques relatives à la situation budgétaire en 2011 portent sur la période allant du 26 avril au 31 décembre 2011.

Les recettes totales ont diminué de 22,2% pour représenter 14,9% du PIB contre une hausse de 19,2% en 2010. Cette évolution s'explique notamment, par la paralysie de l'activité économique au début de l'année et par les allègements sur les prélèvements publics consentis par le Gouvernement en vue de soulager les ménages et de relancer l'économie. Il s'agit notamment, des dispositions prises pour assurer la stabilité des prix des produits pétroliers, la suspension du paiement de la vignette et de la patente transport ainsi que l'abattement de 50% de la patente commerce.

Les recettes non fiscales ont régressé également de 19,3% et se situent à 1,8% du PIB. Quant aux dons, ils se sont inscrits en baisse en ressortant à 0,3% du PIB contre 0,9% en 2010.

L'exécution des dépenses a été marquée par la mise en place tardive du budget. Elle s'est traduite par une contraction des dépenses budgétaires de 10,4%. Ces dépenses rapportées au PIB nominal sont passées de 21,7% en 2010 à 19,5%. Cette évolution a été principalement le fait des dépenses courantes qui affichent une baisse de 7,3% en se situant à 16,0% du PIB contre 17,3% en 2010. De même, les dépenses de subventions et de transferts ont régressé de 3,2% en dépit de la prise en charge des questions sécuritaires et des autres exigences permettant une reprise progressive des activités économiques au sortir de la crise politico-militaire. Par contre, les intérêts de la dette publique ont progressé de 12,8% pour représenter 1,9% du PIB nominal.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont connu une baisse de 18,4% du fait de l'insuffisance des ressources intérieures et extérieures. Elles ont été principalement consacrées à la réhabilitation des services administratifs et des infrastructures de base ainsi qu'aux grands travaux d'investissement, notamment ceux relatifs au 3<sup>ème</sup> pont d'Abidjan et au Programme Présidentiel d'Urgence. Elles représentent 2,5% du PIB contre 3,1% en 2010.

En 2012, la reprise de la croissance économique serait accompagnée d'un renforcement des dépenses publiques, qui croîtraient beaucoup plus rapidement que les recettes. Cette situation entraînerait une aggravation des déficits budgétaires. Le déficit global hors dons ressortirait à 4,8% du PIB et le déficit global rapporté au PIB se situerait à 4,4%.

Les recettes totales progresseraient de 39,3% pour atteindre 18,8% du PIB en rapport avec une hausse des recettes fiscales de 36,7%. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des impôts indirects en lien avec les effets de la normalisation de la situation sécuritaire et le regain des activités dans tous les secteurs de l'économie. Par ailleurs, les recettes non fiscales s'accroîtraient de 36,7% pour ressortir à 2,5% du PIB nominal.

Quant aux dons, ils enregistreraient une augmentation de 58,9% et se situeraient à 0,4% du PIB nominal. Les dons projets ainsi que les dons budgétaires seraient renforcés afin de soutenir les efforts jusqu'ici consentis pour réduire la pauvreté et d'accompagner l'Etat dans la consolidation du processus de normalisation de la situation sociopolitique.

Les dépenses totales et prêts nets croîtraient de 34,2% pour représenter 23,6% du PIB nominal. Cette augmentation serait induite essentiellement par la hausse des dépenses courantes de 22,7% tirée par les dépenses de personnel. La masse salariale augmenterait de 30,6% en raison des nouveaux recrutements ordinaires, du recrutement exceptionnel d'ex-combattants et d'enseignants bénévoles des zones du Centre-Nord-Ouest (CNO), de la prise en compte de l'incidence financière des changements de situation administrative et enfin du paiement des arriérés de solde sur glissements catégoriels.

Dans la même période, les dépenses d'investissement connaîtraient une hausse importante pour se situer à 5,3% du PIB nominal. Elles seraient impulsées par les programmes de réhabilitation et de développement des infrastructures de base. Les investissements financés sur ressources propres représenteraient 4,3% du PIB nominal.

Pour ce qui est de la dette, l'encours de la dette publique s'est élevé à 7 268,5 milliards dont 5 680,2 milliards pour la dette extérieure et 1 588,3 milliards pour la dette intérieure. Par rapport au PIB, il représente 64,0% en 2011 contre 65,8% en 2010. Le service de la dette publique extérieure a représenté 26,8% des recettes budgétaires contre 23,2% en 2010. Pour 2012, il serait de 22,3%.

Pour l'année 2012, le besoin de financement du pays pour faire face aux conséquences de la crise nécessite la mobilisation de concours financiers supplémentaires. Le rétablissement d'un bon climat politique et social permettrait l'atteinte du point d'achèvement et par conséquent, le traitement de fonds de la dette.

#### **2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde de la balance des paiements a présenté un excédent de 427,5 milliards au titre de l'année 2011, après celui de 234,7 milliards estimé en 2010. Cette amélioration est essentiellement imputable à l'accroissement de l'excédent du compte courant, modérée par le déficit du compte de capital et d'opérations financières.

Le compte des transactions courantes a affiché un excédent de 1179,9 milliards, en hausse de 949,7 milliards par rapport à 2010, sous l'effet d'une amélioration de l'excédent du solde commercial dont l'impact a été atténué par l'aggravation du déficit des transferts nets. L'évolution de la balance commerciale a été le fait d'un accroissement des exportations, lié à la bonne tenue des cours conjuguée à un accroissement de la production de cacao et d'une baisse des importations. L'excédent du compte courant, hors dons, est ressorti à 10,5% du PIB contre 1,4% en 2010.

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé un déficit de 768,2 milliards en 2011 après un excédent de 16,9 milliards en 2010. Cette évolution s'explique principalement par le recul des remises de dettes qui sont passées de 542,9 milliards en 2010 à 180,6 milliards en 2011 et la baisse des investissements de portefeuille de 226,4 milliards en 2010 à 46,6 milliards en 2011, en rapport avec la situation socio politique du pays.

### 2.3.5 SITUATION MONETAIRE

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est renforcée de 427,5 milliards, pour s'établir à 1.812,9 milliards à fin décembre 2011, sous l'effet de la hausse cumulée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 2.874,8 milliards à fin décembre 2011, ce qui traduit une progression de 35,5 milliards ou 1,4% par rapport à son niveau de décembre 2010. La position nette débitrice du Gouvernement, en s'établissant à 822,7 milliards s'est dégradée de 34,4 milliards sous l'effet de la hausse des concours du FMI à l'Etat et de celle des souscriptions des banques aux émissions de titres publics. L'encours des crédits à l'économie s'est situé à 2.052,1 milliards à fin décembre 2011, en quasi stabilité par rapport à son niveau de 2.048,0 milliards atteint à fin décembre 2010. Cette évolution traduit les effets contrastés de la baisse de 0,8% des crédits ordinaires, et de l'accroissement de 20,3% des crédits de campagne. L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable au dégonflement des crédits effectués par des entreprises intervenant dans les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie, de l'agro-industrie et des télécommunications.

La masse monétaire s'est inscrite en hausse de 10,7% pour s'établir à 4.595,7 milliards à fin décembre 2011. Cette hausse de la liquidité globale fait suite à l'augmentation des dépôts en banque qui ont progressé de 20,9% dont l'impact a été atténué par le repli de 5,1% de la circulation fiduciaire.

### 2.3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de convergence en 2011 se présente comme suit :

#### Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** se situe à -3,1% contre -0,3% en 2010 en liaison avec la forte contraction des recettes budgétaires. En 2012, ce ratio pourrait se situer à -3,2%;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** est ressorti à 4,9% contre 1,8% en 2010. En 2012, il se situerait à 0,3% ;

- **L'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 64,0% contre 65,8% en 2010. Il serait à 52,9% en 2012 ;
- **Les arriérés de paiement**
  - **non-accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère est respecté. En 2012, il serait aussi respecté ;
  - **non-accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère est respecté. En 2012, il serait encore respecté.

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** se situe à 48,2% contre 41,5% en 2010. En 2012, ce critère ressortirait à 46, 1% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales** se situe à 15,9% contre 13,7% en 2010. En 2012, le ratio se situerait à 26,4% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** est ressorti à 10,5% en 2011 contre 1,4% en 2010. En 2012, il serait de 1,6% ;
- **Le taux de pression fiscale** est passé de 17,0% en 2010 à 13,1% en 2011. En 2012, ce critère se situerait à 16,3%.

L'analyse de l'état de convergence de l'économie ivoirienne en 2011, indique que les deux critères de premier rang respectés sont ceux portant sur le taux d'endettement et la non accumulation d'arriérés. De même, pour les critères de second rang, celui concernant le déficit extérieur courant hors transferts publics a été le seul à afficher un résultat conforme à la norme communautaire.

### 2.3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation de la situation économique et financière montre une reprise de l'activité économique et de bonnes perspectives au plan macroéconomique pour l'année 2012. La normalisation de la situation socio-politique et les mesures de soutien du Gouvernement au secteur privé contribueront à créer un environnement favorable à la réalisation de performances durables dans divers domaines.

Il apparaît dès lors important d'accélérer les réformes et d'approfondir l'assainissement des finances publiques. Dans cette optique, il conviendrait d'inviter les Autorités ivoiriennes à prendre les mesures suivantes :

- consolider la stabilité sociopolitique et restaurer la confiance des acteurs économiques ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes, notamment au niveau des filières de production (café-cacao, ananas, banane, cajou) et des secteurs des hydrocarbures et de l'électricité ;
- poursuivre le renforcement des capacités des régies financières afin d'accroître le recouvrement des recettes budgétaires ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques.

## COTE D'IVOIRE

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- INDICATEURS DE CONVERGENCE</b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	1,2	1,9	-0,3	-3,1	-3,3
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	<b>6,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>4,9</b>	<b>0,3</b>
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	71,9	63,3	65,8	64,0	52,9
Arriérés de paiement :	345,2	144,2	136,3	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	43,1	2,9	60,8	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	302,1	141,3	75,5	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme &lt;= 35%)</b>	<b>43,8</b>	<b>41,5</b>	<b>41,5</b>	<b>48,2</b>	<b>46 ,1</b>
Ratio de la masse salariale corrigée des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	40,9	36,2	40,6	48,0	45,9
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme &gt;= 20%)</b>	<b>14,9</b>	<b>12,9</b>	<b>13,7</b>	<b>15,9</b>	<b>26,4</b>
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires et des ressources PPTE sur les recettes fiscales (en %)	13,9	11,2	13,4	15,8	26,3
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	0,6	4,6	1,4	10,5	1,6
Taux de pression fiscale (en %) (norme>=17%)	15,6	16,5	17,0	13,1	16,3
<b>2- Taux de croissance</b>	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,1

## **2.4 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 5,3% contre 3,5% en 2010. Cette croissance, qui s'explique par les performances de l'ensemble des secteurs de l'économie, s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti en 2011 à 5,1% contre 2,2% en 2010. En 2012, le taux de croissance économique s'établirait à 4,5% sous l'impulsion de tous les secteurs.

L'exécution des opérations financières de l'Etat a été marquée par une augmentation de l'excédent du solde global qui s'est établi à 2,1% du PIB contre 1,2% en 2010. En 2012, le solde global se situerait à -2,4% du PIB.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit extérieur courant rapporté au PIB est ressorti à 4,1% du PIB en 2011 contre 8,5% en 2010. La réduction de ce déficit s'explique principalement par la baisse du déficit commercial due à la progression des exportations de noix d'anacarde. En 2012, le déficit ressortirait à 6,4% du PIB.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été caractérisée à fin décembre 2011 par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 40,5%, pour se situer à 173,7 milliards à fin décembre 2011.

Il ressort de l'état de convergence, que la Guinée Bissau a respecté deux critères de premier rang en 2011, à savoir le solde budgétaire de base et celui relatif à l'encours de la dette publique. Aucun critère de second rang n'a été respecté.

Il convient de mentionner que les perspectives de 2012 pourraient être affectées par la crise sociopolitique consécutive à l'élection présidentielle de mars 2012.

### **2.4.1. PRODUCTION**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 5,3% contre 3,5% en 2010. Cette évolution de la croissance a été soutenue par le dynamisme de l'ensemble des secteurs de l'économie. Le secteur primaire a progressé de 5,6% contre 2,7% en 2010, en rapport avec la hausse de la production de noix de cajou et de la production vivrière.

Le secteur secondaire a enregistré une hausse de 5,3% soit la même que l'année précédente. Cette évolution est imputable aux activités de construction des infrastructures socio-économiques, notamment les routes et le port de Bissau.

Le secteur tertiaire a progressé de 5,1% contre 3,8% en 2010. Le dynamisme de ce secteur est en liaison avec l'intensification des activités commerciales, notamment celles de la noix de cajou. Il s'explique également par la hausse des activités de télécommunications et des banques.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 2,3 points, 0,7 point et 2,3 points.

Du côté de la demande, la croissance a été essentiellement soutenue par la consommation et, dans une moindre mesure, par les investissements publics qui ont connu une relance après avoir stagné en 2010. La consommation finale a progressé de 3,1% en 2011. Les exportations ont connu une hausse de 6,3%, en rapport principalement avec les mesures visant l'amélioration des conditions de commercialisation de la noix de cajou et la hausse des prix à l'exportation. Les importations de biens et services ont progressé de 2,9%.

Au total, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement, des échanges extérieurs se sont établies à 3,1 points, 3,7 points et -1,5 point, respectivement.

En 2012, les prévisions économiques tablent sur un taux de croissance de 4,5% sous l'impulsion du secteur primaire, principalement du redressement de la production de la noix de cajou sous l'effet favorable des prix sur le marché international. La croissance de 3,9% du secteur primaire serait soutenue, notamment, par la mise en œuvre des projets retenus dans la stratégie de lutte contre la pauvreté visant l'augmentation de la production locale. Il s'agit, notamment, dans le secteur primaire, du programme spécial de sécurité alimentaire, du projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire et du projet de réhabilitation des digues et des réservoirs de rétention des eaux pluviales.

En ce qui concerne le secteur secondaire, sa valeur ajoutée progresserait de 5,8% en 2012. Il serait soutenu par la poursuite des activités de réhabilitation ou de reconstruction des infrastructures socio-économiques de base, notamment, les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires et la réhabilitation du réseau de distribution de l'énergie électrique et d'eau. Ce secteur bénéficierait également du regain d'activité de la pêche industrielle, à la faveur d'une transparence accrue dans la gestion des licences de pêche et de la formule du partage de la production.

S'agissant du secteur tertiaire, il devrait continuer à bénéficier du dynamisme des activités bancaires, des télécommunications et de la commercialisation de la noix de cajou. Ce secteur enregistrerait une croissance de 4,6% en 2012.

Les contributions des différents secteurs à la croissance seraient de 1,6 point pour le secteur primaire, de 0,7 point pour le secteur secondaire et de 2,2 points pour le secteur tertiaire.

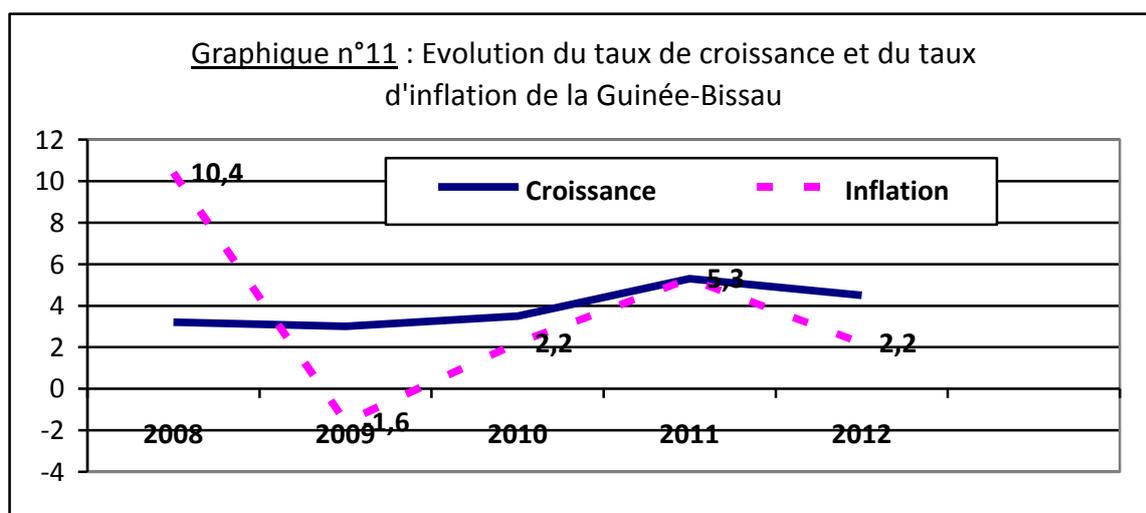
Du côté de la demande, la croissance serait soutenue par la consommation finale et l'investissement, qui progresseraient au même taux de 4,5% en 2012. Les exportations de biens et services non facteurs augmenteraient de 19,0%, sous l'effet de la hausse des prix et du volume des exportations de la noix de cajou.

#### **2.4.2. PRIX ET INFLATION**

En 2011, l'activité économique a été marquée par une recrudescence des tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 5,1% contre 2,2% en 2010.

Cette situation est induite par la hausse des prix enregistrée au niveau des fonctions «Alimentation et boissons non alcoolisées », «Santé » et « Enseignement », respectivement de 8,3%, 8,4% et 5,7% contre respectivement -2,9%, 3,0% et -2,5% en 2010. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 5,0% contre 2,8% en 2010.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2012, l'inflation a progressé de 2,5% contre 4,8% un an auparavant. Cette évolution a concerné principalement les niveaux des prix des produits alimentaires, et les transports. Le niveau des prix des produits alimentaires a augmenté de 3,7% et celui des transports de 4,6%. Si cette tendance se maintenait, la norme communautaire de 3% maximum serait respectée en 2012 avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,2%.



### 2.4.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une amélioration du solde global qui a enregistré un excédent de 2,1% du PIB après celui de 1,2% en 2010. Les recettes budgétaires ont progressé de 18,0% imputable aux efforts de recouvrement des régies financières. Les recettes fiscales sont en hausse de 21,6% pour représenter 8,8% du PIB contre 8,0% en 2010. Quant aux recettes non fiscales, elles se sont accrues de 7,4% pour représenter 2,7% du PIB. En ce qui concerne les dons, ils se sont inscrits en hausse de 10,8% pour représenter 2,7% du PIB comme en 2010.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 8,9% en 2011 pour représenter 12,0% du PIB nominal contre 12,3% en 2010. Cette évolution des dépenses totales a été imputable à la hausse des dépenses courantes. La hausse des dépenses courantes provient essentiellement de la masse salariale qui a progressé de 9,9%. Les intérêts sur la dette publique ont reculé de 93,8%, en rapport avec l'atteinte du point d'achèvement.

Au total, le déficit global hors dons s'est établi à 0,6% du PIB contre 1,5% en 2010. Quant au solde global, il est ressorti excédentaire à 2,1% contre 1,2% en 2010.

En 2012, la situation des finances publiques se caractériserait par une amélioration du recouvrement des recettes fiscales en liaison avec la bonne commercialisation de la noix de cajou et le regain d'activité dans le secondaire. Ainsi, les projections font ressortir une hausse de 17,5% des recettes budgétaires, qui s'établiraient à 61,8 milliards pour représenter 12,5% du PIB contre 11,5% en 2011. Cette évolution s'expliquerait par la hausse de 15,9% des recettes fiscales, reflétant les efforts d'élargissement de l'assiette. De même, les recettes non fiscales seraient en hausse de 22,5% contre 7,4% en 2011. Elles s'établiraient à 15,1 milliards et proviendraient essentiellement de la vente des licences de pêche. Quant aux dons, ils s'inscriraient en hausse en s'établissant à 54,3 milliards.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 11,2% pour représenter 12,3% contre 12,0% du PIB en 2011. Cette évolution est imputable à la hausse concomitante des dépenses en capital et des dépenses courantes. La hausse des dépenses en capital serait essentiellement le fait des dépenses financées par les ressources externes et celle des dépenses courantes serait imputable à la masse salariale qui progresserait de 10,0%. Au total, le solde global hors dons s'établirait à -9% du PIB contre 0,6% en 2011. Quant au solde global, il ressortirait déficitaire de 1,0% du PIB contre un excédent de 2,1% en 2011.

S'agissant de la dette publique totale, son encours s'est établi à 39,2% du PIB contre 150,6% en 2010. La Guinée-Bissau a atteint le point d'achèvement en décembre 2010 et a bénéficié des allègements au titre des initiatives PPTTE et ADM. Le service de la dette a représenté 0,9% des recettes budgétaires en 2011 contre 12,9% en 2010. En 2012, l'encours de la dette représenterait 36,5% du PIB.

#### **2.4.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 26,0 milliards contre 12,2 milliards en 2010, qui a résulté de la baisse du déficit du compte courant et celle de l'excédent du compte de capital et des opérations financières.

Le déficit du compte courant s'est établi à 19,2 milliards en 2011 contre 35,1 milliards un an auparavant, en raison essentiellement de l'amélioration de la balance des biens et de la hausse des transferts courants. Le solde commercial a subi l'influence d'un accroissement des exportations nettement supérieur à celui des importations. L'amélioration des exportations a été portée par la noix de cajou qui a rapporté 96 milliards en 2011 contre 51,8 milliards en 2010. En ce qui concerne la hausse des transferts courants, elle a été en ligne avec l'accroissement attendu des aides budgétaires. Hors dons, le déficit du compte courant est ressorti à 6,8% du PIB en 2011 contre 10,8% un an plus tôt. L'excédent du compte de capital et des opérations financières est passé de 49,3 milliards en 2010 à 43,9 milliards en 2011.

#### **2.4.5. SITUATION MONETAIRE**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 119,3 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 26,0 milliards par rapport à leur niveau de fin décembre 2010, en liaison exclusivement avec l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission, ceux des banques s'étant repliés de 5,0 milliards.

L'encours du crédit intérieur a progressé de 25,0 milliards ou 67,5%, pour s'établir à 62,1 milliards à fin décembre 2011. La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée, passant de 3,0 milliards à fin décembre 2010 à 8,0 milliards à fin décembre 2011, soit une dégradation de 4,9 milliards, essentiellement imputable à l'accroissement des tirages de l'Etat sur les ressources du FMI. Les crédits à l'économie ont progressé de 20,1 milliards sur un an pour s'établir à 54,1 milliards à fin décembre 2011, en liaison avec les concours ordinaires octroyés à des entreprises intervenant dans la commercialisation de la noix de cajou.

La masse monétaire s'est accrue de 40,5%, pour se situer à 173,7 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution reflète celle de ses contreparties. Les dépôts en banque ont augmenté de 28,2 milliards ou 47,5% tandis que la circulation fiduciaire s'est accrue de 21,8 milliards ou 34,1%.

#### **2.4.6. ETAT DE LA CONVERGENCE**

L'état de la convergence en 2011 se présente comme suit :

##### **Critères de premier rang**

- **Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à 2,2% contre 1,3% en 2010. En 2012, ce solde se situerait à 0,9% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** est ressorti à 5,3% contre 2,2% en 2010. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 5,0% contre 2,2% en 2010. En 2012, le taux d'inflation s'établirait à 2,2% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 39,2% contre 150,6% en 2010. En 2012, le ratio s'établirait à 36,5% ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - **la non-accumulation des arriérés de paiement intérieurs sur la période de la gestion courante** n'a pas été respectée en 2011. Le montant accumulé est de 2,85 milliards. Ce critère serait respecté en 2012;
  - **la non-accumulation des arriérés de paiement extérieurs sur la période de la gestion courante** a été respectée en 2011 et le serait en 2012.

##### **Critères de second rang**

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** a été de 71,2% contre 79,2% en 2010. En 2012, il est projeté à 56,4% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 0,9% contre 1,5% en 2010. En 2012, ce ratio se situerait à 15,2% ;

- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics rapporté au PIB nominal** est ressorti à -6,9% contre -10,7% en 2010. En 2012, il s'établirait à -7,7% ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est établi à 8,8% contre 8,0% en 2010. En 2012, il se situerait à 9,4%.

Il ressort de l'état de convergence, que la Guinée Bissau a respecté deux critères de premier rang en 2011, à savoir le solde budgétaire de base et le ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal. Aucun critère de second rang n'a été respecté.

#### **2.4.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La situation économique a été marquée en 2011 par un regain d'activité imputable aux performances de l'ensemble des secteurs de l'économie. L'exécution des finances publiques a été caractérisée par une amélioration du recouvrement des recettes fiscales. En matière de convergence, deux critères ont été respectés en 2011, à savoir le solde budgétaire de base et le ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal. En 2012, la reprise de l'activité, amorcée un an plus tôt, pourrait se ralentir compte tenu du contexte de crise et d'instabilité sociopolitique. Le taux de croissance du PIB réel a été projeté à 4,5%, sous l'impulsion de tous les secteurs. Afin de consolider le cadre macroéconomique et de remplir les conditions de convergence, les Autorités devraient :

- préserver la stabilité sociopolitique et la sécurité pour favoriser la reprise des activités économiques;
- poursuivre la mise en œuvre des mesures relatives à la création d'un environnement favorable à la promotion du secteur privé ;
- maîtriser l'évolution des dépenses courantes, en particulier celle de la masse salariale;
- poursuivre le renforcement des capacités des régies financières pour améliorer le niveau de recouvrement des recettes budgétaires ;
- intensifier la lutte contre la fraude fiscale ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques.

## GUINEE-BISSAU:

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- <u>INDICATEURS DE CONVERGENCE</u></b>					
<b>Premier rang</b>					
Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme >=0)	-1,8	1,0	1,3	2,2	0,9
Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme <=3%)	10,4	-1,6	2,2	5,3	2,2
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	146,1	157,4	150,6	39,2	36,5
<b>Arriérés de paiement :</b>	11,4	4,4	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	11,4	4,4	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	96,4	75,6	79,2	71,6	56,4
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	7,7	5,3	1,5	0,9	15,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-7,8	-13,0	-10,8	-6,9	-7,7
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	5,5	6,8	8,0	8,8	9,4
<b>2- <u>TAUX DE CROISSANCE</u></b>	3,2	3,0	3,5	5,3	4,5

## **2.5 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI**

L'activité économique a enregistré en 2011, un taux de croissance de 2,7% contre 5,8% en 2010. Cette décélération de la croissance est en relation avec les mauvaises performances du secteur primaire suite aux conditions climatiques défavorables. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par une hausse des prix. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,0% contre 1,2% en 2010. En 2012, le taux de croissance réel est projeté à -1,2% en raison de la dégradation de la situation socio politique.

En matière des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une aggravation du niveau du déficit global qui est passé de 2,7% du PIB en 2010 à 3,8% en 2011. Cette évolution se justifie par le niveau élevé des dépenses courantes. En 2012, le déficit est projeté à 4,7% du PIB.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant, s'est situé à 7,3% du PIB contre 12,7% en 2010. Cette amélioration est en rapport avec l'impact favorable de la hausse des cours de l'or et du coton. En 2012, ce déficit ressortirait à 5,2% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une diminution des avoirs extérieurs nets et une hausse du crédit intérieur. Au total, la masse monétaire s'est accrue de 15,3% pour ressortir à 1491,9 milliards.

En matière de convergence, les quatre critères de premier rang ont été respectés en 2011. Quant à ceux de second rang, un seul, celui relatif au financement d'investissement sur ressources internes a été respecté.

### **2.5.1 PRODUCTION**

En 2011, la gestion macroéconomique a été marquée par des chocs qui ont eu des répercussions sur l'activité économique. Le taux de croissance est ressorti à 2,7% contre 5,8% en 2010. L'économie a été soumise à des chocs extérieurs, notamment la crise en début d'année en Côte d'Ivoire, celle de la Lybie et un choc interne lié à un déficit pluviométrique qui a entraîné une crise alimentaire.

Le secteur primaire s'est contracté de 1,4% après une croissance de 11,4% en 2010. La production agricole a diminué de 4,7% sous l'impulsion des baisses des productions vivrières hors riz et de la branche consolidée du riz de 1,8% et 24,6% respectivement. L'agriculture de rente hors coton et la branche consolidée coton ont connu des croissances de 2,0% et 77,6%. La production de coton qui a atteint 432500 tonnes, est impulsée par le soutien des pouvoirs publics à travers la poursuite de la politique de subventions aux intrants, des aménagements agricoles, le renforcement de la mécanisation agricole et la hausse des prix aux producteurs. Les branches élevage et pêche, forêt ont crû de 4,0% et 4,6%, respectivement.

Dans le secteur secondaire, la croissance a atteint 8,1% en 2011 contre -2,1% en 2010. Cette performance du secteur est due au regain d'activité dans les branches

agroalimentaire, industries textiles et autres branches manufacturières qui ont progressé respectivement de 18,6%, 31,0% et 15,5%. La branche textile a bénéficié de la forte production du coton graine de la campagne précédente. En ce qui concerne les industries extractives, elles ont enregistré une hausse de 0,6%. La production d'or est restée stable en 2011 par rapport à son niveau de 2010 soit 46,04 tonnes. Les autres branches du secteur notamment, l'énergie et les BTP ont crû de 8,0% et 5,0%.

Le secteur tertiaire a connu une croissance de 3,8% en 2011 contre 4,6% en 2010. Cette décélération est due à la branche commerce dont la croissance est ressortie à 4,0% contre 5,5% en 2010. La branche « Transports et Télécommunications » est restée dynamique avec un taux de croissance de 5,2%.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été de -0,6 point, 1,4 point et 1,9 point, respectivement.

Du côté de la demande, la croissance du PIB a été soutenue par la consommation finale et l'investissement. La consommation finale a augmenté de 4,0% soutenue par ses deux composantes. La consommation privée s'est accrue de 4,0% et la consommation publique s'est inscrite en hausse de 3,8%. Les investissements ont crû de 5,6%, sous l'impulsion de sa composante privée en hausse de 7,0%.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations se sont accrues de 3,2% contre 6,0% en 2010. Cette décélération est liée à la stagnation des exportations de l'or. Les importations ont augmenté de 2,0%, liées à la hausse des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB ont été respectivement de 2,9 points, -0,6 point et 0,4 point.

En terme nominal, le taux d'investissement brut s'est situé à 20,4% contre 19,1% en 2010 et le taux d'épargne nationale brute s'est établi à 13,0% contre 10,5% en 2010.

En 2012, le taux de croissance de l'activité économique est projeté à -1,2%. Cette contraction de l'activité économique serait imputable à la situation socio-politique qui aurait un impact défavorable sur les secteurs secondaire et tertiaire principalement.

La croissance dans le secteur primaire se situerait à 2,3% contre -1,4% en 2011, en liaison avec la reprise du secteur agricole qui a connu la sécheresse la campagne dernière. La branche coton ne croîtrait que de 1,0%.

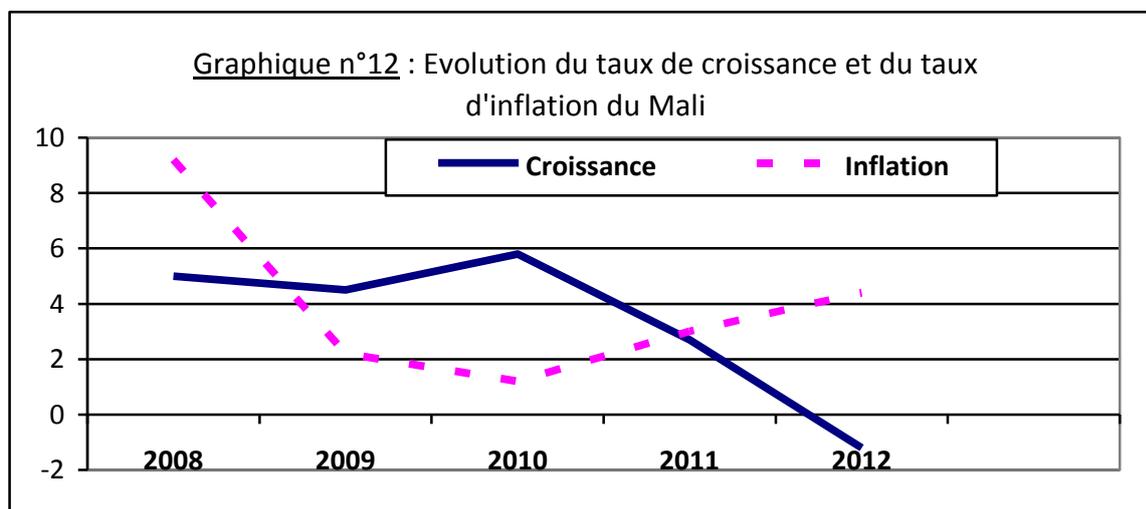
Quant au secteur secondaire, il enregistrerait une baisse de 1,4% en liaison avec les contre-performances des BTP (-15,0%), les industries manufacturières (-5,0%) et la branche, électricité et eau (-2,0%). Les industries extractives enregistreraient une progression de 8,1% en liaison avec la hausse de 6,0% de la production de l'or. De même, la branche agroalimentaire et les textiles seraient en hausse respectivement de 1,0% et 15,0%.

Le secteur tertiaire connaîtrait une baisse de 4,0% en 2012. En effet, en dehors de la branche « transport et communication » qui croîtrait de 3,0%, la quasi-totalité des autres branches du secteur évoluerait à la baisse.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient, respectivement, de 0,8 point, -0,2 point et de -1,8 point.

Du côté de la demande, la consommation baisserait en 2012 de 1,9% en rapport avec la mauvaise campagne agricole et la crise alimentaire de la fin de l'année 2011. De même, les investissements baisseraient de 32,5% sous l'impulsion de ses composantes privée et publique qui chuteraient respectivement de 10,0% et 60,0%. Seules, les exportations croîtraient de 6,0% et les importations baisseraient de 12,0%.

Les contributions de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance du PIB seraient respectivement de -1,4 point, -3,4 points et 3,6 points.



## 2.5.2. PRIX ET INFLATION

En 2011, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 3,0% contre 1,2% en 2010. Cette évolution a été marquée par la hausse des prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 5,1%, « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 3,0% et enfin « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » de 2,7%. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 2,8% contre 1,5% en 2010.

En glissement annuel au cours des quatre premiers mois de l'année 2012, le taux d'inflation est ressorti à 6,0% contre 2,6% sur la même période en 2011. Cette hausse est en rapport avec l'accroissement des prix au niveau des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles », notamment. Sur l'ensemble de l'année 2012 le taux d'inflation annuel moyen se situerait à 4,4%.

### 2.5.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE<sup>3</sup>

Au niveau des finances publiques, la situation s'est caractérisée par une aggravation des déficits budgétaires.

Les recettes budgétaires totales ont progressé de 8,6% pour atteindre 17,5% du PIB contre 17,3% en 2010. Cette évolution est surtout induite par les recettes fiscales qui ont crû de 9,0% pour atteindre 14,8% du PIB contre 14,6% en 2010. Les recettes des fonds spéciaux et budgets annexes se sont améliorées, passant de 78,7 milliards en 2010 à 96,1 milliards en 2011, soit un accroissement de 22,1%. Les recettes non fiscales se sont repliées en revanche à 36,5 milliards contre 45,8 milliards en 2010, soit une baisse de 20,3%. Les dons mobilisés en 2011 ont progressé de 41,8%, après la baisse en 2010 pour représenter 3,8% du PIB contre 2,9%, un an plus tôt.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 17,9% en 2011, pour atteindre 25,0% du PIB contre 22,9% en 2010 en rapport avec ses principales composantes. Les dépenses courantes ont crû de 18,8% pour s'établir à 14,3% du PIB contre 12,9% en 2010, en liaison avec une hausse de la masse salariale, des intérêts de la dette publique et des transferts et subventions. En effet, la masse salariale a crû de 14,4% en rapport avec de nouveaux recrutements et aux avantages accordés aux fonctionnaires. Les intérêts de la dette publique ont progressé de 60,2% sous l'effet des intérêts de la dette intérieure. Les transferts et subventions sont en hausse de 32,2% pour représenter 3,9% du PIB.

Les dépenses d'investissement ont progressé de 20,9% pour ressortir à 8,9% du PIB contre 7,9% en 2010, en rapport avec la poursuite de l'exécution des projets. Les dépenses en capital financées sur ressources propres ont augmenté de 6,0% pour s'établir à 3,9% du PIB.

Au total, le déficit global hors dons a atteint 7,6% du PIB contre 5,5% en 2010. De même, le déficit global est ressorti à 3,8% du PIB contre 2,7% en 2010.

En 2012, les recettes budgétaires totales augmenteraient de 9,9% pour s'établir à 18,3% du PIB grâce aux performances des recettes fiscales. Les recettes fiscales augmenteraient de 7,8% sous l'effet des impôts directs et des taxes indirectes qui progresseraient en moyenne à 6,5% et 8,3%, respectivement. Les recettes non fiscales croîtraient de 63,0%, pour représenter 1,1% du PIB. Les dons en 2012 baisseraient de 10,8% pour s'établir à 3,2% du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 10,0% pour atteindre 26,3% du PIB sous l'impulsion des dépenses courantes. En effet, les dépenses courantes augmenteraient de 19,7% en 2012 pour se situer à 16,3% du PIB. Cette évolution se justifierait notamment par les efforts que déploierait le Gouvernement afin de lutter contre la crise alimentaire intervenue en fin 2011. La masse salariale progresserait de 15,7% pour s'établir à 5,8% du PIB. Quant aux dépenses d'investissement, elles

---

<sup>3</sup> Les données sur les finances publiques sont en cours de révision pour tenir compte de la crise actuelle et de la feuille de route des Autorités chargées de la transition.

reculeraient de 10,0% pour s'établir à 7,7% du PIB, en rapport avec la baisse des dons.

Au total, le déficit global hors dons s'établirait à 8,0% du PIB et le déficit global représenterait 4,7% du PIB.

En ce qui concerne la dette publique, son encours a évolué à la hausse en passant de 26,0% du PIB en 2010 à 27,0% en 2011. Cette évolution est imputable à l'augmentation de l'encours de la dette extérieure. Quant à la dette intérieure, son encours a diminué passant de 198,7 milliards à 160,5 milliards. Le service de la dette publique extérieure a représenté 7,0% des recettes budgétaires comme en 2010. En 2012, ce ratio passerait à 6,2%. En 2012, l'encours de la dette publique représenterait 24,8% du PIB et le service de la dette extérieure 6,5% des recettes budgétaires.

#### **2.5.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Les transactions extérieures en 2011 se sont soldées par un déficit de 32,1 milliards, en aggravation de 11,6 milliards par rapport au niveau estimé en 2010. Cette évolution a découlé de la réduction de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, atténuée par la baisse du déficit courant.

Le déficit du compte courant en 2011 s'est contractée de 218,9 milliards par rapport aux estimations de 2010, pour se situer à 370,5 milliards en relation principalement avec la réduction du déficit commercial due à la hausse des exportations de coton et d'or conjuguée à la baisse des importations. Le déficit du compte courant, hors dons, s'est situé à 8,2% du PIB contre 13,8% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est ressorti à 349,9 milliards contre 549,9 milliards en rapport avec le recul des investissements directs étrangers et des autres investissements privés.

#### **2.5.5 SITUATION MONETAIRE**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 693,9 milliards à fin décembre 2011, en repli de 32,1 milliards par rapport à la même période de 2010, reflétant la baisse de 64,8 milliards des avoirs extérieurs nets des banques partiellement compensée par la progression de ceux de la Banque Centrale qui se sont consolidés de 32,8 milliards.

Le crédit intérieur s'est établi à 846,1 milliards à fin décembre 2011, en progression de 47,0% par rapport à la période correspondante de l'année 2010. La position nette créditrice du Gouvernement s'est détériorée de 66,9 milliards, pour se situer à 203,2 milliards à fin décembre 2011. Cette dégradation de la position nette du Gouvernement est en liaison avec la baisse de 24,0 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire conjugué à la hausse de 21,3 milliards de ses engagements vis-à-vis des banques et de 21,1 milliards à l'égard du FMI. L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 203,8 milliards ou 24,1%, pour atteindre 1.049,3 milliards, à la suite de la hausse de 25,4% des crédits ordinaires. Ces crédits ont été octroyés aux sociétés cotonnières et aux associations villageoises dans le

cadre de la commande d'intrants et de la commercialisation du coton de la campagne agricole 2010/2011. Les sociétés exerçant dans les domaines de la distribution des produits pétroliers, de l'énergie, des mines et des télécommunications ont bénéficié également des nouvelles mises en place de crédit.

La masse monétaire s'est située à 1.491,9 milliards, en hausse de 15,3% par rapport à fin décembre 2011. Cet accroissement de la liquidité globale fait suite au renforcement de 32,1% de la circulation fiduciaire et à la consolidation de 9,9% des dépôts en banque.

## 2.5.6 ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de convergence en 2011 se présente comme suit :

### Critères de premier rang :

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est situé à 1,6% du PIB contre 2,3% en 2010. En 2012, ce ratio se situerait à 1,8% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est situé à 3,0% contre 1,2% en 2010. L'inflation sous-jacente est ressortie à 2,8% en 2011 contre 1,5% en 2010. Sur l'ensemble de l'année 2012, le taux d'inflation serait de 4,4% en 2012 ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** s'est établi à 27,0% du PIB contre 26,0% en 2010. En 2012, ce taux serait de 24,8% ;
- **Arriérés :**
  - **Non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011 et le serait en 2012 ;
  - **Non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011 et le serait en 2012.

### Critères de second rang :

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** a été de 35,7% contre 34,0% en 2010. Il est projeté à 38,3% en 2012 ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 26,0% contre 26,7% en 2010. En 2012, ce taux passerait à 16,8% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** est ressorti à -8,2% contre -13,8% en 2010. En 2012, il est projeté à -6,0% ;

- **Le taux de pression fiscale** a atteint 14,8% du PIB contre 14,6% en 2010. En 2012, ce taux a été projeté à 15,3%.

La situation de l'état de convergence du Mali à la fin de l'année 2011, montre que les quatre critères de premier rang ont été respectés. Quant à ceux de second rang, un seul, celui relatif aux investissements sur ressources internes, sur les quatre a été respecté contre deux en 2010.

## **2.5.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

L'activité économique au Mali s'est déroulée dans un contexte caractérisé en 2011 par les contre-performances du secteur primaire auxquelles s'est ajoutée la crise socio-politique de mars 2012. Dans ces conditions, il convient d'inviter les autorités maliennes à prendre les mesures suivantes :

- restaurer, notamment avec l'assistance de la communauté internationale un climat socio-politique apaisé et assurer l'intégrité territoriale ;
- poursuivre le soutien du secteur primaire, en particulier le secteur agricole afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire et la maîtrise de l'inflation ;
- encourager la diversification de la base productive;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé de finances publiques ;
- maîtriser les dépenses courantes, notamment la masse salariale ainsi que les subventions et transferts.

**MALI:**

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- INDICATEURS DE CONVERGENCE</b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	2,7	2,9	2,3	1,6	1,8
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	<b>9,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>3,0</b>	<b>4,4</b>
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) ( norme <= 70%)	35,5	33,7	26	27,0	24,8
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	00	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	00	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	00	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	35,7	34,2	34,0	35,7	38,3
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	25,0	24,4	26,7	26,0	16,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=- 5%)	- 12,8	-8,5	-13,8	-8,2	-6,0
Taux de pression fiscale (en %) (norme>=17%)	13,3	14,7	14,6	14,8	15,3
<b>2- TAUX DE CROISSANCE</b>	5,0	4,5	5,8	2,7	-1,2

## **2.6. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 2,1% contre 8,2% en 2010, en rapport avec la baisse de la production agricole. Cette croissance s'est réalisée dans un contexte d'évolution modérée des prix. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 2,9% contre 0,9% en 2010. En 2012, le taux de croissance pourrait se situer à 11,6%.

En ce qui concerne les finances publiques, la situation s'est caractérisée par une aggravation du déficit global, qui s'est établi à 5,0% du PIB contre 2,4% en 2010 en liaison avec la diminution des dons et la hausse des dépenses courantes. En 2012, ce déficit global ressortirait à 10,9% du PIB nominal.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements représenterait 23,3% du PIB contre 20,4% en 2010, en relation avec la dégradation du solde de la balance commerciale liée à un accroissement des exportations moins important que celui des importations. En 2012, le déficit représenterait 22,3% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets et une forte hausse du crédit intérieur. En définitive, la masse monétaire a progressé. Elle s'est située à 611,2 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 6,1% par rapport à décembre 2010.

En matière de convergence, les quatre critères de premier rang ont été respectés. Au titre des critères de second rang, le ratio de la masse salariale et celui des investissements publics financés sur les ressources internes rapportés aux recettes fiscales ont été les deux critères présentant des résultats conformes aux normes prescrites.

### **2.6.1. PRODUCTION**

En 2011, le taux de croissance du PIB s'est établi à 2,1% contre 8,2% en 2010. Cette décélération s'explique par la diminution de la production du secteur primaire.

L'activité économique au niveau du secteur primaire a enregistré une baisse de 3,0% contre une hausse de 16,3% en 2010. Cette évolution s'explique par un recul de la production agricole de 7,3% en liaison avec les conditions pluviométriques peu favorables qui ont entraîné une contraction de la production des cultures hivernales, notamment les céréales et le niébé.

Par contre, les autres branches que sont « l'élevage », « l'exploitation forestière » et « la pêche » ont affiché des taux de croissance, respectivement, de 6,0%, 3,3% et 3,2%.

Dans le secteur secondaire, la croissance est ressortie à 4,2% contre 8,1% en 2010. Cette décélération est imputable principalement à la branche de l'industrie extractive, dont les activités ont crû de 2,6% contre 19,0% en 2010 avec la baisse

des productions d'uranium (-0,9%) et d'or (-12,4%). Dans le même temps, les productions des branches « énergie » et « construction » se sont accrues de 3,6% et 5,3%, respectivement. Ces évolutions se justifient par la poursuite des chantiers d'infrastructures socioéconomiques. De même, la branche « fabrication » a progressé de 4,7% sous l'impulsion des activités de raffinerie de pétrole.

Au niveau du secteur tertiaire, l'activité économique a enregistré une croissance de 5,7% tirées par toutes les branches, principalement le commerce et le transport qui ont progressé, respectivement, de 3,8% et 4,7% en rapport avec la bonne campagne agricole 2010-2011. De même, les activités relatives à la « communication » et à « l'hébergement et la restauration » ont affiché une hausse, respectivement de 14,8% et de 3,0%.

Globalement, les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement de -1,4 point, 0,5 point et 3,0 points en 2011.

Du côté de la demande, la croissance économique s'est ressentie de la baisse des investissements, qui se sont repliés de 9,5% en 2011 en raison de la fin des travaux entrepris dans le secteur minier et pétrolier. Ainsi, les investissements privés ont diminué de 10,8% après une progression de 28,4% en 2010. De même, les investissements publics, essentiellement concentrés dans les secteurs prioritaires, se sont contractés de 3,3%.

La consommation finale s'est accrue de 6,9% sous l'impulsion de ses deux composantes. La consommation publique a évolué en hausse de 12,8% reflétant ainsi une reprise de l'Administration, après le processus de normalisation politique. De même, la consommation privée a progressé de 5,6%, en liaison avec l'accroissement des revenus des ménages suite à la bonne campagne agricole de l'année précédente.

Dans le même temps, les échanges extérieurs se sont caractérisés par une hausse des importations de 4,2% et une progression de 8,4% des exportations. Cette situation s'explique, d'une part, par la poursuite des travaux d'infrastructures et, d'autre part, par l'évolution favorable des ventes relatives aux principaux produits d'exportation, que sont les produits miniers et agro-pastoraux.

Au total, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs a été respectivement de 4,6 points, de -3,1 points et de 0,6 point.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute est ressorti à 10,1% contre 14,6% un an auparavant et le taux d'investissement s'est situé à 32,5% contre 35,9% en 2010.

En 2012, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 11,6%. Cette accélération de la croissance se justifierait essentiellement par le dynamisme du secteur secondaire.

Au niveau du secteur primaire, l'activité économique enregistrerait une croissance de 5,4%. Cette évolution serait essentiellement imputable à l'accroissement de la

production agricole de 6,9%, sous l'hypothèse d'une pluviométrie favorable. Dans les branches de « l'élevage », de « la sylviculture » et de « la pêche » la production augmenterait de 3,0%, 2,9% et 2,9% respectivement.

Dans le secteur secondaire, la croissance ressortirait à 59,7%. Elle serait tirée principalement par la branche « activités extractives » qui progresserait de 143,3% du fait de l'exploitation pétrolière. Cette évolution serait aussi impulsée par les « activités de fabrication » qui croîtraient de 55,7% en relation avec l'entrée en service, courant dernier semestre 2011, de la raffinerie de Zinder. En outre, la production « d'électricité, de gaz et d'eau » ainsi que celle de la branche « construction » afficheraient des hausses de 11,2% et 4,1%, respectivement, en rapport avec la relance de l'économie.

Quant au secteur tertiaire, il enregistrerait une croissance de 5,5% soutenue par le dynamisme des autres secteurs, notamment la branche des activités minière et pétrolière. Cette situation se traduirait par une hausse des activités du « commerce », des « transports » et des « communications » de 6,5%, 6,6% et 6,1%, respectivement.

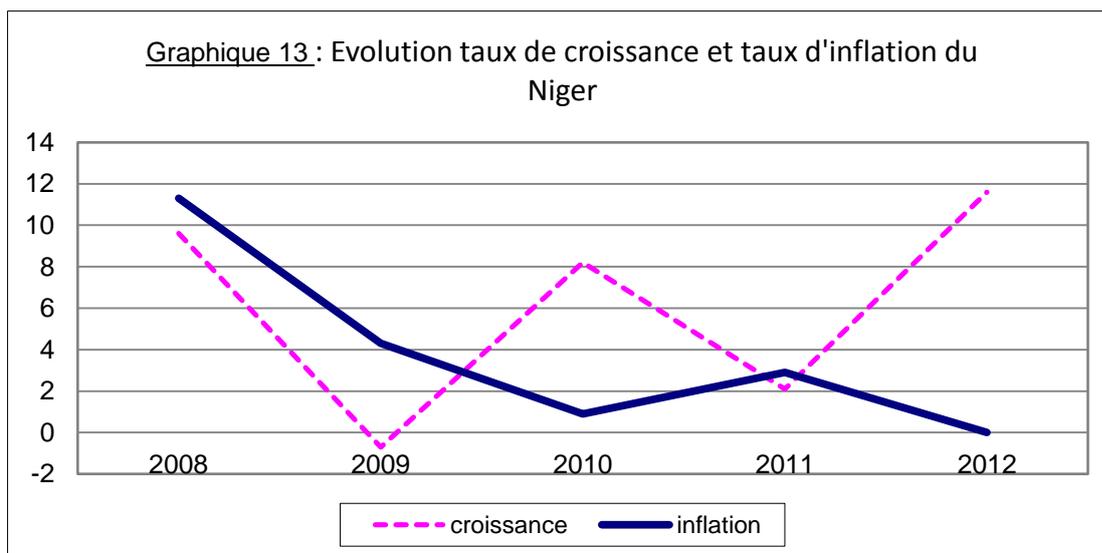
Au total, les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement de 2,3 points, 6,9 points et 2,4 points en 2012.

Du côté de la demande, la croissance économique serait soutenue principalement par les investissements, qui s'inscriraient en hausse de 19,0% en relation avec le dynamisme des dépenses d'investissement public notamment, les travaux de construction dans les secteurs prioritaires. Dans le même temps, la consommation s'accroîtrait de 3,9% sous l'impulsion de ses deux composantes et en liaison avec la reprise économique..

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations connaîtraient une hausse de 20,0% liée aux ventes de produits pétroliers. Dans le même temps, les importations progresseraient de 2,1% du fait de la poursuite de l'exécution des chantiers d'infrastructures.

Au total, les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs à la croissance du PIB seraient de 3,5 points, 4,7 points et 3,4 points, respectivement.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute ressortirait à 19,4% contre 10,1% un an auparavant et le taux d'investissement se situerait à 35,0% contre 37,6% en 2011.



## 2.6.2. PRIX ET INFLATION

En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 2,9% en 2011 contre 0,9% en 2010. Cette évolution se justifie particulièrement par la hausse des prix des produits des fonctions « transports », « logement, eau électricité et gaz » et « Alimentation et boissons non alcoolisées ». Dans le même temps, le taux d'inflation sous-jacente s'est établi à 2,4% contre -0,5% un an plutôt.

En 2012, en glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année, le taux d'inflation est ressorti à 0,0% contre 3,7% pour la même période en 2011. Cette détente de l'inflation s'explique principalement par les mesures urgentes prises pour juguler la hausse des prix, suite à la mauvaise campagne agricole 2011-2012. Sur l'ensemble de l'année, le taux d'inflation ressortirait à -1,2%.

## 2.6.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est caractérisée par une aggravation du déficit global, qui est ressorti à 5,0% du PIB contre 2,4% en 2010 en raison d'une forte diminution des dons. Le déficit hors dons s'est amélioré en passant de 7,1% du PIB en 2010 à 5,6%.

Les recettes budgétaires ont enregistré une hausse de 33,3%, pour se situer à 17,1% du PIB du fait d'un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales. Ces dernières ont augmenté de 34,3% en rapport avec les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes des régies financières, la poursuite de l'informatisation des principaux bureaux de recouvrement, le renforcement de la lutte contre la fraude et un contrôle strict des exonérations. Dans la même période, les recettes non fiscales ont reculé de 11,4% pour se situer à 0,6% du PIB contre 0,8% en 2010.

De même, les dons se sont élevés à 18,7 milliards contre 130,2 milliards en 2010 du fait de la diminution des dons projets. Par contre, les dons programmes ont progressé pour soutenir le renforcement du processus de transition politique.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont inscrits en hausse de 17,1% par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une progression des dépenses courantes atténuée par un repli des dépenses en capital.

Les dépenses courantes ont augmenté de 33,2% pour s'établir à 15,3% du PIB nominal contre 12,3% en 2010. Elles ont été tirées principalement par une hausse de la masse salariale de 60,3% en liaison avec la révision à la hausse des indemnités de certaines catégories de fonctionnaires et les recrutements effectués dans la Fonction Publique par le biais du reversement de certains agents contractuels. De même, les dépenses de fonctionnement, les transferts et subventions et les intérêts de la dette publique se sont accru considérablement.

Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse de 4,7% pour représenter 6,9% du PIB nominal contre 7,8% en 2010. Cette évolution est liée principalement au repli des dépenses en capital sur ressources extérieures de 22,3% en liaison avec la diminution des dons projets. Cependant, l'Etat a continué à fournir des efforts pour conforter les investissements dans les secteurs prioritaires en accroissant les dépenses en capital sur ressources intérieures de 16,0%.

Pour l'année 2012, il est attendu une aggravation du déficit budgétaire global, qui ressortirait à 10,9% du PIB, en liaison avec le renforcement des dépenses publiques. Le déficit hors dons rapporté au PIB se détériorerait pour représenter 12,7%.

Les recettes totales progresseraient de 22,7% pour atteindre 17,3% du PIB en rapport avec une hausse des recettes fiscales de 21,4%. Cette évolution s'expliquerait par la poursuite des actions visant à moderniser les régies financières en vue d'élargir l'assiette fiscale. De même les recettes non fiscales ressortiraient à 31,1 milliards, soit à 0,9% du PIB nominal contre 0,6%.

S'agissant des dons, ils enregistreraient une hausse en ressortant à 1,8% du PIB nominal contre 0,6% un an auparavant. Les dons budgétaires seraient renforcés et les dons projets connaîtraient une reprise.

Les dépenses totales et prêts nets seraient en hausse de 60,0% pour représenter 30,1% du PIB. Cette progression serait principalement imputable aux dépenses d'investissement qui se situeraient à 16,0% du PIB contre 6,9% en 2011. Elle serait soutenue par l'évolution favorable des dons et se traduirait par un renforcement des investissements dans les secteurs sociaux. Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures augmenteraient de 86,8%.

Quant aux dépenses courantes, elles s'inscriraient aussi en hausse de 6,4% après avoir enregistré une croissance exceptionnelle l'année précédente consentie pour accompagner la transition politique. La masse salariale progresserait de 11,3% de même que les dépenses relatives aux intérêts de la dette publique augmenteraient de 26,5%. Par contre, les efforts de maîtrise de ces dépenses courantes se

traduiraient par une baisse des dépenses de fonctionnement et des « transferts et subventions » de 10,9% et 27,7%, respectivement.

S'agissant de la dette, son encours est évalué à 795,8 milliards contre 702,8 milliards à fin décembre 2010. Par rapport au PIB nominal, il représente 26,5% contre 25,0% en 2010. La structure de cet encours fait apparaître une prépondérance de la composante extérieure due aux créanciers multilatéraux. Suite aux travaux du comité national de gestion de la dette publique, le stock de la dette intérieure a été estimé à 166,5 milliards en 2011, soit 22,4% de l'encours total. Le service de la dette extérieure a représenté 3,3% des recettes budgétaires en 2011 contre 9,9% en 2010. Ce ratio serait de 3,8% en 2012.

#### **2.6.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 29,5 milliards, en dégradation de 126,1 milliards par rapport à l'année 2010 où le solde était excédentaire de 96,6 milliards. Cette évolution résulterait essentiellement d'une détérioration du déficit courant.

Le déficit du compte courant se creuserait pour passer de 563,0 milliards en 2010 à 691,0 milliards en 2011. Cette orientation refléterait la détérioration de la balance des biens et des services, des revenus et transferts nets. Le solde commercial subirait l'influence d'un accroissement des importations nettement supérieur à celui des exportations. Cette évolution ne doit pas masquer la hausse des ventes de d'uranium et de niébé. En particulier les exportations de niébé passeraient de 32,8 milliards en 2010 à 65,3 milliards en 2011. La dégradation de la balance des services serait en liaison avec les dépenses de fret et la consommation des autres services dans les secteurs minier et pétrolier. S'agissant des transferts courants, leur détérioration serait en ligne avec le recul des toutes ses composantes, à l'exception des appuis budgétaires. Hors dons, le déficit courant, se situerait à 25,2% du PIB en 2011 contre 22,1% un an auparavant.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se réduirait en passant de 664,6 milliards en 2010 à 658,1 milliards en 2011, du fait principalement de la baisse des transferts en capital aux administrations publiques.

#### **2.6.5. SITUATION MONETAIRE**

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est contractée de 29,5 milliards pour ressortir à 263,5 milliards à fin décembre 2011, contre 292,9 milliards un an plus tôt.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 67,2 milliards ou 19,1%, pour s'établir à 418,4 milliards à fin décembre 2011. La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée de 11,8 milliards, passant de 4,1 milliards à fin décembre 2010 à 15,8 milliards à fin décembre 2011 en liaison avec la baisse de ses dépôts auprès de la Banque Centrale et l'accroissement de ses engagements à l'égard des banques qui ont souscrit aux émissions de titres publics. L'encours des crédits à l'économie s'est situé à 402,6 milliards, en hausse de 55,5 milliards ou 16,0% par rapport à leur

niveau de décembre 2010, en liaison avec l'augmentation de 55,7 milliards des crédits ordinaires. La progression de l'encours des crédits ordinaires a été essentiellement due aux avances de trésorerie octroyées à des sociétés pétrolières, minières, des télécommunications, de l'énergie et de commerce général.

La masse monétaire a enregistré une progression de 6,1%, pour se situer à 611,2 milliards à fin décembre 2011. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite par un accroissement de 14,8% de la circulation fiduciaire, les dépôts en banque demeurant quasiment inchangés.

## 2.6.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2011 se présente comme suit :

### Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** s'est établi à 0,0% contre -0,4% en 2010. Pour 2012, ce ratio est projeté à -0,1% ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** a été de 2,9% contre 0,9% en 2010. L'inflation sous-jacente a été de 2,4% contre -0,5% en 2010. En 2012, le taux d'inflation ressortirait à -1,2% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal** se situe à 26,5% contre 25,0% en 2010 pour une norme communautaire de 70,0%. Il serait de 21,9% en 2012 ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - **la non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion courante** a été respectée en 2011. Ce critère serait également respecté en 2012 ;
  - **la non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion courante** a été respectée en 2011. Ce critère serait également respecté en 2012 ;

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** est passé de 28,5% en 2010 à 34,0%. En 2012, il se situerait à 31,2% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** se situe à 23,9% contre 27,7% en 2010. En 2012, ce ratio pourrait se situer à 36,8% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts officiels sur PIB nominal** s'est établi à -24,9% contre -21,7% en 2010. En 2012, ce ratio ressortirait à -22,5% ;

- **Le taux de pression fiscale** s'est situé à 16,2% contre 12,9% en 2010. Il est attendu à 16,2% en 2012.

L'analyse de l'état de convergence de l'économie nigérienne en 2011 montre que les quatre critères de premier rang ont été respectés. Les critères de second rang respectés sont ceux relatifs à la masse salariale et aux investissements publics financés sur ressources internes. En 2012, le solde budgétaire de base ne serait pas respecté.

## **2.6.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

L'activité économique s'est ressentie des mauvais résultats de la campagne agricole 2011/2012 et du recul de la production minière. Les conséquences de cette situation, se sont traduites par une décélération de la croissance économique. Par contre, au niveau des finances publiques, le bon recouvrement des recettes fiscales a permis une amélioration des indicateurs budgétaires et par conséquent le respect des quatre critères de premier rang. Pour conforter cette situation, il convient donc d'entreprendre des actions susceptibles d'aider à diversifier la base productive du pays et à assurer durablement le respect des conditions de convergence. Pour ce faire, les Autorités nigériennes devraient prendre les dispositions suivantes :

- consolider la stabilité sociopolitique ;
- renforcer la politique de maîtrise de l'eau afin d'accroître la production agricole et assurer la sécurité alimentaire ;
- développer et organiser les filières des produits d'exportation, notamment l'oignon, le niébé, le souchet, la gomme arabique et les produits de l'élevage afin de renforcer les bases de la croissance économique ;
- veiller à une meilleure contribution du secteur minier aux finances publiques ;
- poursuivre la politique d'investissement dans les infrastructures afin de créer un environnement attractif à l'investissement privé ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques ;
- assurer un suivi rigoureux de la gestion de la dette publique intérieure et extérieure.

**NIGER:**

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- INDICATEURS DE CONVERGENCE</b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	4,8	-2,3	-0,4	0,0	-0,1
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	<b>11,3</b>	<b>4,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,9</b>	-1,2
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	22,1	23,8	25,0	26,5	21,9
Arriérés de paiement :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	29,8	27,3	28,5	34,0	31,2
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	39,2	47,7	27,7	23,9	36,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-15,2	-24,7	-21,7	-24,9	-22,5
Taux de pression fiscale (en %) (norme >=17%)	11,6	13,5	12,9	16,2	16,2
<b>2- TAUX DE CROISSANCE</b>	<b>9,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>8,2</b>	<b>2,1</b>	11,6

## **2.7. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL**

En 2011, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,6% contre 4,1% en 2010. Ce ralentissement est imputable à la contraction du secteur primaire consécutive à la mauvaise campagne agricole. Cette activité s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,4% contre 1,2% en 2010. En 2012, le taux de croissance s'établirait à 3,9%, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs de l'économie.

La situation des finances publiques a été marquée par une aggravation du déficit global en rapport avec la forte progression des dépenses. De ce fait, le déficit global s'est établi à 6,6% du PIB contre 5,2% en 2010. En 2012, le déficit global se situerait à 6,4% du PIB en 2012.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant est passé de 4,9% du PIB en 2010 à 6,1% en 2011, en raison essentiellement de la détérioration de la balance des biens.

La situation monétaire a été caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets et une hausse du crédit intérieur. La hausse du crédit intérieur ayant été plus forte que la baisse des avoirs extérieurs nets, il en est résulté une progression de la masse monétaire de 6,8% pour s'établir à 2712,7 milliards à fin décembre 2011.

S'agissant des indicateurs de convergence, le Sénégal a respecté cinq critères en 2011. Au titre des critères de premier rang, le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal et le taux d'inflation annuel moyen n'ont pas été respectés. Au niveau des critères de second rang, seul le ratio solde extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal n'a pas été respecté en 2011.

### **2.7.1 PRODUCTION**

En 2011, l'activité économique a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance en rapport avec les contreperformances du secteur agricole consécutives à la mauvaise campagne agricole 2011/2012. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 2,6% contre 4,1% en 2010. Le secteur primaire s'est contracté de 10,8% en 2011 après une hausse de 5% en 2010. Cette évolution reflète principalement la contreperformance du sous-secteur agricole qui s'est replié de 21,6% suite à la mauvaise saison hivernale et à la baisse de la quantité des intrants distribués aux agriculteurs. Ce repli est imputable aussi bien à l'agriculture industrielle que vivrière.

Au titre de l'agriculture industrielle, les productions d'arachide et de coton ont respectivement diminué de 59% et 21,1%. En conséquence, l'agriculture industrielle est estimée en baisse de 40,6% par rapport à 2010. L'agriculture vivrière s'inscrit également en repli. En effet, la production céréalière s'est repliée de 36% par rapport

à 2010. Les principales productions ont baissé, de 41% pour le mil, de 47% pour le sorgho, de 33% pour le maïs et de 27% pour le riz. Les productions de niébé et manioc, pour leur part, ont accusé des baisses respectives de 42,2% et 14,5%. Le repli affiché par le secteur primaire a été atténué, toutefois, par la bonne tenue des sous-secteurs de la pêche et de l'élevage, en hausse de 3,1% et 4,7%, respectivement.

Au niveau du secteur secondaire, le regain de dynamisme enregistré en 2010 s'est poursuivi en 2011. En effet, son activité s'est accrue de 7,2% en liaison principalement avec la bonne tenue des sous-secteurs des activités extractives, de la fabrication de produits chimiques, du raffinage de pétrole, de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles, des BTP, des matériaux de construction. Le regain d'activité dans l'industrie extractive, amorcé en 2009, à la faveur du redressement des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), s'est poursuivi. La valeur ajoutée du sous-secteur a augmenté de 17,5% en 2011 contre 5,0% l'année précédente, porté par les productions de phosphate en hausse de 33,4% et de sel et natron en progression de 11,5%.

Quant au secteur tertiaire, il a progressé de 4,0% contre 3,7% en 2010. Cette évolution a été principalement imputable aux sous-secteurs de transports, des services d'hébergement et de restauration, des services financiers, des services aux entreprises et des activités immobilières mais également des services d'éducation et de formation.

En effet, le sous-secteur des transports a progressé de 10,5% contre 5,4% en 2010, reflétant la bonne tenue des activités des transports terrestre et maritime en hausse respectivement de 23,6% et 9,5% sur l'année 2011. L'activité dans les services financiers a augmenté de 11,0% contre 5,7% en 2010 du fait de la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de -1,5 point, 1,5 point et de 2,6 points.

Du côté de la demande, la consommation finale a reculé de 1,6% contre une hausse de 2,4% en 2010, imputable à sa composante privée qui a baissé de 2,5% en 2011 contre 2,2% en 2010. Quant à la consommation publique, elle a progressé de 4,2% contre 3,1% en 2010. La FBCF a augmenté de 2,2% en 2011 contre 1,5% en 2010, sous l'effet de la FBCF privée, en hausse de 4%. En ce qui concerne la FBCF publique, elle s'est repliée de 1,9% en 2011 contre une hausse de 9,1% en 2010.

Au niveau des échanges extérieurs, la demande a été marquée par une baisse, en termes réels, des exportations et des importations respectivement de 4,3% et 0,9%.

En terme nominal, le taux d'investissement est passé de 22,2% en 2010 à 22,4% en 2011. De même, le taux d'épargne intérieure est passé de 7% en 2010 à 10,8% en 2011.

En 2012, il est projeté un taux de croissance de 3,9% contre 2,6% en 2011. Cette croissance devrait être soutenue par l'investissement public à travers la poursuite de la mise en œuvre du plan de réforme du secteur électrique, des travaux relatifs à l'autoroute à péage et à l'aéroport Blaise Diagne, le démarrage des projets financés par le Millenium Challenge Account (MCA) ainsi que le maintien des projets dans les secteurs sociaux.

Au niveau du secteur primaire, l'activité devrait croître de 9,3% contre une baisse de 10,8% en 2011, sous l'impulsion des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. En effet, le sous-secteur agricole progresserait de 14,9% contre une baisse de 21,6% en 2011 sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, d'une situation phytosanitaire maîtrisée mais également de la poursuite de la mise en œuvre de la GOANA. Pour ce qui est du sous-secteur de l'élevage, il progresserait de 4,1% contre 4,7% en 2011, sous l'impulsion du redressement de la production de viande de bétail et du dynamisme des filières laitière et avicole, liés aux mesures d'accompagnement prises par le Gouvernement.

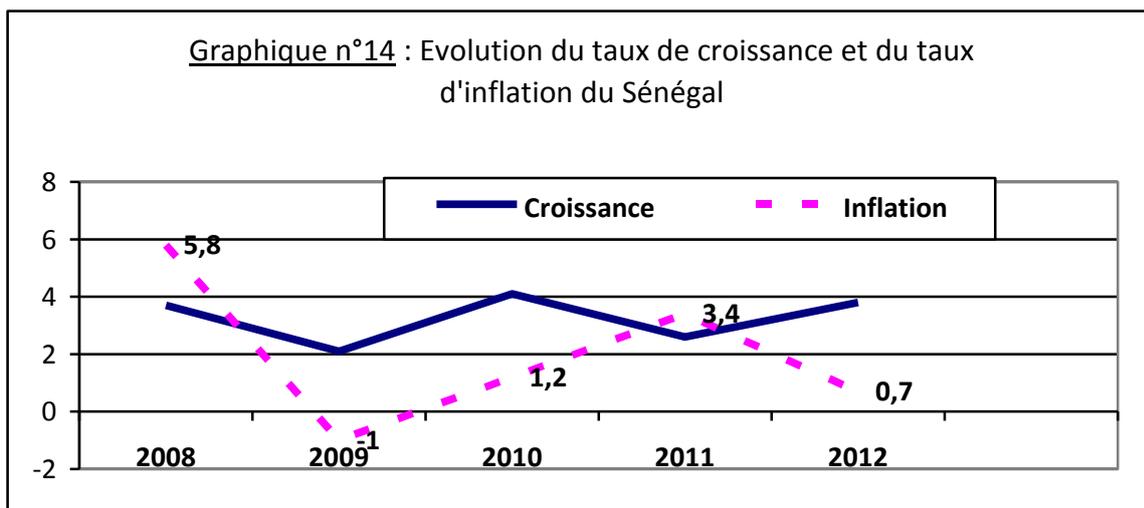
Le secteur secondaire devrait croître à un rythme moins soutenu qu'en 2011. En effet, il est projeté en hausse de 3,7% contre 7,2% en 2011. Cette situation traduit le repli attendu dans les sous-secteurs des corps gras alimentaires, du travail de grain, de la fabrication du cuir et des matériaux de construction conjugué au ralentissement des sous-secteurs de la fabrication de produits alimentaires céréaliers, des activités extractives, de la fabrication des produits chimiques, du raffinage de pétrole et de la construction. Globalement

De même, le rythme de croissance des activités du secteur tertiaire devrait décélérer en 2012 sous l'effet de la contraction des activités d'hébergement et de restauration conjugué au ralentissement de l'essentiel des sous-secteurs, dont le transport, les services financiers, les activités immobilières et les services aux entreprises. Globalement, le secteur devrait croître de 2,9% après une hausse 4,1% en 2011.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient respectivement de 1,2 point, 0,8 point et de 1,9 point.

Du côté de la demande en 2012, la consommation finale ressortirait en hausse de de 1,6% contre une baisse de 1,6% en 2011, soutenue principalement par sa composante publique en progression de 2,5%. La FBCF augmenterait de 4,7%, reflétant ainsi le dynamisme des investissements publics qui devraient se conforter de 9,0%. L'investissement privé, pour sa part, devrait croître à un rythme moins soutenu de 3,0%, en raison de la persistance de la crise en Europe mais également des tensions qui ont marqué l'élection présidentielle de 2012.

En terme nominal, le taux d'investissement s'établirait à 22,9% contre 22,4% en 2011. Quant au taux d'épargne intérieure, il passerait 10,8% en 2011 à 11,2% en 2012.



### 2.7.2. PRIX ET INFLATION

En 2011, des tensions inflationnistes ont été observées suite au renchérissement des produits alimentaires et pétroliers. Cette situation a été induite par la hausse des prix des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées », des « transports » et « logement, eau électricité et gaz », respectivement de 6,7%, 5,5% et de 3,1% contre des hausses de 2,9%, 3,1% et 2,1% pour la même période en 2010. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,4% contre 1,2% en 2010 et le taux moyen d'inflation sous-jacente a été de 1,8% contre -0,5% en 2010.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de 2012, la hausse du niveau des prix, relativement modérée, est ressortie à 2,1%. Cette évolution s'explique par les niveaux des prix des produits alimentaires et des services liés au transport et à l'enseignement, qui ont progressé respectivement de 3,1%, 4,9% et de 2,5%. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel s'établirait à 0,7% en 2012.

### 2.7.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

L'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une dégradation du solde global qui est ressorti à -6,6% du PIB contre -5,2% du PIB en 2010. Les recettes budgétaires ont progressé de 11,2% pour représenter 20,2% du PIB contre 19,4% en 2010. L'évolution des recettes budgétaires est imputable aussi bien aux recettes fiscales que non fiscales. En effet, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 7,7% en 2011 contre 10,2% un an auparavant. Cette performance reflète essentiellement l'amélioration du recouvrement des taxes intérieures et des droits de porte.

En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles ont augmenté de 18,6%, en liaison avec la bonne tenue des redevances du domaine, des télécommunications et des dividendes et produits financiers. Quant aux dons, ils se sont inscrits en baisse de 7,3% reflétant essentiellement une chute au niveau des dons budgétaires.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 14,1% pour s'établir à 29,0% du PIB contre 27,1% l'année précédente, en liaison principalement avec les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 19,8% sous l'effet, notamment de la progression des charges d'intérêt sur la dette publique totale de 71,0%, de la masse salariale de 9,1%, les dépenses de fonctionnement et les transferts et subventions qui ont enregistré des hausses respectives de 13,1% et 33,1%. Les dépenses en capital en progression de 2,3% sont tirées principalement par sa composante sur ressources internes, qui a augmenté de 16,5% en 2011. Au total, le solde global s'est établi à -6,6% du PIB contre -5,2% en 2010.

Au titre de l'année 2012, les prévisions indiquent une progression des recettes budgétaires de 8,8%, pour représenter ainsi 20,7% du PIB. Cette situation serait imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'à celles non fiscales en hausse respectivement de 6,2% et de 91,9%. Cette évolution refléterait un bon niveau de recouvrement des taxes intérieures, des droits de porte et de l'impôt sur le revenu, à la faveur de l'élargissement de l'assiette fiscale et actions portant sur l'amélioration des performances de l'administration fiscale et le renforcement de la transparence.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils augmenteraient de 9,3% et représenteraient 29,8% du PIB. Cette hausse serait tirée principalement par les dépenses courantes et les dépenses d'investissement effectuées sur ressources extérieures.

Les dépenses courantes, en hausse de 4,3%, seraient tirées essentiellement par les dépenses de fonctionnement, les dépenses de personnel et les charges d'intérêt sur la dette intérieure. En effet, les dépenses de fonctionnement et les dépenses de personnel devraient enregistrer respectivement des hausses de 3,1% et 5,1%. Les charges d'intérêts sur la dette publique sont projetées en hausse de 8,8%. Au total, le déficit budgétaire global ressortirait à 6,4% du PIB en 2012 contre 6,6% un an plus tôt.

En ce qui concerne la dette publique, son encours total a représenté 37,3% du PIB contre 34,4% en 2010. En 2012, ce ratio est projeté à 39,6% du PIB. Le service de la dette publique extérieure représenterait 10% des recettes budgétaires en 2012 et 7,5% des exportations de biens et services contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

#### **2.7.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Les transactions extérieures du Sénégal en 2011 se sont soldées par un déficit de 123,0 milliards contre un excédent de 116,0 milliards en 2010. Cette évolution a résulté d'une aggravation du déficit du compte courant et d'une baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte courant s'est accentué pour ressortir à 382,2 milliards en 2011, contre un niveau de 288,9 milliards en 2010, en raison essentiellement de la détérioration de la balance des biens et services. L'aggravation du déficit commercial ne doit cependant pas masquer la progression des exportations de produits

halieutiques et des acides phosphoriques. Quant aux importations, elles ont augmenté portées par les produits alimentaires et les produits pétroliers en liaison avec la hausse des cours sur le marché international. Hors dons, le déficit courant s'est établi à 6,1% du PIB en 2011 contre 4,9% en 2010.

La baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui est passé de 409,6 milliards en 2010 à 262,0 milliards en 2011 est due principalement aux autres investissements privés dont le déficit s'est aggravé pour ressortir à 285,6 milliards contre 130,9 milliards en 2010.

### **2.7.5. SITUATION MONETAIRE**

La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est établie à 864,9 milliards à fin décembre 2011, en repli de 123 milliards ou 12,5% par rapport à fin décembre 2010. La baisse des avoirs extérieurs nets résulte de la contraction de 114,7 milliards des avoirs extérieurs nets des banques et de celle de 8,3 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

L'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 275,0 milliards ou 14,9% à fin décembre 2011, pour ressortir à 2.122,3 milliards. La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 31,0 milliards, pour s'établir à 169,3 milliards à fin décembre 2011. Les crédits à l'économie ont augmenté de 18,6% en un an pour s'établir à 1.953,0 milliards à fin décembre 2011. Les crédits ordinaires, qui constituent la principale composante des crédits à l'économie dans ce pays, se sont accrus de 310,2 milliards ou 19,0%, contrastant avec le repli des crédits de campagne de 4,2 milliards. L'accroissement des crédits ordinaires s'explique principalement par la mise en place de concours bancaires au profit des opérateurs du secteur privé exerçant dans les secteurs des de la distribution des hydrocarbures, de l'énergie, de l'agro-industrie, des industries manufacturières, des télécommunications, des BTP et des services.

La masse monétaire a progressé de 6,8% en un an, pour se situer à 2.712,7 milliards à fin décembre 2011. Les dépôts en banque et la circulation fiduciaire ont progressé respectivement de 7,2% et de 4,9%.

## 2.7.6 ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2011

L'état de la convergence se présente comme suit :

### Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** en 2011 est ressorti à -4,2% du PIB contre -1,8% l'année précédente. En 2012, ce ratio s'établirait à -2,3%;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi à 3,4% contre 1,2% en 2010. En 2012, au regard de l'évolution des prix au cours des quatre premiers mois trimestre, le taux d'inflation pourrait s'établir à 0,7% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal** a représenté 37,3% du PIB contre 34,4% en 2010. En 2012, ce ratio s'établirait à 39,6% du PIB ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - la non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante a été respectée et le serait en 2012 ;
  - la non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante a été respectée et le serait en 2012.

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est établi à 33,3% contre 32,8% un an plus tôt. En 2012, ce ratio se situerait à 32,9% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est établi à 39,5% contre 36,5% en 2010. En 2012, il pourrait s'établir à 37,4% ;
- **Le ratio solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** s'est établi à -6,1% contre -4,9% en 2010. En 2012, ce ratio se situerait à -8,7% ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est établi à 18,9% en 2011 contre 18,8% en 2010. En 2012, il devrait rester au même niveau.

Au total, cinq critères de convergence ont été respectés en 2011. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal et le taux d'inflation n'ont pas été respectés. Au niveau du second rang, seul celui relatif au solde extérieur courant n'a pas été respecté.

## 2.7.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'activité économique en 2011 a été marquée par un ralentissement de son rythme imputable principalement aux contreperformances du secteur primaire suite à la mauvaise campagne agricole. La situation des finances publiques a été marquée par une dégradation du solde global en liaison avec une forte progression des dépenses. L'année 2012 serait marquée par une reprise de l'activité avec un taux de croissance de 3,9% du PIB réel, sous l'effet du dynamisme de l'ensemble des secteurs.

Toutefois, cette perspective optimiste reste menacée par des risques substantiels. En effet, les difficultés du secteur de l'énergie électrique, caractérisé par un accroissement rapide de la demande et une lenteur dans la mise en œuvre des réformes constituent un facteur contraignant du secteur productif. Par ailleurs, la poursuite du relèvement des prix du pétrole, la baisse marquée des envois de fonds, de l'aide officielle et de l'investissement direct étranger pourraient ralentir la reprise de l'économie nationale. Dans ce contexte, afin de consolider le cadre macroéconomique et conforter le processus de convergence, la Commission recommande aux Autorités sénégalaises d'accorder la priorité aux mesures suivantes :

- assurer une meilleure maîtrise de l'eau en vue d'accroître une bonne production vivrière ;
- poursuivre les efforts consentis dans la production et la distribution de l'énergie électrique dans le cadre de la mise en œuvre effective du plan « Takkal » ;
- poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques afin de préserver la soutenabilité du déficit budgétaire, notamment par la maîtrise des dépenses courantes, en particulier les subventions, la masse salariale et les intérêts de la dette ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques.

**SENEGAL :**

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- <u>INDICATEURS DE CONVERGENCE</u></b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	-0,3	-2,2	-1,8	-4,2	-2,3
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	5,8	-1,0	1,2	3,4	0,7
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) (norme <= 70%)	24,8	32,6	34,4	37,3	39,6
Arriérés de paiement :					
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	4,4	0,0	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
<b>Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme &lt;= 35%)</b>	32,0	33,6	32,8	33,3	32,9
<b>Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme &gt;= 20%)</b>	28,9	34,0	36,5	39,5	37,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-14,6	-7,1	-4,9	-6,1	-8,7
Taux de pression fiscale (en %) (norme>=17%)	18,1	18,0	18,8	18,9	18,9
<b>2- <u>TAUX DE CROISSANCE</u></b>	3,7	2,1	4,1	2,6	3,9

## **2.8 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO**

En 2011, le taux de croissance réel de l'activité économique a été de 4,9% contre 4,0% en 2010. Cette évolution s'explique par la performance des cultures de rente (coton et café) et par la bonne tenue de certaines branches du secteur secondaire et du secteur tertiaire. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par la hausse des prix. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 3,6% contre 1,4% en 2010. En 2012, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 5,6%.

Dans le domaine des finances publiques, la situation a été caractérisée par une dégradation des principaux soldes budgétaires. Le solde global s'est détérioré en ressortant à -1,1% du PIB contre 0,3% en 2010. En 2012, ce solde global est estimé à -9,6%.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant est ressorti à 6,6% du PIB en 2011 contre 6,3% en 2010. Cette évolution est en ligne avec la dégradation de la balance commerciale impulsée par la progression des importations. En 2012, le déficit représenterait 6,8% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une amélioration des avoirs extérieurs nets et une hausse du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 15,9% pour se situer à 831,3 milliards à fin décembre 2011.

En matière de convergence, tous les critères de premier rang, excepté le taux d'inflation ont été respectés en 2011. Au titre des critères de second rang, seul le critère relatif aux investissements sur ressources internes a été respecté.

### **2.8.1. PRODUCTION**

Le taux de croissance du PIB réel en 2011, a été de 4,9%. Cette évolution s'explique par les performances de l'ensemble des secteurs d'activité.

La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 5,1% contre 2,3% en 2010. Au niveau de l'agriculture, la production des cultures vivrières a progressé de 4,4%. Toutes les cultures ont enregistré des augmentations en 2011, sauf le mil et le sorgho qui ont connu une légère régression. Au niveau des cultures de rente, la production a progressé de 28,5%. La culture du coton a enregistré une hausse de 70,6% pour atteindre 80 000 tonnes en raison de la dynamisation du secteur due aux réformes effectuées dans la filière, la confiance des producteurs et de l'évolution favorable des prix aux producteurs et sur le marché international. La production du cacao a régressé de 10,7% tandis que celle du café a connu une hausse de 8,2%.

Le secteur secondaire a crû de 4,5%. Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 17,0% contre 2,1% en 2010. La valeur ajoutée du clinker est en hausse de 10,7% et celle du phosphate a progressé de 21,7% contre un recul de 2,9% en 2010, suite aux investissements réalisés par la Société Nationale des Phosphates du Togo (SNPT) qui ont permis de rénover le matériel d'exploitation. Les industries manufacturières sont en hausse de 7,4%. La valeur ajoutée de la branche

"Electricité, Eau et Gaz" a reculé de 32,0% contre une hausse de 10,1% en 2010 et celle des "BTP" a connu un taux d'accroissement de 21,1%.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 4,9% contre 4,8% en 2010. Le recul de la branche "Autres services marchands" de 2,1% est compensé par la croissance des branches "Commerce", "Transports, Entrepôts et Communications" et " Banques, Assurances " avec des taux respectifs de 3,0%, 1,1% et 1,8%.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été respectivement de 1,8 point, 1,1 point et 2,0 points.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la consommation finale et l'investissement. La consommation finale a augmenté de 6,9% grâce au dynamisme de la consommation privée en hausse de 8,0%, la consommation publique ayant reculé de 0,6%. Quant aux investissements, ils ont progressé de 8,7%, sous l'impulsion des investissements publics, grâce aux grands travaux entrepris par le Gouvernement.

Au total, les contributions à la croissance du PIB de la consommation de l'investissement et des échanges extérieurs ont été respectivement de 7,4 points, 2,6 points et -5,1 points.

La prévision de l'année 2012 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production agricole, industrielle et des investissements publics. Le taux de croissance du PIB réel en 2012 serait de 5,6%.

Le taux de croissance du secteur primaire serait de 4,6%. La valeur ajoutée des cultures vivrières progresserait de 2,0% et celle des cultures de rente serait en hausse de 19,8% impulsée par le café et le coton.

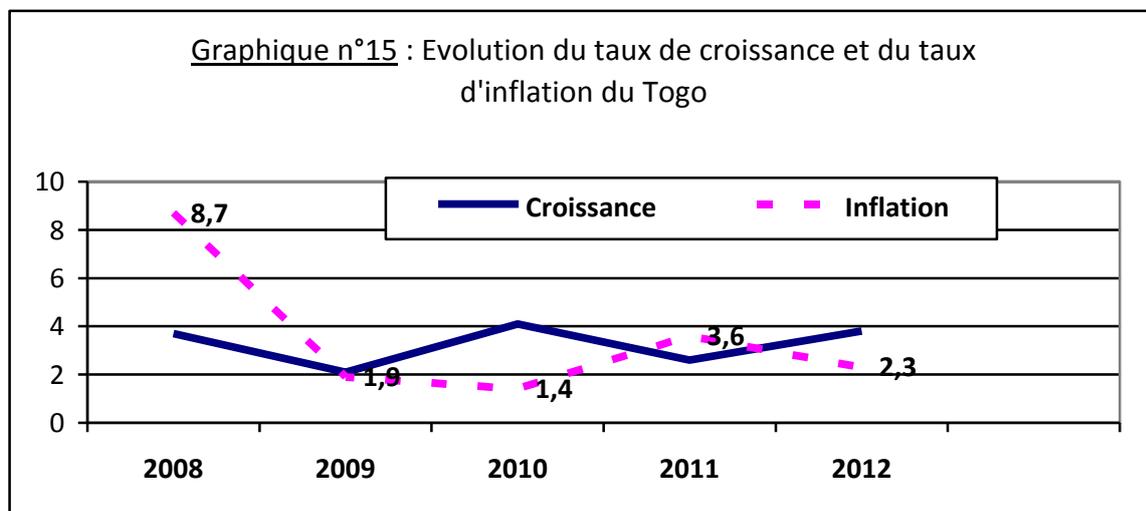
La valeur ajoutée du secteur secondaire croîtrait de 13,9% contre 4,5% en 2011. La normalisation de la fourniture d'électricité et l'optimisme des chefs d'entreprise expliquent pour l'essentiel cette évolution du taux de croissance.

Le secteur tertiaire augmenterait de 2,9% contre 4,9% en 2011. Les branches « Commerce », « Banques, Assurances » et «Transport, Entrepôts et Communications » seraient en hausse respectivement de 4,1%, 5,6% et 3,0%. Ces performances des services seraient en relation avec la progression des crédits à l'économie et l'évolution des activités portuaires et aéroportuaires

Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient respectivement de 1,8 point, 2,7 points et 1,1 point.

Du côté de la demande, la croissance en 2012 serait soutenue par les investissements. En effet, les investissements croîtraient de 15,6% sous l'impulsion de ses deux composantes, publique et privée qui seraient en hausse respectivement de 18,3% et 12,8%. Le taux élevé du secteur public explique la forte croissance des dépenses publiques d'investissement dans le pays. La consommation finale serait en baisse de 15,2% sous l'influence de la consommation privée en baisse de 17,7%.

Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs seraient respectivement de -16,8 points, 3,0 points et 19,4 points.



### 2.8.2. PRIX ET INFLATION

En 2011, les tensions inflationnistes ont été fortes avec un taux d'inflation annuel moyen de 3,6% contre 1,4% en 2010. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions «Transport », «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles», «Santé» et «Biens et services divers» pour respectivement 5,2%, 5,8%, 3,5% et 6,0%. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 3,4% en 2011 contre 1,5% en 2010.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2012, le taux d'inflation s'est établi à 2,1% contre 3,9% sur la même période en 2011. Les niveaux des prix des fonctions de consommation ont progressé de façon modérée. Les principales hausses concernent trois fonctions notamment les « Biens et services divers », «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles » et « transports » sur l'ensemble avec des chiffres de 6,8%, 5,7% et 6,8%. En 2012, le taux d'inflation annuel moyen serait de 2,3%.

### 2.8.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2011, ont été caractérisées par une progression de 11,7% des recettes totales et dons atteignant 23,0% du PIB contre 22,9% en 2010 et une hausse de 18,7% des dépenses totales et prêts nets. Il s'en est dégagé un solde global de -1,1% du PIB contre 0,3% en 2010.

Les recettes fiscales ont été en hausse de 18,1% pour s'établir à 16,7% du PIB contre 15,7% en 2010. Cette performance est impulsée par la TVA, en hausse de 22,7%, en relation avec les efforts de recouvrement et la poursuite de la mise en œuvre des réformes entamées dès 2009 par les régies financières. Les recettes non

fiscales ont enregistré une baisse de 50,0% en 2011 pour s'établir à 1,4% du PIB contre 3,2% en 2010. Ce repli s'explique par le niveau exceptionnel enregistré en 2010 dû aux revenus tirés du renouvellement des licences des sociétés de téléphonie mobile. Les dons ont progressé de 35,9% après la baisse de 4,0% en 2010, pour soutenir la construction des infrastructures publiques.

Les dépenses totales et prêts nets ont connu une augmentation de 18,7% pour représenter 24,1% du PIB contre 22,6% en 2010, sous l'effet conjugué des dépenses courantes et des dépenses d'investissement.

Les dépenses courantes ont crû de 19,6% et ont atteint 15,8% du PIB contre 14,7% en 2010. Cette forte évolution est impulsée par les progressions de 26,7% des "Salaires et traitements" à 6,0% du PIB contre 5,3% en 2010, et de 38,6% des « transferts et subventions ».

Les dépenses en capital ont été en hausse de 16,7% et se sont établies à 8,3% du PIB contre 7,9% en 2010. Cette hausse est portée essentiellement par les dépenses en capital sur financements internes en croissance de 47,5% par rapport à 2010, et représentant 3,9% du PIB contre 2,9% en 2010.

Au total, le solde global hors dons et le solde global se sont détériorés en 2011 en s'établissant respectivement à -6% et -1,1% du PIB contre -3,7% et 0,3% en 2010.

Au titre de l'année 2012, les prévisions indiquent une progression des recettes budgétaires de 7,7%. Les recettes fiscales croîtraient de 4,3% pour ressortir à 16,2% du PIB. Les recettes non fiscales augmenteraient de 47,2% pour ressortir à 2,0% du PIB. Les dons baisseraient de 15,6% et représenteraient 3,8% du PIB contre 4,9% en 2010.

Les dépenses totales et prêts nets évolueraient en hausse de 41,0% pour atteindre 31,6% du PIB en 2012 contre 24,1% en 2011. Ces dépenses seraient tirées par les dépenses d'investissement qui connaîtraient une croissance de 101,2% et atteindraient 15,5% du PIB contre 8,3% en 2011. Les dépenses en capital sur ressources internes augmenteraient de 56,3% et atteindraient 5,7% du PIB, pour soutenir et poursuivre les travaux d'infrastructures dans les principales villes. Les dépenses courantes progresseraient de 9,7% pour s'établir à 16,1% du PIB, en rapport avec l'accroissement de la masse salariale de 3,8% et des transferts et subventions.

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global se creuseraient en 2012 en s'établissant respectivement à 13,4% et 9,6% du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours a été évalué en 2011 à 809,1 milliards contre 740,6 milliards en 2010, soit 46,4% du PIB contre 47,1% en 2010. Il est composé à 34,5% de dette extérieure. Le service de la dette publique extérieure a représenté 2,4% des recettes budgétaires contre 8,7% en 2010. En 2012, ce ratio représenterait 4,7%.

#### **2.8.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS**

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 31,7 milliards en 2011, en réduction de 4,8 milliards par rapport à l'année précédente, sous l'effet d'une dégradation du déficit courant.

Le déficit courant s'est situé à 111,4 milliards, en hausse par rapport aux estimations de 2010, 98,9 milliards. Cette évolution est imputable à la dégradation de la balance des biens et des services, en ligne avec la hausse des importations, qui a en même temps alourdi la facture du fret. Toutefois, cette tendance a été atténuée par une amélioration des transferts courants en faveur du secteur privé. Le déficit du compte courant, hors dons, rapporté au PIB s'est situé à 8,0% contre 7,7% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a été de 146,7 milliards en 2011 contre un niveau de 130,0 milliards un an plus tôt, en liaison notamment avec l'accroissement des autres tirages publics et la baisse des amortissements dus au titre de la dette extérieure publique. L'amélioration de cet excédent a été aussi influencée par la hausse des flux entrant d'investissements de portefeuille et d'investissements directs étrangers, en raison de l'octroi d'une nouvelle licence de téléphonie mobile.

#### **2.8.5. SITUATION MONETAIRE**

La position extérieure nette des institutions monétaires au 31 décembre 2011 s'est améliorée de 31,7 milliards par rapport aux réalisations de la même période de l'année 2010, pour s'établir à 291,1 milliards. Cette évolution est imputable à la hausse de 24,9 milliards des avoirs extérieurs nets des banques et de 6,8 milliards de ceux de la BCEAO.

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 605,0 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 107,4 milliards ou 21,6% par rapport à fin décembre 2010. La position nette débitrice du Gouvernement s'est améliorée de 39,8 milliards pour ressortir à 98,9 milliards à fin décembre 2011. L'encours des crédits à l'économie a progressé de 147,3 milliards pour se situer à 506,0 milliards à fin décembre 2011, en liaison avec la hausse de 147,3 des crédits ordinaires accordés. Ces crédits ont bénéficié à des entreprises exerçant dans le secteur de la distribution de produits pétroliers, de l'industrie chimique liée au phosphate ainsi que du commerce général.

La masse monétaire s'est accrue de 15,9% en un an pour s'établir à 831,3 milliards à fin décembre 2011. Cette hausse de la liquidité globale résulte de l'accroissement de 19,5% des dépôts en banque dont l'effet a été conforté par la progression de 5,7% de la circulation fiduciaire.

## 2.8.6. ETAT DE LA CONVERGENCE

L'état de la convergence en 2011 se présente comme suit :

### Critères de premier rang

- **Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal** en 2011 est ressorti à 0,1% du PIB contre 3,2% l'année précédente. Il est projeté à -2,6% en 2012 ;
- **Le taux d'inflation annuel moyen** s'est établi à 3,6% contre 1,4% en 2010. Le taux d'inflation sous-jacente a été de 3,4% contre 1,5% en 2010. En 2012, le taux d'inflation serait de 2,3% ;
- **Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal** a représenté 46,4% du PIB contre 47,1% en 2010. En 2012, le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal représenterait 44,7% du PIB ;
- **Les arriérés de paiement :**
  - la **non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011 et le serait en 2012 ;
  - la **non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère a été respecté en 2011 et le serait en 2012.

### Critères de second rang

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales** s'est établi à 35,9% contre 33,5% un an plus tôt. En 2012, ce ratio s'établirait à 35,7% ;
- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est situé à 23,4% contre 18,7% en 2010. En 2012, ce critère s'établirait à 35,7% ;
- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal** s'est établi à -8,0% contre -7,7% en 2010. En 2012, il serait toujours à -8,2% ;
- **Le taux de pression fiscale** s'est situé à 16,7% du PIB en 2011 contre 15,7% en 2010. En 2012, ce taux s'établirait à 16,2%.

Au total, trois critères de premier rang ont été respectés en 2011. Le taux d'inflation a été le seul critère de premier rang non respecté. Quant aux critères de second rang, celui relatif aux investissements sur ressources internes a été le seul respecté.

## **2.8.7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

L'activité économique en 2011 s'est déroulée dans un contexte favorable marqué par une bonne pluviométrie. En dépit des efforts enregistrés dans le recouvrement des recettes budgétaires les principaux soldes budgétaires se sont dégradés.

Afin de consolider la croissance et parvenir à la convergence en maintenant les progrès enregistrés, il conviendrait d'inviter les autorités togolaises à prendre les dispositions suivantes :

- poursuivre le soutien à la production vivrière pour favoriser l'approvisionnement des marchés en vue de maîtriser l'inflation ;
- poursuivre la diversification de la base productive en vue d'assurer une croissance forte et durable ;
- renforcer les actions de recouvrement des recettes budgétaires en vue d'atteindre la norme communautaire relative à la pression fiscale ;
- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques ;
- maîtriser l'évolution des dépenses courantes notamment la masse salariale et les transferts et subventions.

TOGO année	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1- <u>INDICATEURS DE CONVERGENCE</u></b>					
<b>Premier rang</b>					
<b>Solde budgétaire de base /PIB nominal (en %) (Norme &gt;=0)</b>	0,3	0,2	3,2	0,1	-2,6
<b>Taux d'inflation annuel moyen (en %) (norme &lt;=3%)</b>	8,7	1,9	1,4	3,6	2,3
Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en%) ( norme <= 70%)	82,4	86,2	47,1	46,4	44,7
Arriérés de paiement :	0,5	28,7	17,4	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,0	26,6	17,4	0,0	0,0
non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante (en milliards)	0,5	2,1	0,0	0,0	0,0
<b>Second rang</b>					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (en %) norme <= 35%)	33,3	41,2	33,5	35,9	35,7
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %) (norme >= 20%)	12,9	16,5	18,7	23,4	35,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %) (norme >=-5%)	-8,3	-7,1	-7,7	-8,0	-8,2
Taux de pression fiscale (en %) (norme>=17%)	14,9	15,3	15,7	16,7	16,2
<b>2- <u>TAUX DE CROISSANCE</u></b>	2,4	3,4	4,0	4,9	5,6

### 3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION

L'activité économique a connu un ralentissement en 2011, en raison principalement de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire. Le taux de croissance est ressorti à 0,7% contre 4,5% en 2010. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de reprise des tensions inflationnistes, en rapport principalement avec la hausse des prix des produits alimentaires et des transports et les mauvais résultats de la campagne agricole 2011/2012. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,9% contre 1,4% en 2010. Pour l'année 2012, il est attendu un taux de croissance de 5,9% porté par la forte reprise en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Niger.

En 2011, la situation des finances publiques a été caractérisée par une aggravation des déficits budgétaires, en rapport notamment avec la situation en Côte d'Ivoire. Le déficit global est ressorti à 4,0% du PIB contre 2,8% en 2010. En 2012, il ressortirait à 4,9% du PIB.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant est ressorti à 2,1% du PIB en 2011 contre 4,9% en 2010, du fait principalement de l'amélioration de la balance commerciale. En 2012, le déficit représenterait 3,2% du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 11,0%, pour s'établir à 13 663,9 milliards à fin décembre 2011.

Dans l'ensemble, la situation économique a été difficile en 2011, se traduisant par un recul des résultats en matière de convergence. Trois Etats membres, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont respecté les quatre critères de premier rang. Le critère clé a été respecté par deux autres Etats membres. En 2012, quatre Etats membres respecteraient les quatre critères de premier rang, le Bénin rejoignant les Etats l'ayant respecté en 2011.

#### 3.1 PRODUCTION

En 2011, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 0,7% contre 4,5% en 2010, en relation principalement avec la contraction de l'activité économique en Côte d'Ivoire, à la suite de la crise post-électorale. En outre, la plupart des Etats membres ont enregistré une baisse de la production vivrière, en particulier dans les pays sahéliens, en rapport avec de mauvaises conditions climatiques. La croissance a ralenti dans la plupart des Etats membres. Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : **Bénin (3,1%), Burkina (4,2%), Côte d'Ivoire (-4,7%), Guinée-Bissau (5,3%), Mali (2,7%), Niger (2,1%), Sénégal (2,6%) et Togo (4,9%).**

Pour l'année 2012, les perspectives indiquent un taux de croissance de 6,5% avec principalement la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, le démarrage de l'exploitation du pétrole au Niger. Toutefois, l'évolution récente de la situation socio politique en Guinée-Bissau et au Mali est devenue une nouvelle source d'inquiétudes. Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme

suit : **Bénin (3,5%), Burkina Faso (7,0%), Côte d'Ivoire (8,1%), Guinée-Bissau (4,5%), Mali (-1,2%), Niger (11,6%), Sénégal (3,9%) et Togo (5,6%).**

### **3.2 PRIX ET INFLATION**

En 2011, l'activité s'est déroulée dans un contexte de reprise de tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,9% contre 1,4% en 2010, en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires et des prix des transports. Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présenterait comme suit : **Bénin (2,7%), Burkina Faso (2,8%), Côte d'Ivoire (4,9%), Guinée-Bissau (5,1%), Mali (3,0%), Niger (2,9%), Sénégal (3,4%) et Togo (3,6%).**

Pour 2012, sur la base de l'évolution notée au cours des quatre premiers mois de l'année, la tendance est à une modération de la progression des prix dans la plupart des Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Les plus forts ralentissements ont été enregistrés en Côte d'Ivoire et au Niger. En Côte d'Ivoire, le taux d'inflation sur les quatre premiers mois est ressorti à 0,2% contre 5,4% enregistré pour la même période en 2011. Pour le Niger, le taux est de 0,0% contre 3,0% enregistré au cours des quatre mois de l'année 2011.

D'une manière générale, l'inflation dans l'Union a été influencée par l'impact baissier sur les prix des mesures prises dans la plupart des Etats. Ces mesures ont trait notamment à la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la distribution de semences pour les cultures de contre-saison dans les pays du Sahel. Des mesures ont également été prises pour limiter les tensions sur les prix des produits de première nécessité, notamment le riz.

Toutefois, au Bénin et au Mali, une évolution inverse a été notée malgré les mesures d'atténuation décidée par ces Etats membres. Si au Bénin, la situation s'explique en partie par la hausse à la pompe des prix des produits pétroliers au Nigéria, au Mali la hausse pourrait être imputable à la perturbation des circuits commerciaux dans un contexte de troubles socio-politique et de mauvaise campagne agricole.

Pour l'ensemble de l'année 2012, le taux d'inflation annuel moyen pourrait se situer autour de 2,5%. Le Bénin et le Mali ne pourraient pas respecter la norme communautaire.

### **3.3 FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE**

En 2011, la situation des finances publiques a été caractérisée par une aggravation des déficits budgétaires due à la progression des dépenses. Les recettes budgétaires ont diminué de 0,1% pour représenter 17,0% du PIB contre 17,8% en 2010. Cette évolution, imputable à la situation en Côte d'Ivoire, ne doit pas masquer la hausse enregistrée au niveau de tous les autres Etats membres. La progression serait fondée sur la poursuite de l'application des mesures administratives dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale et le début de la mise en œuvre du programme de transition fiscale.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : **Bénin (15,5%), Burkina Faso (14,5%), Côte d'Ivoire (13,1%), Guinée-Bissau (8,8%), Mali (14,8%), Niger (16,2%), Sénégal (18,9%) et Togo (16,7%).**

Les recettes non fiscales ont diminué de 16,1% pour représenter 1,4% du PIB contre 1,7% en 2010 sous l'effet principalement de leur recul en Côte d'Ivoire. Les dons ont baissé pour représenter 2,3% du PIB contre 2,4% en 2010.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 5,7% pour représenter 23,2% du PIB contre 23,0% en 2010. Cet accroissement a été porté principalement par les dépenses courantes, les dépenses en capital n'ayant augmenté que de 3,8%. Cette hausse résulte de la forte progression enregistrée dans la plupart des Etats membres, atténuée par le repli en Côte d'Ivoire. Dans les Etats où les dépenses courantes ont connu une hausse sensible, l'augmentation est liée à l'accroissement de la masse salariale, en rapport avec les recrutements effectués et les paiements d'indemnités aux fonctionnaires dans plusieurs Etats membres. Au titre des dépenses d'investissement, la composante financée sur ressources internes s'est accrue de 7,6%. La hausse a concerné tous les Etats membres à l'exception de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et du Mali.

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global se sont aggravés pour représenter 6,3% et 4,0% du PIB, respectivement, contre 5,2% et 2,8% en 2010.

En 2012, il est attendu une aggravation des déficits budgétaires. Les recettes budgétaires progresseraient de 18,8% pour représenter 18,2% du PIB. La hausse serait due principalement à l'accroissement attendu des recettes en Côte d'Ivoire suite à la normalisation de la situation socio-économique. Elle concernerait également tous les autres Etats membres. Il en résulterait un taux de pression fiscale de 16,0%.

Les dépenses totales et prêts nets s'accroîtraient de 23,2% pour représenter 25,8% du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée par les deux composantes de la dépense. Les dépenses courantes progresseraient de 13,5%, essentiellement sous l'effet de l'accroissement attendu de la masse salariale de 16,3% tiré par la forte progression (30,6%) attendue en Côte d'Ivoire. La pression sur la masse salariale en Côte d'Ivoire serait liée aux nouveaux recrutements, à la prise en compte de l'incidence financière des changements de situation administrative et au paiement des arriérés de solde sur glissements catégoriels. Quant aux dépenses en capital, elles s'accroîtraient de 51,3%. Au total, le déficit global hors dons s'aggraverait pour représenter 7,6% du PIB et le déficit global ressortirait à 4,9% du PIB.

A fin 2011, l'encours de la dette publique a représenté 41,6% du PIB contre 42,9% à fin décembre 2010. En 2012, le ratio se situerait à 36,1%. Toutefois, ce taux pourrait baisser davantage avec le bénéfice attendu de l'initiative PPTTE et de l'IADM et si la Côte d'Ivoire parvenait à atteindre le point d'achèvement des initiatives d'allègement de la dette. Le service de la dette publique extérieure a représenté 13,3% des recettes budgétaires contre 14,6% en 2010. Ce ratio serait de 12,3% en 2012.

### 3.4 COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Les estimations pour l'année 2011 font état d'une nette détérioration du profil des transactions extérieures de l'Union par rapport à l'année 2010. En effet, les échanges extérieurs se sont soldés par un excédent de 323,1 milliards, contre 644,6 milliards un an plus tôt<sup>4</sup>. Cette évolution est en ligne avec la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, nonobstant le recul du déficit des transactions courantes.

Le déficit du compte courant s'est réduit de 56,0%, pour ressortir à 747,4 milliards de francs CFA, sous l'effet d'une amélioration sensible du solde commercial, dont l'impact a été atténué par l'aggravation du déficit des services, des revenus nets et la baisse du solde des transferts courants.

L'évolution de la balance commerciale résulterait d'une progression des exportations (+707,9 milliards), conjuguée à un recul des importations (-338,3 milliards). Le dynamisme des exportations serait en rapport avec la progression des ventes du cacao en Côte d'Ivoire, en ligne notamment avec les mesures d'allègement des procédures et des normes de qualité exigées par le Gouvernement, en vue de faciliter l'évacuation des stocks accumulés. La hausse des exportations a également été soutenue par la bonne orientation des prix du pétrole, de l'or et du coton. Quant à la baisse des importations, elle s'explique essentiellement par un recul des acquisitions nettes des biens d'équipement (475,7 milliards), après le niveau exceptionnellement élevé atteint en Côte d'Ivoire au cours de l'année 2010. Cette tendance a, toutefois, été atténuée par l'accroissement de la facture pétrolière et alimentaire, ainsi que les acquisitions en biens intermédiaires.

Le déficit structurel de la balance des services s'est accru de 2,3%, pour se situer à 2.031,5 milliards. Cette évolution est essentiellement imputable à l'accroissement de la consommation des services spécialisés par les entreprises des secteurs minier, pétrolier et des télécommunications, nonobstant la légère baisse des dépenses de fret.

Le déficit de la balance des revenus a augmenté en 2011, passant de 797,3 milliards en 2010 à 808,6 milliards un an plus tard. Cette évolution est essentiellement liée à l'ampleur des paiements des intérêts au titre de la dette extérieure, au cours de la période sous revue.

La diminution du solde excédentaire des transferts courants de 7,4% résulte essentiellement du reflux concomitant des entrées nettes de ressources au titre des transferts courants privés et des aides alimentaires publiques. La baisse des transferts courants privés résulte principalement du recul des envois de fonds migrants, en ligne notamment avec la crise libyenne. Quant à la diminution des transferts courants publics, elle traduit un retour à la normale, après les appuis importants reçus en 2010 par les pays du Sahel, dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire induite par le déficit céréalière de la campagne agricole 2009/2010.

---

4 Ce solde global est obtenu par agrégation des soldes globaux estimés des Etats membres, avant ajustements pour prise en compte des opérations non réparties et correction des biais liés aux asymétries.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, est estimé à 3,2% contre 6,0% en 2010.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est inscrit en baisse en 2011, en passant de 2.336,5 milliards en 2010 à 1.048,5 milliards. Cette orientation défavorable résulte essentiellement d'une importante sortie nette des flux des autres capitaux privés sous forme de crédits commerciaux accordés aux entités non-résidentes et de constitution de dépôts à l'étranger par les entreprises exportatrices.

En tenant compte de l'évolution des avoirs non répartis, liée notamment aux mouvements sur le compte d'opérations, et les corrections des biais induits par les asymétries, le solde global de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA est ressorti excédentaire de 195,4 milliards contre 139,5 milliards en 2010. Un excédent de balance des paiements est estimé dans tous les pays de l'Union en 2011, sauf au Bénin, au Mali et au Niger.

Pour l'année 2012, les perspectives d'évolution des échanges extérieurs font état d'une augmentation des flux de financements extérieurs, dont les effets seraient atténués par une aggravation du déficit des transactions courantes.

La balance des transactions courantes, hors dons, devrait s'aggraver de 8,2% pour ressortir à 2.461,9 milliards de FCFA, du fait de la détérioration de toutes ses composantes. Le déficit de la balance commerciale s'inscrirait en hausse sous l'effet d'une augmentation des importations plus importante que celle des exportations. Le dynamisme des importations serait en rapport avec le maintien de la tendance haussière des cours des principaux produits importés et l'accroissement des approvisionnements en produits alimentaires, notamment dans les pays du Sahel qui connaîtraient un déficit céréalier important. L'accroissement des achats de biens d'équipement et intermédiaires dans le cadre de la réalisation des investissements publics et privés accentuerait également cette tendance.

Les exportations de biens, pour leur part, devraient être bien orientées sous l'impulsion des produits pétroliers, de l'or et du coton, en liaison avec les effets conjugués de la hausse des prix et des quantités. En revanche, le chiffre d'affaires de la filière cacaoyère connaîtrait une baisse, imputable au recul des expéditions en Côte d'Ivoire, après le niveau exceptionnellement élevé atteint en 2011, et à la baisse des prix sur les marchés internationaux.

Le déficit de la balance des services s'accroîtrait, sous l'effet essentiellement de l'accroissement du fret des marchandises et des autres services spécialisés consommés par les secteurs des industries extractives et des télécommunications en pleine expansion. Les revenus poursuivraient également leur détérioration, en ligne avec les paiements de dividendes par les principales entreprises exportatrices et celles des télécommunications, qui connaissent une évolution favorable de leurs chiffres d'affaires.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, devrait ressortir à 4,1% en 2012 contre 3,1% en 2011.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières devrait s'accroître de 56,9% pour se situer à 1.645,1 milliards, en liaison avec l'amélioration des tirages

publics nets, l'augmentation des dons projets et la hausse des capitaux d'investissements de portefeuille. La hausse des flux de financement extérieurs serait toutefois atténuée par la diminution des investissements directs étrangers, en relation notamment avec la fin des investissements liés à l'implantation d'une raffinerie et d'un pipeline de plus de 400 Km en 2011 au Niger. Les autres capitaux nets connaîtraient également une détérioration, en relation principalement avec la normalisation de la situation en Côte d'Ivoire.

En liaison avec les évolutions de ces composantes, le solde global de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA devrait ressortir excédentaire de 368,0 milliards contre 195,4 milliards en 2011. Un excédent de balance des paiements est prévu dans tous les pays de l'Union en 2012.

### **3.5 SITUATION MONETAIRE**

Le cadrage macroéconomique élaboré en octobre 2010 par la Banque Centrale tablait sur un accroissement 197,0 milliards en valeur absolue des avoirs extérieurs nets de l'Union à fin décembre 2011 par rapport à leur niveau de fin décembre 2010. Il prévoyait en outre une hausse de 9,1% du crédit intérieur et, partant, une progression de 7,9% de la masse monétaire. Les réalisations au terme de l'année 2011 laissent apparaître une évolution des agrégats monétaires caractérisée par une hausse moins importante que prévu des avoirs extérieurs nets. En revanche, l'évolution du crédit intérieur ainsi que celle de la masse monétaire traduisent des consolidations plus fortes que prévu.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une hausse de 184,3 milliards d'une année à l'autre pour s'établir 5.820,4 milliards à fin décembre 2011.

L'encours du crédit intérieur est ressorti en hausse de 1.428,7 milliards ou 16,4%, pour s'établir à 10.144,1 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution traduit l'effet conjugué de l'accroissement des crédits octroyés au secteur privé et de la dégradation de la Position nette des gouvernements vis-à-vis du système bancaire. L'encours des crédits à l'économie a augmenté à fin décembre 2011 de 1.004,9 milliards ou 14,8%, par rapport au niveau atteint à fin décembre 2010 pour s'établir à 7.813,7 milliards. Cette hausse est imputable pour une large part aux crédits ordinaires qui se sont accrus de 988,6 milliards ou 14,9% et aux crédits de campagne qui ont enregistré une hausse de 16,2 milliards ou 10,9% d'une année à l'autre. La hausse des crédits ordinaires résulterait principalement des concours octroyés à des entreprises des secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, de l'agro-industrie, des télécommunications, des mines, du BTP et du commerce.

La position nette débitrice des Gouvernements s'est dégradée de 423,9 milliards par rapport à son niveau atteint à fin décembre 2010 et s'est établie à 2.330,4 milliards à fin décembre 2011. Cette situation serait liée à la hausse de 552,5 milliards des concours accordés par les banques aux Etats et à l'accroissement de 161,6 milliards des tirages de l'Etat sur le FMI et dont l'impact a été atténué par la hausse de 329,4 milliards de leurs créances sur les institutions monétaires.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 11,0%, pour s'établir à 13.663,9 milliards au 31 décembre 2011. La hausse de 1.218,1 milliards ou 14,1% des dépôts en banque et celle de 118,4 milliards ou 3,3% de la circulation fiduciaire expliquent cet accroissement de la liquidité globale.

Les perspectives pour l'année 2012 ont été appréhendées en novembre 2011 lors de l'élaboration, par la Banque Centrale, du cadrage macroéconomique pour les années 2012 et 2013. Elles n'intègrent donc pas les conséquences des crises socio-politiques qui affectent le Mali et la Guinée-Bissau et, partant, l'Union dans son ensemble depuis le mois de mars 2012.

Les prévisions faites lors de ce cadrage laissent apparaître pour 2012, une consolidation de 312,9 milliards des avoirs avoir extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union qui s'établiraient à 6.623,1 milliards. Il était également escompté une hausse de 14,6% du crédit intérieur qui atteindrait 10.991,7 milliards. En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire progresserait de 12,3% par rapport à son niveau estimé de décembre 2011 pour s'établir à 15.494,9 milliards au 31 décembre 2012.

### **3.6 ETAT DE LA CONVERGENCE**

L'état de convergence se présenterait comme suit en 2011:

#### **Critères de premier rang**

- **Ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0%**

Cinq Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Burkina Faso (1,3%), la Guinée-Bissau (2,2%), du Mali (1,6%) Niger (0,0%) et Togo (0,1%). Pour le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le déficit se situe à 0,2%, 4,2%, 3,1%. En 2012, quatre pays vont respecter le critère, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Niger. En 2012, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Niger respecteraient le critère relatif au solde budgétaire de base.

- **Le taux d'inflation annuel moyen de 3% maximum par an**

Quatre Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Mali et Niger) ont respecté ce critère en 2011. En 2012, six Etats membres pourraient respecter le critère.

- **Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70%**

Tous les Etats membres ont respecté ce critère en 2011. Il devrait en être de même en 2012.

- **Les arriérés de paiement**

- **la non accumulation des arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : la Guinée Bissau n'a pas respecté ce critère. Elle a accumulé des arriérés intérieurs pour un montant de 2,85 milliard ;

- **la non accumulation des arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : Aucun Etat membre n'a accumulé des arriérés extérieurs en 2011.

### **Critères de second rang**

- **Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, inférieur ou égal à 35%**

Deux Etats membres, le Niger et le Sénégal ont respecté ce critère. Pour les autres Etats, les résultats se présentent comme suit : 47,6% pour le Bénin, 40,5% pour le Burkina Faso, 48,2% pour la Côte d'Ivoire, 71,6% pour la Guinée-Bissau, 35,7% pour le Mali et 35,9% pour le Togo. Pour 2012, seuls ces deux Etats respecteraient à nouveau ce critère.

- **Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, supérieur ou égal à 20%**

Six Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Le ratio a été de 15,9% pour la Côte d'Ivoire et 0,9% pour la Guinée-Bissau. En 2012, seule la Guinée-Bissau ne respecterait pas ce critère.

- **Le ratio du solde extérieur courant hors transferts publics par rapport au PIB nominal, supérieur ou égal à -5%**

Seule la Côte d'Ivoire a respecté, comme les années précédentes, ce critère avec un excédent représentant 10,5% du PIB. Les autres Etats membres ont dégagé des déficits compris entre 6,1% pour le Sénégal et 25,4% pour le Niger. Seule la Côte d'Ivoire respecterait à nouveau ce critère en 2012.

- **Le taux de pression fiscale, supérieur ou égal à 17%**

Le Sénégal a respecté ce critère avec un taux de 18,9%. Pour les autres Etats, le ratio se présenterait comme suit : Bénin (15,5%), Burkina Faso (14,5%), Côte d'Ivoire (13,1%), Guinée-Bissau (8,8%), Mali (14,8%), Niger (16,2%), et Togo (16,7%). Seul le Sénégal respecterait encore ce critère en 2012.

Au total, trois Etats membres ont respecté les quatre critères de premier rang, comme en 2010. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Trois Etats membres, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo ont respecté trois critères de premier rang, le Sénégal deux et la Guinée-Bissau un seul.

En 2012, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali respecteraient les quatre critères de premier rang.

### **3.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La situation économique a été difficile pour l'Union en 2011, en raison principalement de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et pétroliers et les mauvais résultats de la campagne agricole 2011/2012. Il en résulte un faible taux de croissance économique dans un contexte de résurgence de tensions inflationnistes. En conséquence les performances en matière de convergence n'ont pas été satisfaisantes, seuls trois Etats membres ayant respecté les quatre critères de premier rang.

Pour 2012, il est attendu une accélération de la croissance économique, en rapport notamment avec la normalisation de la situation socio politique en Côte d'Ivoire, la mise en exploitation de produits miniers au Burkina et au Niger. Les efforts de reconstruction en Côte d'Ivoire continueront de peser sur la situation des finances publiques de ce pays et donc sur ses performance en matière de convergence économique.

En matière de convergence, aucune amélioration sensible n'est attendue même si le Bénin pourrait rejoindre le groupe des trois pays respectant les quatre critères de premier rang au cours des deux dernières années. Malheureusement, il n'est pas exclu que le Mali quitte ce groupe de pays en raison de la situation socio politique actuelle qui ne manquera pas d'affecter négativement la situation des finances publiques de cet Etat. La situation demeure également incertaine en Guinée-Bissau.

Pour renforcer le cadre macroéconomique et favoriser le respect des critères de convergence, les Autorités des Etats membres devront prendre des dispositions pour :

- consolider la stabilité socio politique dans les Etats membres ;
- poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles et l'organisation de nouvelles filières pour diversifier la base productive ;
- renforcer les actions menées en faveur du secteur agricole et plus particulièrement celles visant à accroître la production vivrière et améliorer les circuits de distribution des produits alimentaires, notamment les céréales et les féculents ;
- poursuivre la politique de développement des infrastructures socioéconomiques afin de conforter la croissance économique, de créer des emplois et d'améliorer les conditions de compétitivité ;
- renforcer les efforts de recouvrement des recettes budgétaires par l'élargissement de l'assiette fiscale et la mise en œuvre du programme de transition fiscale ;

- poursuivre les réformes en matière de finances publiques, notamment la transposition et la mise en exécution des Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques ;
- renforcer la maîtrise des dépenses courantes, notamment la masse salariale et les transferts et subventions.

**ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2011**

		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2011 PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2009 ET 2010								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2011	2010	2009
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme >=0)	-0,2	1,3	-3,1	2,2	1,6	0,0	-4,2	0,1	5	6	4
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <=3%)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	4	8	7
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	25,2	29,3	64,0	39,2	27,4	26,5	37,3	46,4	8	7	6
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	0	2,85	0	0	0	0	7	6	6
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	0	2,85	0	0	0	0	7	6	6
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	8	7	6
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	47,6	40,5	48,2	71,6	35,7	34,0	33,3	35,9	2	4	3
6	Investissements financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	20,2	40,6	15,9	0,9	26,0	23,9	39,5	23,4	7	4	5
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-9,2	-5,3	10,5	-6,9	-8,2	-24,9	-6,1	-8,0	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	15,5	14,5	13,1	8,8	14,8	16,2	18,9	16,7	1	2	1
	2011	4	5	3	2	5	6	5	4			
	2010	4	4	5	3	6	6	6	4			
	2009	6	3	2	2	3	5	5	2			

#### **4. ORIENTATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LES ETATS MEMBRES DE L'UNION AU TITRE DE L'ANNEE 2013**

L'instabilité de l'environnement international, les troubles socio-politiques ainsi que les aléas climatiques constituent autant de facteurs qui rendent difficile l'évolution des économies de l'Union vers le respect des engagements communautaires, notamment la convergence macroéconomique à l'échéance de 2013. Cet objectif semble être compromis au regard du profil actuel des finances publiques des différents Etats membres de l'Union. Le critère relatif au solde budgétaire de base (critère clé) demeure encore non respecté par la plupart des Etats et une forte pression s'exerce sur les dépenses publiques en liaison avec les exigences des programmes de lutte contre la pauvreté et la politique de renforcement des investissements. Par rapport à ce constat, il apparaît urgent pour les Etats membres de l'Union de prendre les dispositions nécessaires pour approfondir l'assainissement des finances publiques afin d'accélérer la dynamique vers la réalisation des conditions de convergence.

Les initiatives d'allègement de la dette extérieure, à savoir «l'Initiative PPTTE» et «l'IADM » ont permis une baisse drastique du taux d'endettement dans tous les pays. Pour préserver les acquis de ce contexte favorable il s'avère nécessaire de mettre en place une stratégie d'endettement, afin de veiller de manière constante sur la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques. Ceci, est d'autant plus urgent que la dette intérieure prend une place beaucoup plus importante sur le marché financier régional.

Par ailleurs, les tensions inflationnistes périodiques liées à la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires importés demeurent des risques majeurs susceptibles d'empêcher la réalisation des objectifs macroéconomiques. Aussi, faudrait-il que des actions précises soient identifiées en vue d'assurer une meilleure maîtrise des prix intérieurs.

Ces diverses préoccupations justifient les propositions d'orientation de politique économique pour l'année 2013, qui s'articulent autour des trois points suivants :

- poursuivre l'assainissement des finances publiques ;
- assurer une gestion prudente de l'endettement ;
- atténuer les effets liés à la hausse des prix internationaux ;

##### **4.1. POURSUIVRE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES**

La lenteur du rythme de convergence macroéconomique impose que les Etats membres de l'Union s'engagent résolument dans une politique d'assainissement des finances publiques. Cet engagement est d'autant plus impératif que la crise financière pourrait évoluer pour ressortir sous d'autres formes imprévisibles et aboutir, à terme, à une nette réduction de l'aide au développement, des transferts courants privés et des investissements directs étrangers.

Par conséquent, en 2013, année retenue comme échéance de la convergence de l'Union suivant les termes du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, la gestion des finances publiques devra être essentiellement axée sur des objectifs de mobilisation de recettes budgétaires et de maîtrise de l'évolution des dépenses courantes.

En matière de mobilisation des recettes budgétaires, l'évolution du ratio «recettes budgétaires sur PIB nominal» pour l'Union, sur la période allant de 2005 à 2011, permet de distinguer deux phases. La première phase comprise entre 2005 et 2007 est caractérisée par une évolution continue dans le sens de la hausse du ratio qui est passé entre ces deux dates de 16,5 % à 18,1%. Quant à la deuxième phase, elle est marquée d'abord par une baisse en 2008 (17,6%) et ensuite par une évolution en dents de scie avec pour meilleur résultat 18,0% en 2010.

S'agissant du ratio des «dépenses publiques totales rapportées au PIB nominal», son évolution s'est inscrite dans une tendance à la hausse durant les deux phases indiquées. Le niveau du ratio est ainsi passé de 21,7 % en 2005 à 23,0 % en 2007 et de 21,9% en 2008 à 25,0% en 2011. L'accroissement continu de la masse salariale et les efforts en matière d'investissements publics liés aux actions entreprises au profit des secteurs sociaux, sont en partie à l'origine de ces résultats.

En somme, la persistance des déséquilibres importants constatés au niveau des finances publiques et empêchant une dynamique soutenue vers le respect des conditions de convergence s'explique du fait que l'évolution des dépenses publiques n'a pas toujours été en adéquation avec celle relative à la mobilisation des recettes budgétaires.

Aussi, le renforcement du niveau des recettes budgétaires devra-il se référer à un plan à moyen terme, assorti d'objectifs liés à des mesures précises. Il s'agira dans un premier temps, d'identifier les secteurs et activités recelant d'importantes potentialités en matière de recouvrement de recettes. Pour ce faire :

- une plus grande attention devrait être accordée aux structures chargées des études au niveau des services fiscaux. Ces services devraient, entre autres activités, identifier les réformes adéquates susceptibles d'aider à exploiter au mieux le potentiel de recettes ;
- les Etats devraient accélérer la mise en œuvre de leur programme de transition fiscale et fournir les efforts nécessaires pour mieux appréhender le secteur informel ;

Par ailleurs, des dispositions devraient être prises urgemment pour améliorer les conditions de mobilisation des recettes. A cet effet, les services des régies financières devraient :

- accentuer les activités de contrôle et de vérification ;
- moderniser les services fiscaux en vue d'assurer un meilleur suivi des contribuables ;

- continuer à simplifier les procédures et les règles fiscales, afin de les rendre plus compréhensibles et plus accessibles à toutes les couches de la population active ;
- promouvoir le civisme fiscal par une politique de communication et de gestion de proximité vis-à-vis des contribuables ;
- lutter contre la fraude et la corruption.

En matière de dépenses publiques, l'évolution des rubriques portant sur les achats de biens et services, les transferts et subventions et les intérêts de la dette publique devrait être bien suivie. De même, les dispositions devraient être prises pour contenir le ratio relatif au critère sur la masse salariale, qui n'est aujourd'hui respecté que par deux pays. Il est évident que l'option visant à renforcer les secteurs prioritaires, notamment en les pourvoyant d'un personnel suffisant et qualifié limite les possibilités d'agir sur la masse salariale. De ce point de vue, le respect du critère en question ne pourrait s'effectuer que par le renforcement des recettes fiscales. Toutefois, une bonne gestion des ressources humaines de l'Administration permettrait un suivi conséquent de l'évolution du personnel et contribuerait à la réalisation d'économies.

Par rapport à ces diverses préoccupations, il apparaît important de mettre en œuvre les Directives communautaires relatives au cadre harmonisé des finances publiques afin de rapprocher progressivement les règles nationales de gestion budgétaire aux normes internationales. Dans cette même logique, des actions complémentaires devraient être entreprises afin de promouvoir une gestion efficace des dépenses publiques. Pour ce faire, il conviendrait de :

- poursuivre l'informatisation du circuit de la dépense ;
- contenir la progression des dépenses courantes et les orienter prioritairement vers l'appui aux besoins des secteurs sociaux ;
- maîtriser les dépenses relatives aux charges d'intérêts de la dette publique ;
- renforcer les dépenses d'investissements ;
- veiller au respect des règles de bonnes pratiques budgétaires en mettant en œuvre les dispositions du Code des marchés publics et du Code de transparence ;
- recenser de manière exhaustive le stock des arriérés de paiement intérieurs et élaborer un plan d'apurement réaliste ;
- améliorer la préparation du budget par une bonne évaluation des dépenses et des ressources et respecter les procédures budgétaires.

## 4.2 ASSURER UNE GESTION PRUDENTE DE L'ENDETTEMENT

Une bonne gestion de la dette publique requiert d'abord une meilleure connaissance du stock de celle-ci et la mise en place d'un plan d'apurement ainsi que l'obligation de ne pas accumuler de nouveaux arriérés. Le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité prend en compte ces exigences. Il dispose de deux critères s'inscrivant dans la logique ainsi décrite. Il s'agit du critère sur le taux d'endettement et celui de non accumulation d'arriérés. L'analyse de la situation actuelle des Etats membres de l'Union, par rapport à ces deux indicateurs fait ressortir les remarques suivantes :

- tous les Etats membres de l'Union respectent la norme de 70% du critère relatif au taux d'endettement ;
- le taux d'endettement le plus élevé (64,0%) est celui enregistré par le seul pays n'ayant pas encore atteint le point d'achèvement. Pour les autres pays ce critère se situe entre 25,2% et 43,3% ;
- de manière générale, des efforts sont faits par tous les Etats membres ayant régulièrement un programme avec le FMI en vue de ne pas accumuler de nouveaux arriérés. Toutefois, des présomptions existent au niveau des arriérés intérieurs souvent en raison des réclamations du secteur privé et des difficultés de trésorerie constatées.

A la politique de suivi de l'endettement qu'a tenté d'instaurer le Pacte de convergence à travers les critères indiqués ci-dessus, il a été jugé nécessaire d'associer une préoccupation supplémentaire portant sur la qualité de la stratégie d'endettement et de gestion de la dette. Pour ce faire, le Règlement n°09/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007, portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA, a été adopté avec pour but d'organiser et de renforcer le système de gestion de la dette au sein des Etats.

Partant de cette interpellation, les Etats ont fourni des efforts dans le suivi des décisions portant sur la dette en mettant en place des comités de coordination, comme prévu par Règlement. Toutefois, il convient de mettre en application toutes les autres dispositions dudit texte afin de préserver les acquis de la situation favorable actuelle, qui découle des avantages liés aux mécanismes d'allègement et d'annulation de la dette extérieure (PPTE et IADM).

Dans ce sens, une attention particulière devrait être accordée à :

- la production des statistiques sur les profils de la dette et les ratios de risque ;
- l'élaboration d'études de soutenabilité permettant d'apprécier les risques liés à la variation des taux de change et aux fluctuations des taux d'intérêt ;
- la réalisation de contrôle des risques par des tests de sensibilité pour déterminer le coût des chocs sur le service de la dette ;

- l'élaboration et la mise en application d'un manuel de procédure relatif aux fonctions, aux activités et aux opérations d'emprunts et de gestion de la dette ;
- la publication des résultats de la politique d'endettement, notamment l'utilisation des ressources mobilisées;
- l'audit des structures chargées de la gestion de la dette et celles ayant utilisé les ressources provenant des emprunts.

La mise en application de ces directives est importante dans la mesure où il est constaté depuis 2006, que les dépenses relatives au paiement des intérêts de la dette publique s'inscrivent dans une tendance de progression, qui laisse pressentir que les économies de l'Union s'engagent dans un processus de ré-endettement.

Il est évident que les exigences de dépenses liées aux contraintes économiques qui caractérisent les Etats membres de l'Union commandent une mobilisation accrue de ressources financières. De ce point de vue, le recours à l'emprunt au niveau des pays de l'Union est inévitable. Toutefois des précautions devraient être prises, dès à présent, pour assurer une gestion prudente de l'évolution de la dette, particulièrement la dette intérieure.

En effet, l'élimination des concours monétaires directs de la BCEAO aux Etats membres et la disponibilité de ressources sur le marché financier régional sont autant de raisons justifiant le recours régulier au marché régional de la dette publique sur lequel les taux moyens d'intérêt appliqués restent relativement élevés. De ce fait, les Etats membres de l'Union devraient être invités à faire du Règlement cité ci-haut un instrument de référence pour assurer le suivi de cette composante de la dette publique et surtout pour veiller à la viabilité de la dette dans son ensemble et à la soutenabilité des finances publiques.

#### **4.3 ATTENUER LES EFFETS LIES A LA HAUSSE DES PRIX INTERNATIONAUX**

L'économie mondiale a été confrontée en 2008 à de fortes tensions inflationnistes liées à la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Cette situation de crise persiste ces dernières années et s'impose comme un facteur constant de l'environnement économique international. En effet, la hausse importante de la demande de pétrole et de gaz ainsi que la poussée de la demande de produits alimentaires en provenance de certains pays émergents (Chine et Inde) constituent des données qui affecteront durablement l'économie mondiale.

Face à cette situation, la plupart des Etats membres se réfèrent systématiquement aux mesures budgétaires, notamment des subventions au profit de certains produits dérivés du pétrole et la réduction ou la suspension de taxe sur certains produits importés. Ces mesures perturbent le cadre macroéconomique et s'avèrent, en plus insuffisants et même inappropriées. Compte tenu de la persistance des chocs, dans le temps, ces mesures n'ont pour effet que de reporter l'impact inflationniste qui apparaîtra immédiatement lorsque la situation des finances publiques devient insoutenable. Il en est de même pour les diverses mesures d'urgence arrêtées pour faire face aux crises alimentaires. A cet égard, il convient de rappeler que pour

juguler les effets de la crise alimentaire de 2008, les Institutions régionales que sont la Commission, la BCEAO et la BOAD ont été instruites par le Conseil des Ministres à affecter aux Etats membres des ressources pour un montant global de 40 milliards. La même demande a été réitérée en 2012, pour une aide directe de 10 milliards en vue de faire face à la menace de crise dans plusieurs pays de l'Union.

Par rapport à la récurrence de ces chocs, les solutions ponctuelles doivent faire place à des stratégies susceptibles d'asseoir les bases d'une économie régionale plus robuste. Des actions devraient être entreprises dans le sens de renforcer les politiques adoptées par les différents Etats. Les interventions effectuées au niveau régional doivent être appréciées comme des mesures complémentaires.

Ainsi, pour atténuer les effets des **hausse des prix des produits alimentaires**, il convient qu'une plus grande attention soit accordée aux politiques agricoles nationales. Les Etats devraient être invités à développer les capacités d'anticiper les solutions susceptibles de pallier les difficultés et aléas qui caractérisent souvent les campagnes agricoles. Pour ce faire, il apparaît nécessaire d'améliorer les statistiques du secteur agricole, pour mieux assurer le suivi et la conception des stratégies. De même, une meilleure coordination des financements et des projets intervenant dans le secteur, est nécessaire.

En plus, des dispositions devraient être prises pour accélérer les actions à moyen terme identifiées depuis 2008 et portant sur :

- l'accroissement progressif de la production de l'agriculture vivrière ;
- la création de véritables filières de production vivrière intégrées et rentables ;
- le développement des unités locales de production d'engrais ;
- la mise en place d'entreprises d'aménagement de périmètres irrigués ;
- le respect de la libre circulation des biens et des personnes dans l'Union ;
- la mise en place d'une législation foncière appropriée et harmonisée au niveau de l'Union ;
- le renforcement des capacités administratives des Etats en matière de gestion des projets agricoles.

Pour ce qui concerne spécifiquement **les produits pétroliers**, il serait difficile d'envisager des mesures de sauvegarde qui sont, pour l'essentiel, des mécanismes traditionnels tels que la constitution de fonds de subvention à l'importation des produits pétroliers. Il faudrait plutôt au niveau des différents Etats, que les politiques et stratégies nationales s'inscrivent dans le cadre des orientations de la Politique Energétique Commune (PEC). Il s'agira plus précisément de :

- instaurer un système communautaire d'approvisionnement en produits pétroliers, notamment par des achats groupés. Ceci permettrait de réaliser des économies d'échelle sur les importations ;

- veiller à une utilisation rationnelle de l'énergie en systématisant les actions de maîtrise de l'énergie et d'efficacité énergétique. Dans ce cadre, des structures nationales de maîtrise de l'énergie pourraient être mises en place;
- mettre en place des systèmes d'information énergétique nationaux afin de définir des stratégies et des politiques énergétiques cohérentes ;
- mobiliser les ressources de l'IRED (Initiative Régionale pour l'Energie Durable) afin d'investir pour accroître l'offre d'énergie électrique ;
- encourager et promouvoir le développement de diverses sources d'énergie notamment l'énergie solaire, les biocombustibles;

En conclusion, il convient de reconnaître que la hausse du niveau général des prix impose que des dispositions soient prises pour réguler les marchés. Le principe de liberté des prix appliqué dans un contexte non concurrentiel soumet les consommateurs aux abus des spéculateurs. De ce fait, le rétablissement d'un minimum de contrôle des prix et la mise en place de points de vente de référence constituent des solutions adéquates pour faire face à l'évolution conjoncturelle des prix, surtout pour les denrées de première nécessité.

A moyen et long terme, la protection contre les fortes variations des prix des importations passe par la promotion d'une politique de développement et de diversification de la production nationale. Aussi, les Etats membres de l'Union devraient-ils s'engager résolument à accroître et à valoriser la production agricole vivrière. Ils devraient également prendre les dispositions pour développer le marché régional par une densification du commerce intracommunautaire et un renforcement de la concurrence.